

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

SESSION ORDINAIRE DE 1957-1958

Annexe au procès-verbal de la séance du 10 décembre 1957.

RAPPORT D'INFORMATION

FAIT

au nom de la Commission de la production industrielle (1) à la suite de la mission effectuée par une délégation de cette commission aux États-Unis (3-27 septembre 1957).

Par MM. BOUSCH, LAURENT-THOUVEREY, VANRULLEN
et DE VILLOUTREYS

Sénateurs.

(1) Cette Commission est composée de: MM. Bousch, *Président*; Laurent-Thouverey, Henri Cornat, *Vice-Présidents*; Vanrullen, Coudé du Foresto, *Secrétaires*; Ajavon, Bataille, Auguste-François Billiemaz, Bonnet, Bouquerel, René Caillaud, Nestor Calonne, Chambriard, Droussent, Charles Durand, Grégory, Haïdara Mahamane, Alexis Jaubert, Lebreton, Longchambon, Maillot, Pierre Marty, Claude Mont, Ohlen, Pascaud, Piales, Raymond Pinchard, Suran, Teisseire, de Villoutreys.

SOMMAIRE

	Pages.
AVANT-PROPOS	
I. — Composition de la mission.....	7
II. — Itinéraire (voir carte, page 8) et personnalités rencontrées.	9
III. — Observations préliminaires	14
INTRODUCTION	
I. — Considérations géographiques et démographiques.....	17
II. — Organisation politique et administrative.....	19
1° Le pouvoir législatif.....	20
2° Le pouvoir exécutif.....	21
3° Les Etats et les collectivités locales.....	27
CHAPITRE PREMIER. — Situation économique et organisation sociale.....	31
I. — Vue générale sur la situation économique actuelle des Etats-Unis.	31
II. — L'organisation sociale	34
1° L'emploi:	
A. — La population active.....	34
B. — La durée hebdomadaire de travail.....	35
C. — Le chômage.....	35
2° Les salaires.....	36
3° Le pouvoir d'achat.....	40
4° Les syndicats ouvriers.....	42
CHAPITRE II. — L'aide aux petites et moyennes entreprises.....	46
I. — Participation des petites et moyennes entreprises aux marchés publics	47
II. — Aide financière: les prêts de la Small Business Administration..	50
1° Les prêts à l'industrie et au commerce.....	50
2° Autres programmes d'aide financière.....	55
III. — Aide technique.....	56

	Pages.
CHAPITRE III. — <i>La production énergétique</i>	58
I. — Le charbon :	
1° Considérations générales.....	60
2° Visite de la Mine Robena.....	62
II. — L'énergie électrique :	
1° Considérations générales.....	64
2° La Detroit Edison Corporation.....	66
III. — La production pétrolière :	
1° Considérations générales.....	72
2° La Standard Oil Company of New-Jersey.....	75
 CHAPITRE IV. — <i>La sidérurgie</i> .	
I. — Importance et caractéristiques de la sidérurgie américaine....	78
II. — La Bethlehem Steel Corporation.....	81
 CHAPITRE V. — <i>Industries de transformation</i> .	
I. — L'industrie automobile.....	85
1° La place de la production automobile des Etats-Unis dans la production mondiale.....	85
2° L'organisation de la production automobile aux Etats-Unis.	87
3° Le marché des automobiles européennes aux Etats-Unis...	89
4° Usines visitées :	
A. — Ford (usine de la Rivière-Rouge).....	90
B. — Centre technique de General Motors.....	91
II. — La construction électrique :	
1° La Westinghouse Corporation.....	92
2° Emerson Radio and Phonograph Corporation.....	95
III. — La production aéronautique. — Visite de la Lockheed Aircraft Corporation (usine de Burbank).....	97
IV. — L'industrie pétrochimique (visite des usines de la Shell Che- mical à Los Angeles).....	100
1° Pétrochimie	101
2° Le caoutchouc synthétique.....	102
 CONCLUSION	105

T A B L E A U X

	Pages.
TABLEAU n° 1. — Récapitulation des activités de la Small Business Administration (S. B. A.) en matière de prêts au commerce et à l'industrie depuis la création (octobre 1953) jusqu'au 30 juin 1956.....	53
TABLEAU n° 2. — Répartition des prêts accordés par la S. B. A. à des entreprises industrielles classées d'après leurs effectifs....	54
TABLEAU n° 3. — Répartition des prêts accordés par la S. B. A. à des entreprises non industrielles classées d'après leur chiffre d'affaires	54
TABLEAU n° 4. — Bilan énergétique des Etats-Unis en 1956.....	58
TABLEAU n° 5. — Bilan énergétique de la France en 1956.....	59
TABLEAU n° 6. — Répartition de la production de pétrole brut dans le monde en 1955 et 1956.....	72
TABLEAU n° 7. — Production de pétrole aux Etats-Unis comparée à la production mondiale.....	73
TABLEAU n° 8. — Production d'acier brut aux Etats-Unis.....	78
TABLEAU n° 9. — Evolution du parc automobile mondial et de celui des Etats-Unis	86
TABLEAU n° 10. — Production de véhicules automobiles dans le monde et dans quelques grandes puissances industrielles en 1955 et 1956.....	86
TABLEAU n° 11. — Production des voitures américaines par marques.....	88
TABLEAU n° 12. — Dépenses d'investissement et frais d'exploration du groupe Royal Dutch/Shell en 1955 et 1956.....	100

ANNEXES

	Pages.
ANNEXE I. — Données de base sur l'économie des Etats-Unis.....	121
ANNEXE II. — Principales activités industrielles et minières.....	122
ANNEXE III. — Quelques données sur l'agriculture.....	122
ANNEXE IV. — Prix de divers produits et temps nécessaire pour les acquérir.	123
ANNEXE V. — Montant de l'impôt sur le revenu frappant un salaire moyen.	124
ANNEXE VI. — Répartition des différents postes de dépenses du budget familial urbain.....	124
ANNEXE VII. — Equivalence des unités américaines en mesures françaises..	125

AVANT-PROPOS

I. — Composition de la Mission.

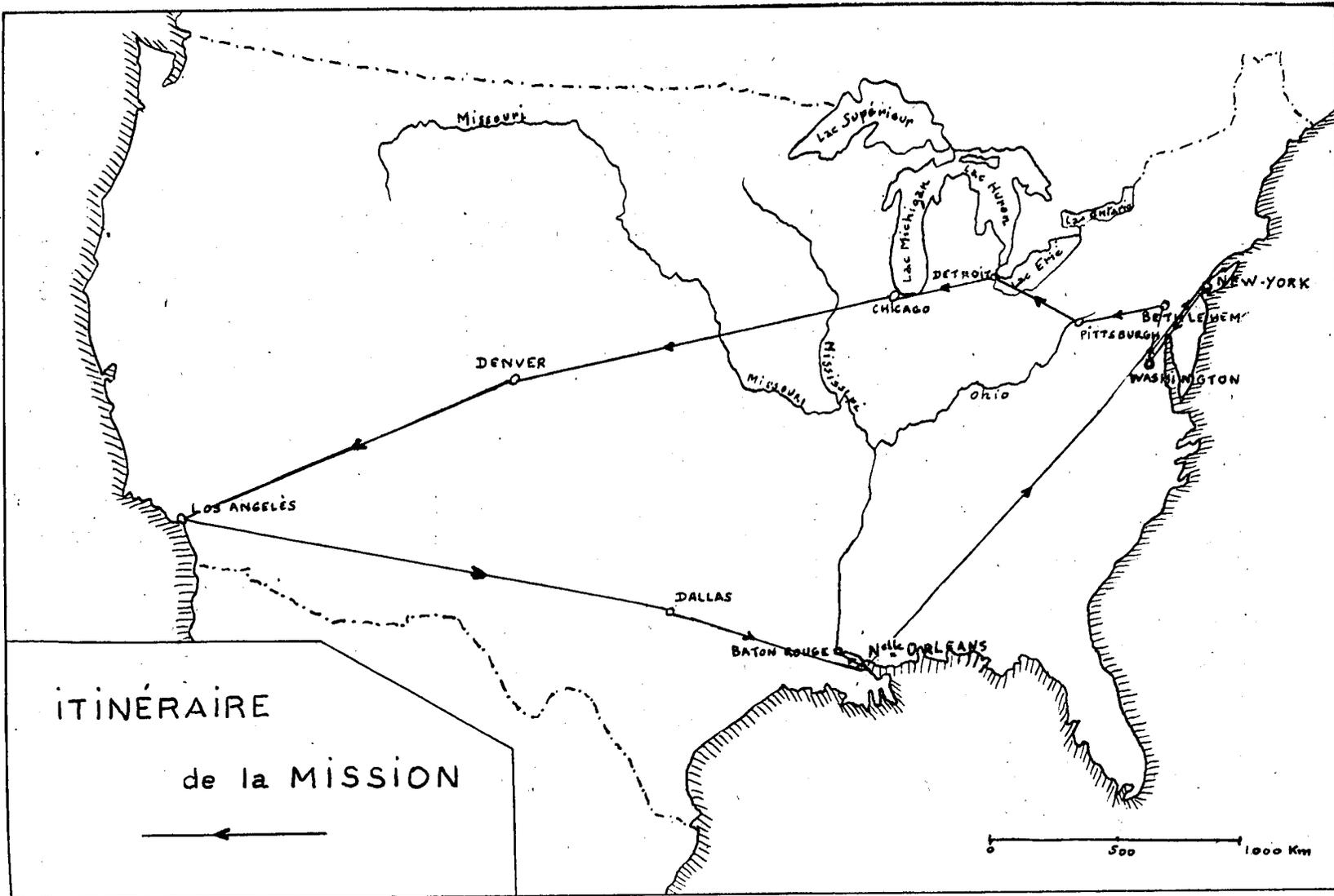
MM. BOUSCH, Sénateur, Président de la Commission de la Production Industrielle;

LAURENT-THOUVEREY, Sénateur, Vice-Président de la Commission de la Production Industrielle;

VANRULLEN, Sénateur, Vice-Président de l'Assemblée Commune de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier;

de **VILLOUTREYS**, Sénateur.

La Mission était accompagnée de **M. VILAIN**, Administrateur au Conseil de la République.



II. — Itinéraire et personnalités rencontrées au cours de la Mission.

Mardi 3 septembre 1937:

22 heures. — Départ de Paris.

Mercredi 4 septembre:

23 heures. — Arrivée à Washington.

Jeudi 5 septembre:

10 heures. — Réception par M. James-T. O'Connell, Sous-Secrétaire d'Etat au Travail.

11 heures. — Exposé de M. Philip Arnow, Président de la Commission de Statistiques du Département du Travail.

12 heures. — Discussion sur le programme et l'itinéraire de la Mission avec MM. H. Reid Bird, représentant du Département d'Etat, et MM. Paul Bergmann et Franz Groemping, représentants du Département du Travail.

14 heures 30. — Entretien avec M. Marshall M. Smith, Secrétaire Adjoint pour les Affaires internationales du Département du Commerce.

Exposé de M. William-R. Traum sur le programme de foires et d'expositions des Etats-Unis à l'étranger.

Exposé de M. Macy, Directeur du Bureau du Commerce extérieur, sur les missions commerciales américaines à l'étranger.

Exposé de M. Roterus sur l'économie régionale.

Exposé de M. Louis-J. Paradiso, Directeur adjoint du Bureau des Affaires économiques, sur la situation économique des Etats-Unis.

Vendredi 6 septembre:

- 9 heures. — Entretien au siège de l'Agence des Petites et Moyennes Entreprises (Small Business Administration), avec M. Arthur Hachten, Directeur de l'Information.
- 11 heures. — Réception au Sénat par l'Honorable Thruston Morton, Sénateur du Kentucky.
- 15 heures. — Entretien à la Chambre de Commerce des Etats-Unis avec le Docteur J. Warren Nystrom, le Docteur Miles et M. Stedman.

Samedi 7 septembre:

Visite de Washington.

Dimanche 8 septembre:

- 14 heures 33. — Départ de Washington.
- 15 heures 32. — Arrivée à Bethlehem.

Lundi 9 septembre:

- 9 heures. — Visite de la Bethlehem Steel Corporation et entretien avec M. W.-H. Johnstone, Vice-Président.
- 16 heures. — Départ de Bethlehem.
- 18 heures 27. — Arrivée à Pittsburgh.

Mardi 10 septembre:

Visite de la mine de charbon de Robena, appartenant à l'United States Steel Corporation.

Mercredi 11 septembre:

- 9 heures 30. — Réception à la Mairie de Pittsburgh par M. Bennet Rogers, Conseiller municipal.
- 10 heures. — Visite de la ville de Pittsburgh, en compagnie de M. Clarence Reid, Directeur adjoint de la Conférence Allegheny.
- 12 heures. — Visite de la Westinghouse Corporation, sous la direction de M. Angus Scott, Directeur du Service international, accompagné de M. Towle et de M. de Poutiloff.
- 18 heures 43. — Départ de Pittsburgh.
- 18 heures 47 (heure locale). — Arrivée à Detroit.

Jeudi 12 septembre:

9 heures. — Visite de l'usine de la Rivière-Rouge, de la Ford Motor Company, sous la direction de M. Thomas-D. Battle, du Service des Relations publiques, et de M. Clark, du Service des Relations industrielles.

14 heures 30. — Visite du Syndicat de l'Automobile. Entretien avec Mrs. Louise Levinson et M. Everest Kassalow.

Vendredi 13 septembre:

9 heures. — Visite de la Detroit Edison Corporation. Réception par M. Harvey-E. Bumgardner, Vice - Président, accompagné de M. Schlaepfer.

Exposés de MM. Harvey-E. Bumgardner, Gerald - L. Murphy, Vincent Madison, Myron-C. Beekman.

11 heures 45. — Visite du « Civic Center ».

Après-midi. — Visite du Centre Technique de General Motors, sous la conduite de M. Mert-L. Carpenter.

Samedi 14 septembre:

Matin. — Visite de Detroit et de ses environs. Visite du Musée Ford.

15 heures 30. — Départ de Detroit.

19 heures 20 (heure locale). — Arrivée à Denver (Colorado).

Dimanche 15 septembre:

8 heures. — Départ de Denver.

10 heures. — Arrivée à Colorado-Springs. Accueil par M. et Mme Gordon Ingraham.

Visite de l'École de l'Air, sous la direction de M. Edward-A. Merrill, Architecte.

Visite de Colorado-Springs et de ses environs.

19 heures 30. — Départ de Colorado-Springs.

24 heures. — Arrivée à Denver.

Lundi 16 septembre:

7 heures 23. — Départ de Denver.

11 heures 02. — Arrivée à Los Angeles.

Après-midi. — Visite de la Shell Oil: pétrochimie et caoutchouc synthétique, sous la direction de MM. K.-W. Smith, Voogd et O. Morgan Williams.

Mardi 17 septembre:

10 heures. — Visite de la Lockheed Corporation, sous la direction de MM. R.-J. Cook et Benjamin-H. Cook.

Après-midi. — Visite de Los Angeles.

Mercredi 18 septembre:

10 heures 43. — Départ de Los Angeles.

18 heures 07 (heure locale). — Arrivée à la Nouvelle-Orléans.

Jeudi 19 septembre:

Matin. — Visite de la Raffinerie de l'Esso Standard à Baton-Rouge, sous la direction de M. W.-B. Cotten Jr. Entretien avec M. Henri Voorhies, Directeur Général.

Après-midi. — Visite du Capitole.

Vendredi 20 septembre:

Entretien avec M. Michel Buzan, délégué du Département d'Etat.

Visite au Centre municipal de la Nouvelle-Orléans.

Réception par M. V.-H. Schiro, Président du Conseil municipal de la Nouvelle-Orléans.

Samedi 21 septembre:

Visite de l'Université de Tulane. — Entretien avec le Docteur Charles-I. Silin, Président du département des langues.

Dimanche 22 septembre:

14 heures 13. — Départ de la Nouvelle-Orléans.

20 heures 17 (heure locale). — Arrivée à New-York.

Lundi 23 septembre au jeudi 26 septembre :

Visite de New-York.

Visite de Emerson Radio and Phonograph Corporation.

Réception par M. Israël, Vice-Président, et M. Joseph Kattan, Directeur des ventes à l'étranger.

Visite du siège des Nations-Unies.

Prise de contact avec les représentants du Consulat général de France et du Service français de l'expansion économique à New-York.

Entretien avec M. Franz-A. Groemping.

Jeudi 26 septembre :

21 heures (heure locale). — Départ de New-York.

Vendredi 27 septembre :

13 heures 43 (heure locale). — Arrivée à Paris.

Indépendamment des personnalités déjà mentionnées, la délégation a pu prendre contact avec les personnalités suivantes :

— M. Gibbs Adams, Directeur Adjoint du Département de l'Industrie et du Commerce de l'Etat de Louisiane (Baton-Rouge, Louisiane);

— M. Richard-L. Bean, Directeur du Département des Relations publiques de la Lockheed Aircraft Corporation (Burbank, Californie);

— M. John Christian, Maire de Baton-Rouge (Louisiane);

— M. Walker-L. Cisler, Président de la Detroit Edison Corporation, et Mme Cisler (Detroit, Michigan);

— Mlle Angela Gregory (Nouvelle-Orléans, Louisiane);

— M. et Mme Irving Howbert (Colorado-Springs, Colorado);

— L'Honorable et Mme John Chambers Hughes (New-York)

En outre, la délégation tient à exprimer à M. Charles Sedgwick, fonctionnaire du Département d'Etat, qui l'a accompagnée durant tout son séjour aux Etats-Unis, sa très vive reconnaissance.

III. — Observations préliminaires.

Le présent rapport rend compte de la mission d'information effectuée aux Etats-Unis par une délégation de la Commission de la Production Industrielle du Conseil de la République, du 3 au 27 septembre 1957.

Conduite par M. Bousch, Président de la Commission, la délégation était composée, en outre, de MM. Laurent-Thouverey, Vanrullen et de Villoutreys.

Cette mission avait pour objet de permettre aux membres de la délégation de comparer l'équipement industriel des Etats-Unis, dans un certain nombre de secteurs, avec celui de l'Europe et plus particulièrement de la France. A la vérité, l'accomplissement de la mission a porté essentiellement sur le secteur énergétique, la sidérurgie et quelques industries de transformation, telles que l'automobile, la construction aéronautique, la construction électrique et la radio et la télévision. La durée du séjour aux Etats-Unis était en effet trop limitée pour permettre une information portant sur la totalité de l'industrie américaine.

Dans le laps de temps à peine supérieur à trois semaines dont elle disposait, la délégation a pu toutefois avoir un rapide aperçu de la diversité de la vie et de l'économie américaine. Elle a, en effet, séjourné dans la région industrielle de l'Est, essentiellement New-York, Washington, Bethlehem, Pittsburgh et Detroit, mais également à Denver, dans le Colorado, à Los Angeles, en Californie et en Louisiane.

La délégation se fait un devoir de remercier le Département d'Etat et le Département du Travail qui, en liaison avec l'Ambassade de France, ont bien voulu se charger de l'organisation du voyage.

La délégation a, en effet, pu prendre contact avec des personnalités du Sénat des Etats-Unis, du Gouvernement, de l'Administration, de l'Industrie et de l'Enseignement. Elle a, en outre, été reçue avec la plus grande cordialité, sur le plan privé, par des familles américaines et elle a été très sensible à cet accueil.

Ce rapport n'a pas pour but de faire, secteur par secteur, l'inventaire de l'économie américaine; il prétend seulement expo-

ser les observations des membres de la délégation et les constatations qu'ils ont faites notamment au cours des visites qu'ils ont effectuées.

On trouvera donc succinctement traitées, après de brèves considérations géographiques et démographiques, les questions suivantes: l'organisation politique et administrative, la situation économique et l'organisation sociale, l'aide aux petites et moyennes entreprises, la production énergétique, la production sidérurgique et un aperçu sur certaines industries de transformation.

Enfin, dans la conclusion, la délégation a essayé de faire la synthèse des impressions qu'elle avait recueillies aux États-Unis.

INTRODUCTION

I. — Considérations géographiques et démographiques.

Avec leur superficie de 7.840.000 kilomètres carrés égale aux deux tiers de celle de l'Europe, au tiers de celle de la Russie et à quatorze fois celle de la France, les Etats-Unis sont à l'échelle d'un continent comme l'Europe.

Il y a 4.500 kilomètres d'Ouest en Est, de New-York à San Francisco et l'on traverse quatre fuseaux horaires pour se rendre de l'une à l'autre de ces deux villes. Du Nord au Sud, c'est-à-dire de la frontière canadienne à la frontière mexicaine, les Etats-Unis s'étendent sur 2.500 kilomètres. La frontière canadienne se trouve à la latitude de Paris, et la frontière mexicaine à la latitude de l'Egypte. New-York est approximativement à la latitude de Rome, Washington à la latitude de Naples et la Nouvelle-Orléans à la latitude du Caire.

Au point de vue politique, les Etats-Unis forment une fédération de quarante-huit Etats qui ont chacun leur capitale, leurs lois, leur Parlement et qui sont parfois plus grands que de grands Etats européens. Le Texas est plus grand que la France ; la Californie plus grande que l'Allemagne.

Démographie.

Le peuplement des Etats-Unis est le fruit de l'immigration européenne et africaine, surtout aux XVIII^e et XIX^e siècles. Au lendemain de la guerre d'indépendance (1783), il n'y avait que 3 millions et demi d'Américains dans les treize Etats serrés entre l'Atlantique et les Appalaches. Vers 1820, la population dépassait 9.600.000 habitants. Elle atteignait :

31 millions et demi d'habitants en 1860, à la veille de la guerre de sécession ;

63 millions en 1890 ;

76 millions en 1900 ;

105.700.000 en 1920, au lendemain de la première guerre mondiale ;

139 millions en 1945, au lendemain de la deuxième guerre mondiale ;

151 millions en 1950, lors du dernier recensement.

En décembre 1956, elle était évaluée à 169.660.000, c'est-à-dire qu'actuellement, la population des Etats-Unis est voisine de 173 millions d'habitants.

A ce niveau, elle est égale à la moitié de celle du continent américain tout entier et place les Etats-Unis au quatrième rang dans le monde, après la Chine, l'Inde et l'U. R. S. S.

Si l'on met à part les Indiens qui ne représentent qu'un peu plus d'un demi-million et les Jaunes, environ 150.000, habitant surtout la Californie, la population des Etats-Unis est constituée de neuf dixièmes de Blancs et de un dixième de Noirs, dont les deux tiers sont groupés dans les treize Etats du Sud-Est, le dernier tiers vivant dans les grandes villes du Nord, essentiellement New-York, Chicago et Washington.

Dans le développement de la population des Etats-Unis, le facteur de l'immigration a été extrêmement important puisque, sur un accroissement total de 145 millions d'habitants entre 1800 et 1950, il en a fourni plus de 38 millions, soit 26 p. 100. Mais, depuis 1917, des lois restrictives ont considérablement limité l'immigration qui est devenue très faible, en sorte que le développement démographique ne dépend plus que du rapport entre la natalité et la mortalité.

Le taux de natalité qui avait baissé de 30 p. 100 durant la seconde moitié du XIX^e siècle, à 16,7 p. 100 en 1936, est remonté à partir de 1940 jusqu'à 25,8 p. 100 en 1947 et se maintient à 23,5 actuellement. Le nombre de naissances, qui n'était plus que de 2 millions avant 1940, a dépassé 3 millions et demi en 1947. Ce phénomène connu sous le nom de « baby boom » constitue un facteur important de l'évolution démographique des Etats-Unis.

Le taux de mortalité ayant évolué en baisse depuis le début du siècle, de 17,2 p. 100 en 1900 à 9,6 p. 100 en 1950, le taux d'excédent des naissances sur les décès est voisin de 15 p. 100, taux que l'on ne retrouve en Europe qu'en Hollande. Il en résulte que la population des Etats-Unis s'accroît annuellement d'environ 3 millions d'habitants.

Sur la base des taux actuels de mortalité et de natalité, on prévoit que la population des Etats-Unis sera voisine de 177 millions en 1960, 190 millions en 1965 et supérieure à 200 millions en 1970.

Localisation de la population.

La densité des Etats-Unis ne dépasse pas 20 habitants au kilomètre carré (France : 80), mais la moitié de la population est concentrée sur le septième de la surface, dans un territoire situé entre les grands lacs, le cours supérieur du Mississipi, l'Ohio et la côte Atlantique. Par contre, la population du Nord-Est s'accroît moins vite actuellement en raison du mouvement qui continue à porter les habitants vers l'Ouest et vers le Sud (1).

La Californie est devenue, après l'Etat de New-York et avant la Pennsylvanie, l'un des trois Etats de l'Union qui dépasse 10 millions d'habitants.

Los Angeles, avec 5 millions d'habitants, est la deuxième agglomération urbaine après New-York (15 millions) et avant Chicago (4 millions) et Detroit (3 millions).

Dans cette population de 170 millions, la population urbaine est beaucoup plus importante que la population rurale, inférieure à 30 millions.

II. — Organisation politique et administrative.

Les Etats-Unis d'Amérique sont nés le 4 juillet 1776, lorsque les représentants des treize colonies anglaises d'Amérique réunies à Philadelphie proclamèrent leur indépendance et adoptèrent à l'unanimité la « Déclaration de l'Indépendance Américaine ».

Après avoir formé entre eux une Confédération et en avoir reconnu l'insuffisance, les treize Etats organisèrent une Assemblée Constituante le 25 mai 1787. Quatre mois plus tard (le 17 septembre), cette assemblée avait établi la Constitution des Etats-Unis.

(1) Cf. « Tableau des Etats-Unis » de M. André Siegfried :

« En 1940, les dix Etats les plus peuplés étaient par ordre : New-York, Pennsylvanie, Illinois, Ohio, Californie, Texas, Michigan, Massachusetts, New-Jersey, Maryland. En 1950, l'ordre n'est plus le même : New-York, Californie, Pennsylvanie, Illinois, Ohio, Texas, Michigan, New-Jersey, Massachusetts, Caroline du Nord. Trois Etats monstres ont plus de 10.000.000 d'habitants : New-York, Californie, Pennsylvanie. La Californie, devançant la Pennsylvanie, l'Illinois et l'Ohio, passe du cinquième au deuxième rang. Si l'Est demeure de beaucoup le foyer démographique le plus dense, l'Extrême-Ouest tend à lui faire contrepoids. »

Sans doute, la ratification de cette constitution fut compliquée par le désir des Etats de conserver leurs prérogatives et leur indépendance mais, dès la fin de 1787, neuf Etats sur treize l'avaient ratifiée et, selon le quorum fixé à l'avance, la Constitution était entrée en vigueur. En mai 1790, l'Etat de Rhode-Island fut le dernier à donner son approbation.

Deux Etats, le Maryland et la Virginie, firent don de quelques milliers d'hectares pour y établir la capitale de l'Etat fédéral. C'est sur ce petit territoire appelé « District of Columbia », qui ne fait partie d'aucun Etat, qu'a été implantée la capitale fédérale, Washington.

Depuis sa création, la Constitution a fait l'objet de vingt-deux amendements, le dernier intervenu en 1951 ayant eu pour objet d'interdire l'exercice de plus de deux mandats présidentiels par le même président.

1° *Le pouvoir législatif.*

Le pouvoir législatif appartient au Congrès des Etats-Unis, composé du Sénat et de la Chambre des Représentants qui siègent, l'un et l'autre, au Capitole, à Washington.

Chaque Etat est représenté par deux Sénateurs et par un nombre de Représentants proportionnel à sa population. Il y a *96 Sénateurs* et *435 Représentants*.

L'Alaska et Hawaï ont un « Observateur » et Porto-Rico un délégué permanent à la Chambre des Représentants.

Les *Sénateurs* doivent avoir trente ans révolus, être citoyens américains depuis neuf ans au moins et satisfaire aux conditions imposées d'autre part aux Représentants. Leur mandat est de six ans; les élections ont lieu au suffrage universel, selon les règles propres à chaque Etat.

Les *Représentants* sont élus pour deux ans. Ils doivent avoir vingt-cinq ans, être citoyens américains depuis plus de sept ans, être domiciliés dans l'Etat où ils se présentent et ne pas occuper, pendant leur mandat, de poste dans l'administration ou l'armée.

L'indemnité des membres du Congrès est de 22.500 dollars par an, plus une indemnité, pour frais de personnel, de 90.000 dollars, notablement plus élevée que leur indemnité personnelle proprement dite.

La session parlementaire annuelle s'ouvre le 3 novembre. Les élections ont lieu, pour la Chambre des Représentants, le mardi qui suit le premier lundi de novembre de chaque année paire, le tiers du Sénat étant chaque fois renouvelé à la même date.

Les deux assemblées fonctionnent selon le même système de commissions permanentes; mais, alors qu'il existe 48 commissions de 21 membres chacune à la Chambre des Représentants, les commissions permanentes ne sont que de 15 au Sénat. Il peut également être constitué des commissions d'enquête.

Un Représentant ne peut faire partie de plus de trois commissions et, généralement, il ne siège que dans une seule commission permanente. Le président de chaque commission obtient souvent son poste à l'ancienneté.

Chacune des deux assemblées a le pouvoir de déposer et d'adopter des projets de loi qui sont ensuite examinés par l'autre assemblée.

Toutefois, la Chambre des Représentants dispose du pouvoir d'élaborer et de voter toutes les lois fiscales avant que le Sénat puisse s'en saisir. Si des amendements sont apportés par le Sénat aux lois fiscales votées par la Chambre des Représentants, une commission paritaire des deux assemblées recherche un compromis qui permette la promulgation de la loi.

La Chambre des Représentants seule a le droit de mettre en accusation tout haut fonctionnaire des Etats-Unis, mais le Sénat seul juge les personnes ainsi mises en accusation.

Par ailleurs, le Sénat seul peut, en refusant son consentement, mettre obstacle aux nominations à de hautes fonctions publiques faites par le Président.

Enfin, le Sénat seul ratifie les traités à la majorité des deux tiers des membres présents.

2° *Le pouvoir exécutif.*

Un seul homme détient, dans le système politique américain, le pouvoir exécutif: c'est le Président des Etats-Unis, élu pour quatre ans et rééligible une fois. Il doit être citoyen américain par la naissance, âgé de trente-cinq ans au moins et avoir résidé aux Etats-Unis pendant quatorze ans.

L'élection du président a lieu tous les quatre ans, le mardi qui suit le premier lundi de novembre, en temps de guerre comme en temps de paix.

Cette élection a lieu au suffrage universel à deux degrés, les électeurs primaires votant, dans le cadre de chaque Etat, pour des électeurs présidentiels qui, eux-mêmes, procèdent à Washington à l'élection du Président.

La désignation des candidats des deux grands partis, démocrate et républicain, pour la présidence et la vice-présidence, est effectuée par une convention ou assemblée générale du parti qui siège vers juin-juillet dans une grande ville. Chaque Etat envoie ses délégués à la Convention où il dispose d'un nombre de suffrages proportionnels à sa population. Cette désignation une fois acquise est ratifiée à l'unanimité, chaque parti faisant bloc derrière son candidat pour la campagne électorale.

Détenteur exclusif du pouvoir exécutif, le Président gouverne par l'intermédiaire de son bureau exécutif et des départements exécutifs.

A. — LE BUREAU EXÉCUTIF DU PRÉSIDENT

Cet organisme est constitué de la façon suivante:

a) *Le bureau de la Maison Blanche*, sorte de « cabinet civil » chargé d'exécuter les travaux administratifs inhérents à la fonction présidentielle, d'assurer la liaison avec les deux chambres, les départements ministériels, la presse et le public.

b) *Le bureau du Budget*, organisme indépendant du Ministère des Finances ayant à sa tête un directeur nommé par le Président et responsable devant lui. Il a pour but:

— d'établir les prévisions budgétaires du Gouvernement. En application des lois sur le budget, les Ministères et Directions de Services gouvernementaux doivent lui soumettre avant le 15 septembre de chaque année un état de leurs prévisions pour l'exercice à venir. C'est sur la base de ces prévisions que le bureau prépare le Budget que le Président fait parvenir au Congrès le 3 janvier suivant, date de l'ouverture de la session parlementaire (Office of Budget Review);

— de rassembler les différents projets de loi présentés par les divers Départements ministériels et organismes gouvernementaux et de vérifier s'ils sont conformes au programme législatif préconisé par le Président (Office of Legislative Reference);

— de coordonner et de perfectionner les pratiques administratives des différents services gouvernementaux (Office of Management and Organization), de développer et d'améliorer les méthodes statistiques du Gouvernement Fédéral (Office of Statistical Standards) et d'étudier, en liaison avec le Ministère des Finances (Treasury Department) et la « Cour des Comptes » (General Accounting Office), les moyens d'accroître l'efficacité de la gestion financière de l'Administration (Office of Accounting).

c) Le « Comité des Conseillers Economiques » composé de trois fonctionnaires assistés de vingt à trente experts (nommés par le Président et approuvés par le Sénat) a pour tâche d'étudier l'économie nationale dans ses différents secteurs et sa fonction générale est de recommander au Président les mesures propres à promouvoir « l'emploi, la production et le pouvoir d'achat maximum ». C'est le « Comité des Conseillers Economiques » qui prépare le rapport économique annuel adressé par le Président au Congrès dans lequel on trouve l'analyse approfondie des tendances économiques ainsi qu'un examen des principaux programmes économiques et financiers du Gouvernement.

Le Président du Comité a rang ministériel et assiste de temps en temps aux conseils de cabinet ainsi qu'aux discussions du Conseil National de Sécurité.

d) Le Conseil National de Sécurité joue un rôle de coordination entre les différents départements ministériels et organismes gouvernementaux chargés de l'étude et de l'application des programmes concernant la Défense Nationale. Il est chargé plus particulièrement d'évaluer les objectifs, les engagements et les risques de la puissance militaire du pays pour le présent et l'avenir.

e) L'Office Central des Renseignements (« Central Intelligence Agency »), qui dépend du Conseil National de Sécurité, a pour tâche de coordonner les différents services de renseignements fonctionnant déjà dans certains départements ministériels et organismes gouvernementaux.

f) Le Conseil de Coordination Opérationnelle (Operation Coordination Board) dont le but est de coordonner, en liaison avec les Départements responsables, la mise en œuvre des programmes de Sécurité Nationale.

g) *L'Office de Mobilisation de Défense* (Office of Defense Mobilization) a été créé en 1950 pour prendre la tête de l'effort de mobilisation de l'économie en période de crise internationale et pour parer à toute éventualité en cas de déclenchement des hostilités.

Le Directeur est membre du Conseil National de Sécurité. Non seulement il a pour tâche de coordonner la mobilisation industrielle proprement dite (main-d'œuvre, production, ressources naturelles, matériaux stratégiques, télécommunications), mais il a compétence, par le truchement d'un sous-directeur de la stabilisation, pour prendre des mesures propres à combattre l'inflation et à assurer la répartition équitable des biens de consommation.

h) *Le Comité Consultatif de l'Organisation du Gouvernement*. Créé en 1955, ses attributions consistent à servir de Conseiller au Président, au Directeur du « Cabinet Civil » de la Maison Blanche et au Directeur du Bureau du Budget pour tous problèmes posés par l'organisation des services administratifs de la branche exécutive du Gouvernement.

B. — LES DÉPARTEMENTS EXÉCUTIFS

On compte actuellement neuf départements exécutifs :

— le Département d'Etat (State Department) qui, aux fonctions d'un Ministère des Affaires Etrangères classique, joint en outre la charge d'être l'intermédiaire entre le Président et le Congrès, d'une part, entre le Président et les autorités des 48 Etats, d'autre part. Il doit également publier les lois et conserver les archives intérieures. Son titulaire dispose d'un adjoint (Under Secretary), de huit assistants (Assistants Secretaries) qui dirigent chacun les grands services du Département, d'un conseiller juridique (Legal Adviser), de quatre assistants spéciaux (Special Assistants). Le Département compte, aux Etats-Unis et dans le monde, environ 5.000 agents ;

— le Département du Trésor (Treasury Department), ou Ministère des Finances, qui gère les finances publiques, contrôle l'émission de la monnaie et supervise l'activité d'un grand nombre d'organismes ;

— le Département de la Défense (Department of Defense) qui assure la direction et la coordination des trois Secrétariats à la Guerre, à la Marine et à l'Aviation;

— le Département de la Justice (Department of Justice) qui est dirigé par l'Attorney General. Il contrôle l'administration judiciaire et pénitentiaire et la police fédérale (F. B. I.). Il surveille l'application des lois et représente l'Etat fédéral devant la Cour Suprême par l'intermédiaire du Procureur général;

— le Département des Postes (Post Office Department) qui compte actuellement 520.000 employés;

— le Département de l'Intérieur (Department of the Interior) qui s'occupe à la fois des ressources minières, des terres domaniales et de l'irrigation et administre, en outre, un nombre important d'activités et de biens (parcs nationaux et réserves, chasse, pêche, sports);

— le Département de l'Agriculture (Department of Agriculture) qui régit toute la vie rurale, de la production aux marchés;

— le Département du Travail (Department of Labor) qui règle toute la vie du monde du travail;

— le Département du Commerce (Department of Commerce) qui dirige les organismes statistiques, encourage et développe l'activité commerciale, contrôle les poids et mesures, les dépôts de marques, la navigation aérienne, la météorologie, les transports maritimes et fluviaux et le réseau routier. Il englobe donc les activités afférentes, en France, au Ministère des Travaux publics et des transports;

— le Département de la Santé, de l'Education et du Bien-Etre, qui contrôle et coordonne notamment les divers systèmes de Sécurité sociale adoptés par les Etats.

*
**

A côté des Départements exécutifs et de leurs services, fonctionnent aux Etats-Unis de *grandes commissions*, institutions typiquement américaines, qui sont *dépositaires du pouvoir exé-*

cutif, comportent des représentants des deux grands partis politiques et sont directement responsables devant le Président et le Congrès. Leurs pouvoirs sont variés. Certaines sont chargées d'une véritable gestion administrative, presque toutes ont le droit d'édicter des règlements impératifs.

On compte une cinquantaine de commissions, pour la plupart permanentes. Parmi les plus représentatives on peut citer :

— *la Commission du Commerce inter-Etats* (Interstate Commerce Commission), créée en 1887, qui administre et contrôle l'ensemble des transports par fer, route et eau. Ses membres sont nommés par le Président des Etats-Unis pour sept ans ;

— *la Commission fédérale du Commerce* (Federal Trade Commission), créée en 1914, est spécialement habilitée à instituer la libre concurrence, à faire respecter les lois anti-trusts, à protéger le consommateur et à informer le Congrès et le Président sur la situation économique. Ses cinq membres sont désignés pour sept ans par le Président avec le consentement du Sénat ;

— *la Commission fédérale de l'Energie* (Federal Power Commission), constituée de cinq membres également, exerce son contrôle sur tout l'équipement hydroélectrique du pays et l'activité des entreprises de ce secteur ;

— *la Commission des Tarifs* (United States Tariff Commission), constituée de six membres choisis par moitié dans chacun des deux grands partis, régente la tarification douanière. Ses membres sont nommés pour six ans ;

— *la Commission de l'Energie Atomique*, créée en 1946, compte cinq membres et un directeur général, responsable devant la Commission, qui assure le fonctionnement des services, et est assisté lui-même de cinq directeurs. Elle se subdivise en trois commissions permanentes chargées de l'assister sur les points suivants : avis techniques, problèmes militaires, développement et contrôle de l'énergie atomique.

En outre, un certain nombre d'agences gouvernementales sont placées sous un régime spécial ; elles dépendent des Départements ministériels, ont un budget autonome et sont gérées par un directeur désigné par le Président. C'est le régime, par exemple, de l'agence qui s'occupe des petites et moyennes entreprises (Small Business Administration).

3° *Les Etats et les collectivités locales.*

A. — ORGANISATION POLITIQUE DES ETATS

A côté de l'Etat fédéral, chacun des 48 Etats conserve dans de nombreux domaines une réelle indépendance et a une constitution particulière ainsi que son propre pouvoir législatif et son pouvoir exécutif.

La Constitution de chacun des Etats ne doit rien contenir de contraire à la Constitution des Etats-Unis, aux lois fédérales ni aux traités.

Sur le plan juridique, tous les Etats sont égaux entre eux et à la tête de chacun d'eux un Gouverneur joue, pour l'Etat, le rôle du Président pour l'Etat fédéral. Ce Gouverneur est élu au suffrage universel et direct dans tous les Etats, sauf le Mississippi.

Chacun des Etats, à l'exception du Nebraska qui est monocrémériste depuis 1937, possède une Chambre des Représentants et un Sénat. La réunion de ces deux chambres s'appelle tantôt « Législature », tantôt « Assemblée Générale », tantôt « Assemblée Législative », ou encore « General Court ».

Une très grande variété règne dans la composition numérique des deux chambres qui existent dans 47 Etats.

Les Sénateurs sont, par exemple, 17 dans le Nevada et 67 dans le Minnesota. Ils sont élus le plus souvent pour quatre ans (31 Etats), mais parfois pour deux ans (16 Etats) et pour trois ans dans le New-Jersey.

Le nombre des Représentants varie entre 35 dans l'Etat Delaware et 443 dans le New-Hampshire. Ils sont le plus souvent plus de 100.

Le Gouverneur, élu parmi les citoyens de l'Etat y résidant depuis cinq ans, âgé d'au moins trente ans, a un mandat dont la durée varie de quatre ans dans 26 Etats, à deux ans dans 21 Etats et à trois ans dans le New-Jersey.

B. — LES COLLECTIVITÉS LOCALES

A l'intérieur des Etats, il existe différentes catégories de collectivités locales, essentiellement: le comté, « la City », les « Townships » et « les villages ».

Le comté est la collectivité locale la plus importante; on en compte 60 à 100 par Etat en moyenne, de superficie et de population très variables.

Le comté constitue la circonscription électorale de base pour l'élection des membres des deux chambres de l'Etat, l'unité de base pour l'organisation scolaire et pour les travaux publics (Ponts et Chaussées, hospices, services sociaux), la limite de la compétence territoriale des magistrats de première instance et des procureurs, la circonscription territoriale dans laquelle doivent être inscrits les hypothèques, contrats, testaments.

La « City » est la circonscription territoriale à la tête de laquelle se trouve une municipalité.

Trois régimes sont possibles pour l'organisation municipale.

Dans une première formule, il existe, d'une part, un conseil municipal élu au Suffrage universel, et, d'autre part, un maire élu de la même façon. Mais le maire, qui apparaît comme un fonctionnaire d'autorité élu, n'est pas le président du conseil municipal. Il n'assiste pas aux réunions du conseil municipal mais possède un droit de veto à l'encontre de ses décisions, ce dernier pouvant passer outre à ce veto, à condition de réunir une majorité des trois quarts. Dans ce système, l'exécutif est confié au maire et le législatif au conseil municipal. Ce système se rencontre dans les trois cinquièmes des villes de plus de 5.000 habitants.

Dans une deuxième formule, qui existe dans un dixième environ des villes de plus de 5.000 habitants, il y a une commission municipale, organe à la fois législatif et administratif, dont tous les membres sont élus.

Enfin, dans un troisième système, le conseil municipal remet tous ses pouvoirs (sauf en matière de taxation) entre les mains d'un seul personnage (Council-Manager) qui est nommé par le conseil et responsable devant lui.

Les indemnités touchées par les maires et les conseillers municipaux varient selon l'importance des villes. A Pittsburgh, le maire a un traitement de 25.000 dollars par an et chaque conseiller municipal, de 10.000 dollars.

Les conseils municipaux sont des assemblées peu nombreuses. Ainsi, Pittsburgh, qui compte 750.000 habitants, a un conseil municipal de neuf membres.

Les conseillers municipaux exercent généralement une profession indépendante de leurs fonctions municipales.

Les élections ont lieu au scrutin de liste majoritaire avec possibilité de panachage.

L'importance de l'administration municipale varie selon les villes. D'une manière générale, les principales directions sont: travaux publics, police, approvisionnement, eaux, terrains et immeubles, parcs et loisirs, pompiers. Il existe également un département judiciaire dont le directeur est nommé par le maire.

En ce qui concerne la construction des bâtiments, la seule réglementation existante concerne la sécurité. Il existe aussi, à Pittsburgh, un service de « zoning » qui déclare que tel quartier est résidentiel ou commercial et fixe la hauteur des gratte-ciel ainsi que la hauteur à partir de laquelle ils doivent aller en diminuant de largeur.

Enfin, une commission de « City planning » impose quelques réglementations, surtout en ce qui concerne la sécurité.

CHAPITRE PREMIER

SITUATION ECONOMIQUE ET ORGANISATION SOCIALE

I. — Vues générales sur la situation économique actuelle des Etats-Unis.

La situation économique des Etats-Unis se présente de la façon suivante:

Le commerce est à un niveau record, l'emploi également; les revenus des individus augmentent chaque mois et sont supérieurs de 6 % au niveau de l'année antérieure, cette progression étant accompagnée d'une *hausse continue des prix*.

La question est de savoir s'il sera possible de contrôler cette hausse de prix car, malgré l'augmentation de l'activité commerciale, l'activité économique proprement productive se stabilise. L'augmentation des chiffres d'affaires est due à l'augmentation des prix beaucoup plus qu'à l'augmentation des quantités vendues.

En bref, l'économie fonctionne à un niveau très élevé mais dans un climat général de hausse de prix.

Dans cette conjoncture, le Federal Reserve Board a d'abord restreint le volume du crédit à l'activité commerciale et le taux de l'escompte a été relevé à 3 1/2 % en août 1957 mais ces mesures n'ont pas stabilisé les prix et le Président a demandé aux consommateurs de limiter leurs achats non indispensables.

En 1956, les dépenses d'équipement ont été supérieures de 24 % à celles de l'année précédente et ont atteint 35 milliards de dollars. Cette catégorie de dépenses doit s'accroître de 6 % cette année par rapport à 1956 et atteindre donc un peu plus de 37 milliards de dollars.

En 1956, l'économie a été stimulée par cette augmentation des dépenses d'équipement, mais en 1957 on n'observe pas le même stimulant.

Les dépenses de l'administration fédérale avaient augmenté de un milliard de dollars par trimestre depuis le début de l'année, en raison de l'accroissement des dépenses de défense. Mais, afin de diminuer la pression de la demande, depuis le milieu de l'année 1957, le Gouvernement fédéral diminue ces dépenses: les effectifs des forces armées seront réduits, d'ici la fin de l'année, de 100.000 unités sur un total de 2.800.000. Il en résultera une réduction de 3 à 4 milliards de dollars des dépenses du Gouvernement fédéral.

La demande des consommateurs se porte surtout sur les denrées alimentaires, l'essence, les médicaments, les vêtements; mais les dépenses n'ont pas augmenté en ce qui concerne les biens de consommation durables. Quant aux stocks d'automobiles, ils sont beaucoup plus élevés que l'an passé; les achats en ce domaine ont diminué. M. Walter Reuther estime qu'une réduction du prix des voitures de 100 dollars entraînerait une augmentation de la demande de un million d'automobiles; mais souvent le prix de vente réel est inférieur de 400 dollars au prix publié. L'industrie automobile constituera d'ailleurs la clé de l'avenir pour la consommation intérieure. L'achat en grand nombre de nouvelles voitures constituerait un stimulant pour l'économie tout entière, comme en 1955 et 1956.

Les perspectives d'avenir seront en outre influencées par la réduction des dépenses gouvernementales qui doivent amener un excédent de crédits sur le plan fédéral et permettre la réduction des impôts, une telle solution pouvant entraîner un renouveau d'activité pour l'économie tout entière.

Au début de l'année, une certaine inquiétude s'était fait jour en ce qui concerne les stocks de l'industrie. Or, à une réduction des stocks d'un milliard de dollars sur 90 durant le premier trimestre, a succédé une augmentation de 2 milliards de dollars au cours du deuxième trimestre. Il semble qu'actuellement il n'existe nulle part dans l'économie américaine un excédent de stocks, sauf dans le secteur de l'automobile. Par contre, pour les textiles et les grands magasins, il n'y a pas de stocks trop importants.

Enfin, en ce qui concerne le pouvoir d'achat, les revenus reçus par les individus ont continué à augmenter et vont fournir la base de dépenses importantes de la part des consommateurs jusque dans l'année future.

Le problème est donc de limiter les augmentations de prix à la consommation malgré l'accroissement de la demande. Ce problème n'a pas été résolu et l'indice des prix à la consommation a augmenté de 3 1/2 % en juillet 1957 par rapport à 1956, alors que cet indice monte, normalement, très lentement. Cette augmentation des prix à la consommation n'est pas sans inquiéter les experts.

S'il y avait augmentation de prix sans augmentation de productivité, la demande se réduirait, le commerce s'en ressentirait, et il y aurait du chômage. Mais il est difficile d'obtenir des prix bas sans diminution de la demande. Il est certain, cependant, que la stabilisation ou la réduction des prix ne pourra être obtenue par une action unique.

Dans cette conjoncture de hausse des prix, les bénéfices des fabricants et négociants se sont maintenus, en 1956, à 43 milliards de dollars, sans augmentation sur l'année précédente, alors que les ventes ont augmenté de 20 milliards de dollars. Les salaires, au contraire, ont accusé une augmentation et sont passés, par exemple dans l'alimentation, de 1,80 dollar à 2,08 dollars.

*
* *

Il semble cependant qu'en cette fin d'année 1957, la préoccupation de lutter contre la hausse des prix ne soit plus prédominante chez les responsables de l'économie des Etats-Unis et qu'elle ait cédé le pas au souci de faire face au ralentissement de l'activité économique et d'amorcer une nouvelle expansion. En effet, le 15 novembre 1957, le Federal Reserve Board a ramené à 3 % le niveau du taux de l'escompte. On en revient donc à une politique d'aisance monétaire bien que la hausse des prix n'ait pas été jugulée. Cette évolution est due vraisemblablement à l'apparition de signes non seulement de stagnation, mais de recul de l'activité économique qui transparait à la fois tant dans l'évolution de l'indice de la production industrielle, que dans la baisse de la production d'acier et la diminution des commandes de machines-outils et des ventes au détail.

II. — L'organisation sociale.

1° L'EMPLOI

A. — *La population active.*

La population active oscille, aux Etats-Unis, de 70 à 73 millions de personnes selon les fluctuations saisonnières, sur une population totale de 170 millions d'habitants.

Dans cette population active, on compte 60 millions de salariés non agricoles. Quant aux ouvriers agricoles, leur nombre a diminué au cours des deux dernières décades en raison de l'augmentation de la productivité en ce domaine.

La population active des Etats-Unis se répartissait de la façon suivante en juin 1957 dans les principaux secteurs :

Agriculture	7.869.000
Industries extractives	859.000
Construction	3.233.000
Industrie manufacturière	16.847.000
Transports et communications.	4.182.000
Commerce de gros	3.134.000
Commerce de détail	8.367.000
Finances, assurances et Real Estate	2.359.000
Services et divers	6.552.000
Administration publique	7.341.000
dont Administration fédérale 2.211.000, Administration des Etats et des collectivités locales 5.130.000.	
Forces Armées	2.824.000

On observe en outre une augmentation de 5 p. 100 de l'emploi au moment de Noël, en raison des expéditions importantes de colis durant cette période.

A la vérité, cette augmentation de l'emploi est satisfaite, ou par des personnes qui possèdent déjà une activité professionnelle et qui prennent une occupation annexe, ou par des femmes ou des étudiants qui n'exercent pas normalement une activité salariée.

B. — *La durée hebdomadaire de travail.*

Cette question de l'emploi temporaire devient de plus en plus importante à mesure que la durée hebdomadaire du travail diminue. Cette durée est en général de quarante heures dans les industries manufacturières ; mais elle s'abaisse parfois à trente-cinq ou même à trente heures, tandis qu'elle atteint quarante-huit heures dans d'autres industries. C'est ainsi que 10 p. 100 des employés de l'industrie du caoutchouc ont deux emplois à plein temps et 40 p. 100 ont un emploi à plein temps et un deuxième emploi à mi-temps.

Le désir de voir diminuer la durée hebdomadaire du travail peut être dû par des motifs différents, certains voulant plus de loisirs et d'autres plus d'argent.

Il n'y a pas de limite légale aux heures supplémentaires. Il existe toutefois des sanctions pour décourager cette pratique (loi de 1938). Cependant, les heures supplémentaires sont parfois désirées autant par les ouvriers que par les employeurs, mais la décision de travailler dans de telles conditions dépend du patronat et c'est à lui de décider le supplément de salaire dû à raison du travail en heures supplémentaires.

Il est peu probable que la durée du travail soit limitée par la loi. Mais les conventions entre patrons et ouvriers introduisent une certaine réglementation et exigent parfois un doublement ou un triplement de la rémunération du travail en heures supplémentaires.

C. — *Le chômage.*

Le pourcentage normal de chômage est de 3 à 4 p. 100 de la population active. Les experts considèrent une élévation de ce taux à 5 p. 100 comme inquiétante ; mais une baisse à 2 p. 100 comme constituant un indice de suremplei.

Le chômage a évolué de la façon suivante depuis 1941 :

— durant l'année 1941, il est tombé de 14 à 6 p. 100 de la population active ;

— pendant la deuxième guerre mondiale, il s'est maintenu à moins de 2 p. 100 ;

— il a atteint à nouveau 4 à 6 p. 100 durant l'année 1949 marquée d'une récession économique ;

— puis est retombé à 2,5 p. 100 en 1953, pour remonter à 5 p. 100 en 1954 et s'établir à nouveau à 4 p. 100 en 1955 et à 3,8 p. 100 en 1956.

2° LES SALAIRES

Le salaire hebdomadaire moyen de l'ouvrier américain est estimé, par le Bureau de Statistiques du Département du Travail, s'établir avant impôts, en 1957, à 83 dollars contre 29 dollars en 1939.

Au cours des visites qu'elle a effectuées, les renseignements suivants ont été fournis à la délégation en ce qui concerne les salaires :

— dans la sidérurgie, à la Bethlehem Steel, les salaires horaires sont de 3 dollars en moyenne, soit un revenu annuel de 6.000 dollars pour l'ouvrier métallurgiste ;

— dans la mine de charbon Robena dépendant de l'United States Steel Corporation, le salaire moyen, pour les ouvriers du fond, est de 22,25 dollars pour une journée de huit heures, le salaire minimum étant de 21,96 dollars et le salaire maximum de 24,68 dollars, le travail étant payé à l'heure et non pas au rendement depuis que toute l'extraction est mécanisée. Pour les ouvriers du jour, le salaire minimum est de 20,93 dollars et le salaire maximum de 22,83 dollars pour une durée de sept heures un quart ;

— à la Westinghouse Corporation, le salaire horaire moyen est de 2,70 dollars, le salaire minimum étant de 2,20 dollars et le salaire maximum de 3,50 dollars ;

— à la Ford Motor Company, le salaire horaire moyen est de 1,86 dollar et atteint 2,40 dollars avec les avantages spéciaux.

Les derniers contrats passés dans les régions industrielles de l'Est entre les entreprises et les syndicats l'ont été sur la base d'un salaire horaire moyen de 2,86 dollars ;

— à la Shell Chemical à Los Angeles, les salaires journaliers varient de 17 et demi à 24 dollars.

Ces quelques indications prouvent, certes, que les salaires américains sont élevés mais doivent être complétées, d'une part,

par un rapide examen des facteurs d'ajustement nés des négociations collectives ou de l'action gouvernementale, et par des considérations sur l'évolution des prix, d'autre part.

Il existe en effet, aux Etats-Unis, des facteurs d'ajustement quasi automatiques des salaires qui sont :

- le salaire minimum ;
- la clause de l'échelle mobile ;
- l'augmentation des salaires en fonction de l'accroissement de la productivité ;
- le salaire annuel garanti.

A. — *Le salaire minimum.*

La loi sur les conditions de travail équitables du 25 juin 1938, a institué un *salaire minimum légal* de 25 cents par heure dont le taux a été rajusté à diverses reprises et, en dernier lieu, a été porté à 1 dollar le 1^{er} mars 1956. Cette même loi a institué l'obligation de payer les heures supplémentaires au delà de quarante heures par semaine, à un taux majoré de 50 p. 100 par rapport au taux normal.

Toutefois, cette loi ne s'applique qu'aux entreprises dont l'activité se place sur un plan « inter-Etat ». En outre, sont exclus de son bénéfice : le commerce de détail, les services, les agriculteurs, les cadres des entreprises, les marins, les représentants de commerce, les chauffeurs de taxi et les employés de transports urbains.

En pratique, cette loi s'applique à 24 millions de travailleurs environ et en laisse 25 millions et demi hors de sa protection.

Toutefois, à côté du salaire minimum fédéral, vingt-huit Etats ont adopté une législation propre en matière de salaire minimum, qui couvre 3.500.000 travailleurs supplémentaires.

En résumé, un peu plus de la moitié de la main-d'œuvre salariée est exclue du bénéfice du salaire minimum.

Parmi les exclus, certains bénéficient d'ailleurs d'un salaire horaire supérieur au salaire minimum et ne sont pas affectés par l'absence de protection. Ce sont, essentiellement, les travailleurs du bâtiment, les employés de commerce de gros, les employés des transports urbains, les cadres du personnel de direction, les représentants de commerce.

On peut estimer que la loi sur le salaire minimum protège 48 p. 100 de la main-d'œuvre salariée civile et en ignore 52 p. 100 dont 20 p. 100 environ s'en trouvent lésés.

Cette loi sur le salaire minimum a une efficience certaine car elle fait l'objet dans son application de contrôles rigoureux. Au cours des quinze années se terminant en 1953, les contrôleurs de l'Administration ont condamné 219.600 employeurs à restituer plus de 143 millions de dollars de salaire minimum non payé et, pour la seule année 1955, les restitutions ont atteint 12 millions de dollars et touché 130.000 ouvriers, avec des contrôles qui n'ont vérifié que le vingtième des entreprises visées par la loi.

B. — *La clause de l'échelle mobile.*

La clause d'échelle mobile a été incorporée aux Etats-Unis pour la première fois en mai 1948, dans une importante convention collective signée entre la General Motors et le Syndicat des travailleurs de l'automobile.

Ce système ne fit aucun progrès de 1948 à 1950, le coût de la vie étant resté stable.

Entre 1950 et 1953, à la suite de la poussée inflationniste due à la guerre de Corée, l'échelle mobile s'étendit rapidement à près de 4 millions de travailleurs.

Depuis 1953, son influence s'est réduite et il semble qu'elle ne couvre plus actuellement que 2 millions de travailleurs.

Cette évolution est due principalement à la décision du 23 août 1951 du Conseil de stabilisation des salaires qui a autorisé la réouverture des négociations de salaires tous les six mois pour les adapter au coût de la vie.

Dans ces conditions, beaucoup de syndicats ont préféré remettre en question, à intervalles rapprochés, l'alignement des salaires sur les prix et renoncer à l'échelle mobile qui entraîne automatiquement des ajustements dans le sens de la baisse lorsque l'indice du coût de la vie fléchit.

L'échelle mobile des salaires est basée sur les variations de l'indice des prix à la consommation élaboré par le Bureau de Statistiques du Département du Travail, établi sur la base 100 pour 1947-1949.

Une variation de 1,14 point de l'indice entraîne une variation correspondante de 1 cent dans le salaire horaire, ce qui correspond à peu près à un ajustement de 1 p. 100 dans ces deux séries.

Toutefois, une fraction seulement du salaire appelée « allocation variable du coût de la vie » est soumise au jeu de l'échelle mobile. La limite ainsi fixée est le plus souvent de l'ordre de 5 cents pouvant amener un abaissement maximum de 5 p. 100 environ dans le salaire horaire. En revanche, il n'y a aucune limite fixée à la hausse.

L'expérience américaine de l'échelle mobile prouve que cette méthode d'ajustement n'est particulièrement appréciée que pendant les périodes de hausse rapide des prix. En temps normal, les syndicats préfèrent conserver leur liberté de négociation.

C. — *L'augmentation des salaires en fonction de l'accroissement de la productivité.*

Cette méthode d'ajustement couvre actuellement un million et demi de travailleurs, principalement dans l'automobile et les constructions mécaniques.

Elle consiste en une augmentation annuelle forfaitaire du taux de salaire horaire de base représentant environ 2,3 p. 100 du salaire moyen des travailleurs de l'entreprise, ce rajustement étant censé correspondre à la progression moyenne de la productivité nationale.

Ce système ne repose donc pas sur la productivité propre de l'entreprise, mais, en fait, il fonctionne surtout dans des secteurs où la productivité propre a constamment dépassé la progression de la production nationale. En pratique, l'utilisation de ce facteur d'ajustement ne se développe que lentement en raison des difficultés du calcul de la productivité.

D. — *Le salaire annuel garanti.*

Le vocable « salaire annuel garanti » est quelque peu trompeur, car ne sont garantis ni la sécurité annuelle de l'emploi, ni le gain annuel. Le salaire annuel garanti comporte simplement une compensation de chômage accordée par l'employeur.

L'accord qui l'a institué en premier lieu est celui que Ford a conclu en juin 1955 avec le Syndicat des travailleurs de l'automobile. Aux termes de cet accord, en cas de mise en chômage, l'ouvrier reçoit un complément d'allocation de chômage fourni par Ford et venant s'ajouter aux allocations normales servies par les Etats, avec un maximum de 65 p. 100 de son dernier salaire au cours des quatre premières semaines, et de 60 p. 100 par la suite, pour une durée qui ne peut être supérieure à vingt-six semaines par an.

Ce complément d'allocation de chômage est financé par un fonds alimenté par des contributions patronales de 3 cents par heure travaillée.

Le salaire annuel garanti représente une bonification de l'ordre de 50 à 100 p. 100 des allocations de chômage existantes suivant les Etats, et permet d'arriver à des allocations totales de l'ordre de 50 à 80 dollars par semaine.

Ce système était appliqué à environ un million d'ouvriers au début de l'année 1956, notamment dans le secteur de l'automobile, l'équipement agricole, l'industrie du verre et les chantiers navals. Il semble que *les syndicats voient dans ce système un moyen de protéger l'ouvrier contre les bouleversements qu'entraînera, dans un avenir proche, l'application de l'automatisation.*

3° LE POUVOIR D'ACHAT

Les différentes formules d'ajustement automatique des salaires ne couvrent qu'une faible partie de la main-d'œuvre américaine :

- la moitié en ce qui concerne le salaire minimum;
- 3 p. 100 pour l'échelle mobile;
- 3 p. 100 pour l'accroissement de la productivité;
- 2 p. 100 pour le salaire annuel garanti.

Mais si ces formules ne sont pas plus étendues dans leur application, c'est principalement parce que l'action syndicale régulière possède une efficacité suffisante pour une très grande partie du marché du travail.

En effet, si l'on compare l'évolution des salaires et des prix de 1940 à 1957, on peut faire les observations suivantes :

— les prix de détail à la consommation ont beaucoup monté de 1940 à octobre 1942, période d'inflation non contrôlée résultant du supplément de demandes dues à la guerre;

— le contrôle institué en octobre 1942, fixant les loyers et les prix, a permis une stabilité des prix jusqu'en 1945;

— la suppression des contrôles en 1946 a entraîné une hausse des prix jusqu'en 1947;

— après la légère récession de 1948-1949, on observe, à partir de 1950, une nouvelle hausse due à la guerre de Corée, qui s'est traduite par une augmentation de 4 à 5 p. 100 par an jusqu'en 1953, puis une stabilité relative de 1953 à 1956. Depuis 1956, la tendance est à nouveau à la hausse.

En résumé, sur la base 100 en 1940, l'indice des prix à la consommation a atteint 205 en 1957. Mais, dans le même temps, les salaires ont été relevés de telle sorte que le pouvoir d'achat de l'ouvrier s'est élevé de 80 p. 100 de 1939 à 1957.

On estime en effet que le salaire hebdomadaire moyen de l'ouvrier, apprécié en dollars de 1939, est passé de 23 dollars en 1939 à 37 dollars en 1957.

Cette évolution a certes élevé le standard de vie de l'ouvrier américain. Sans doute, si l'on compare l'utilisation que fait l'Américain de son revenu, on ne trouve pas la même répartition que celle que l'on observe en France. En effet, l'Américain dépense :

29 p. 100 pour son alimentation;

33 p. 100 pour son logement;

9 p. 100 pour son habillement ;

11 p. 100 pour sa voiture automobile;

18 p. 100 pour les autres dépenses (1).

Il n'en demeure pas moins qu'avec le produit d'une heure de travail, l'ouvrier américain peut se procurer environ deux fois et demie plus de choses que l'ouvrier français.

En outre, les problèmes de logement qui sont si aigus en France et dans beaucoup de pays européens se posent avec beaucoup moins d'acuité aux Etats-Unis où un effort supplémentaire avait été fait depuis la deuxième guerre mondiale, puisque la construction de logements avait atteint, en 1950, un niveau maxi-

(1) Voir Annexe VI, page 124.

mum de 150.000 logements par mois. En raison de la satisfaction de la demande, la tendance est à la baisse et on a construit, en 1956, en moyenne un peu moins de 100.000 logements par mois. Il faut d'ailleurs souligner que, d'une manière générale, les constructions ne sont pas estimées devoir durer des siècles, mais simplement quelques décennies.

4° LES SYNDICATS OUVRIERS AMÉRICAINS

a) *Considérations générales.*

Dans l'organisation économique des Etats-Unis, les syndicats américains jouent un rôle de premier ordre; dans les principaux secteurs de l'industrie américaine, ils dominent les relations entre les patrons et les salariés.

Le Département du Travail évalue l'effectif total des syndicats à environ 16 millions d'adhérents, sur une population active totale de l'ordre de 70 millions de personnes et sur une population salariée de l'ordre de 45 millions de personnes. On peut donc estimer qu'un tiers des salariés est affilié aux syndicats ouvriers américains.

Jusqu'à la fin de l'année 1955, les syndicats américains se répartissaient essentiellement entre deux grandes confédérations: l'American Federation of Labour (A. F. L.), fondée en 1880, et le Congress of Industrial Organisations (C. I. O.), fondé en 1938, qui n'était que la transformation en une confédération véritable du Committee for Industrial Organisation, créé au sein même de l'A. F. L. par John Lewis et quelques chefs de fédérations en 1935. En outre, existaient et existent encore: le syndicat des mineurs, celui des cheminots et quelques autres organisations indépendantes.

La fusion de l'A. F. L. et du C. I. O. a été réalisée le 5 décembre 1955 et l'intégration des grands syndicats, tels que ceux de l'automobile, de l'acier, du caoutchouc, dans la nouvelle confédération, paraît s'être opérée sans heurts.

Ainsi, les syndicats américains ont renforcé leur efficacité et l'on peut voir un symbole de leur puissance dans la construction du nouvel immeuble de la confédération à Washington, inauguré le 4 juin 1956.

La réglementation syndicale est dominée par la loi Taft-Hartley de 1947 qui consacre le principe de la liberté syndicale comprise comme le droit pour les salariés de se syndiquer mais joint à cette protection des salariés syndiqués celle des salariés non syndiqués et affirme le droit du salarié de ne pas se syndiquer. La loi maintient cependant, en fait, une exception au droit de ne pas se syndiquer qui peut être limité par une convention exigeant l'affiliation à une organisation ouvrière comme condition d'admission à l'emploi.

C'est toute la question de l'application de la clause d' « Union Shop », par laquelle l'employeur accepte de n'employer que des personnes qui sont membres du syndicat signataire de la convention ou qui le deviennent dans un certain délai après leur embauchage.

En vertu de la loi Taft-Hartley, pour pouvoir revendiquer l' « Union Shop », le syndicat devait certifier que 30 p. 100 au moins des salariés de l'entreprise en étaient partisans. En outre, la demande soumise à referendum devait recueillir l'assentiment de la majorité absolue des travailleurs intéressés. Mais comme les votes de ce genre ont donné généralement de très fortes majorités en faveur de l' « Union Shop », le Congrès a, en 1951, supprimé l'obligation du referendum. L'employeur reste toutefois libre d'accepter ou non l' « Union Shop ».

Une des conditions fixées par la loi Taft-Hartley a donc été supprimée, mais les dispositions de la loi définissant la forme d' « Union Shop » autorisée demeurent: c'est un accord par lequel l'employeur accepte de n'employer que des personnes qui sont membres du syndicat en question ou le deviennent dans un délai de trente jours après leur embauchage.

Enfin, la loi Taft-Hartley a déterminé les conditions d'application du « Check-off » qui prévoient le précompte des cotisations syndicales par l'employeur sur le salaire des syndiqués. Le « Check-off » est autorisé par la loi Taft-Hartley, à condition que l'employeur ait reçu du salarié une demande écrite qui ne peut être valable plus d'un an.

Sans doute, la clause d' « Union Shop » est-elle moins radicale que la « closed shop », aux termes de laquelle tous les salariés de l'entreprise devaient être membres du syndicat au moment de leur embauchage et le rester pendant toute la durée d'application de la convention collective. Il n'en reste pas moins que l' « Union Shop » donne au syndicat une puissance considérable

car elle lui confère des pouvoirs immenses sur les travailleurs américains et lui procure des ressources financières très importantes. Les défenseurs de l'Union Shop estiment, en effet, qu'à partir du moment où les employeurs admettent que le syndicat choisi par la majorité de leur personnel, a le monopole de représentation de celui-ci, les mêmes employeurs ne peuvent s'opposer à une demande de la même majorité, tendant à faire adhérer à ce syndicat ceux qui n'en font pas partie.

Sans doute pour un ouvrier américain, le fait de s'inscrire dans un syndicat ou de changer d'organisation ouvrière n'implique pas une prise de position idéologique fondamentale. Il n'en reste pas moins qu'au pays de la « libre entreprise », l'ouvrier se voit refuser la possibilité d'entrer librement dans l'usine de son choix et se trouve obligé de passer par l'intermédiaire d'un syndicat, ou tout au moins d'un syndicat qui n'a pas sa préférence. Quant à l'employeur, il ne peut pas recruter librement son personnel et doit se résigner à renvoyer un travailleur dont il est satisfait, mais qui ne veut pas ou ne veut plus faire partie du syndicat.

Indépendamment de la force qu'il tire de la clause d'Union Shop, le syndicat ouvrier américain dispose de la puissance de l'argent. Sa richesse provient des cotisations syndicales qui sont généralement précomptées par l'employeur (Check off) et dont le montant varie, selon les syndicats, de 2 à 5 dollars par mois (soit 840 à 2.100 francs français). Il arrive en outre que des cotisations exceptionnelles soient prélevées pour constituer des fonds de grève. Ces cotisations syndicales représentent un budget total annuel de plus de 500 millions de dollars pour l'ensemble des syndicats américains (soit plus de 200 milliards de francs français).

Cette extrême richesse du syndicalisme permet aux syndicats de constituer des services économiques très étoffés et composés d'économistes très compétents. C'est ainsi que le Syndicat de l'acier à Pittsburgh a un service de recherches économiques très important. Les rapports publiés par les syndicats lors du renouvellement des conventions collectives constituent généralement une analyse très approfondie de la situation économique et financière de la branche de l'entreprise intéressée.

Cette richesse permet enfin aux syndicats d'exercer une action politique, tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur. Sur le plan intérieur, lors de la dernière campagne électo-

rale de 1956, les syndicats ont consacré 3 millions de dollars à la propagande électorale, en quasi totalité pour le compte du parti démocrate. Sur le plan extérieur, c'est notamment au sein de la C. I. S. L. que se manifeste l'influence du syndicalisme américain.

En résumé, il est certain que l'action syndicale constitue un des éléments de l'équilibre économique des Etats-Unis.

b) *Le Syndicat des travailleurs de l'automobile.*

La délégation a été reçue par le Syndicat des travailleurs de l'automobile, dont le Président est M. Walter Reuther.

Cette organisation syndicale groupe les ouvriers de l'automobile, de la construction aéronautique et des machines agricoles. Il rassemble un million et demi d'hommes et de femmes.

C'est un syndicat international parce qu'il comprend des membres canadiens, qu'il est membre de la confédération internationale du monde libre, et parce qu'il est lié au syndicat de la sidérurgie qui a son siège en Suisse.

Ce syndicat est constitué principalement d'ouvriers de l'automobile qui sont en quasi-totalité syndiqués. Il comprend également quelques employés de bureau et quelques ingénieurs.

Tous les fonctionnaires du syndicat — secrétaire, trésorier, vice-président, président — sont élus par les délégués désignés par les syndicats locaux. Les fonctionnaires des syndicats locaux sont élus pour deux ans, par les membres du syndicat local.

Le syndicat dispose, au siège central, d'un personnel d'environ 200 personnes, et dans ses bureaux régionaux de 600 personnes.

Les traitements des fonctionnaires les plus importants sont fixés par le Congrès syndical. Walter Reuther a un traitement de 22.000 dollars par an.

La cotisation est de 3 dollars par mois, dont la moitié est versée au syndicat local et la moitié au siège central. Ces fonds sont affectés à l'action politique, économique et sociale. En outre, 25 cents sur chaque dollar et demi envoyé au siège central, sont versés à une caisse de grèves. Au moment de la campagne pour le salaire minimum garanti, le syndicat a constitué une réserve de 25 millions de dollars par la perception de cotisations spéciales de 5 dollars.

CHAPITRE II

L'AIDE AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (1)

Sur 4.250.000 entreprises existant aux Etats-Unis, 4 millions emploient moins de 100 personnes. C'est pour résoudre les problèmes afférents à cette catégorie d'entreprises que la loi d'aide aux petites entreprises a créé, le 30 juillet 1953, la « Small Business Administration » (S. B. A.) dont la mission est de :

a) Faciliter aux petites entreprises l'obtention de crédit bancaire et de capitaux;

b) Assurer aux petites entreprises une part équitable des marchés de l'Etat;

c) Mettre à la disposition des petites entreprises une documentation valable sur les méthodes de gestion et de production ainsi que sur les progrès techniques.

Organisation.

a) *Centrale.*

La S. B. A. est une agence du Gouvernement fédéral rattachée directement au Président des Etats-Unis. Elle est placée sous l'autorité d'un administrateur désigné par le Président des Etats-Unis. L'Administrateur choisit ses trois adjoints, chargés de la direction des trois Sections que comporte la S. B. A. : Section des marchés publics et de l'assistance technique, Section de l'aide financière et Section administration.

b) *Régionale.*

La réalisation à l'échelon local des actions entreprises par la S. B. A. est confiée à 14 Centres Régionaux, assistés de 25 agences locales.

(1) Les solutions apportées à cet important problème aux Etats-Unis ont déjà été évoquées à plusieurs reprises au sein de notre Assemblée par notre collègue M. Rochereau, Président de la Commission des Affaires économiques.

c) *Organes consultatifs.*

La S. B. A. a créé, pour l'aider dans l'élaboration et l'exécution de ses actions, les organes suivants :

— le National Council of Consultants (Conseillers nationaux), fonctionnant à l'échelon central, auprès de l'Administrateur ;

— le National Board of Field Advisers (Conseillers régionaux), fonctionnant auprès des Directeurs des centres régionaux.

Ces conseillers sont choisis par l'Administrateur de la S. B. A. parmi les industriels, commerçants, banquiers et membres des professions libérales ayant une bonne connaissance des questions relevant de la S. B. A.

I. — Participation des petites et moyennes entreprises
aux marchés publics.

1° MARCHÉS RÉSERVÉS AUX PETITES ENTREPRISES

(« JOINT SET-ASIDE PROGRAM »)

L'objet de ce programme est de réserver aux petites entreprises certains marchés de l'Etat. Représentants de la S. B. A. et services d'approvisionnement examinent conjointement les programmes d'achat et décident, d'un commun accord, quels marchés seront réalisés en faisant appel exclusivement aux petites entreprises. Des marchés peuvent être ainsi réservés en tout ou partie.

Les petites entreprises sont informées des marchés réservés, pour lesquels elles sont susceptibles de soumissionner, par les soins des services régionaux et locaux de la S. B. A. La liste des achats en question est tenue à jour dans un bulletin quotidien publié par le Ministère du Commerce (1).

Au cours du premier semestre 1956, 3.904 achats gouvernementaux ont été réservés, portant sur des dépenses évaluées à près de 305 millions de dollars. Pendant la même période, 4.435 marchés ont été adjugés à des petites entreprises au titre de ce programme.

(1) « Synopsis of U. S. Government proposed Procurement, Sales and Contract Awards ».

2° CERTIFICATS D'APTITUDE FINANCIÈRE ET TECHNIQUE

(« CERTIFICATES OF COMPETENCY »)

Cette procédure constitue en fait un recours offert à toute petite entreprise qui, bien que moins-disante, s'est vu refuser l'adjudication d'un marché de l'Etat pour insuffisance financière ou technique. Si l'enquête effectuée par la S. B. A. révèle que le demandeur dispose réellement des moyens financiers et techniques nécessaires à l'exécution du marché en question, un certificat d'aptitude (certificate of competency) lui est décerné. Un tel certificat ne peut être contesté par le service acheteur.

De janvier à juin 1956, 54 marchés ont été adjugés à des petites entreprises ayant obtenu le « certificate of competency ».

3° AIDE ET CONSEILS AUX PETITES ENTREPRISES

L'une des tâches les plus importantes de la S. B. A. consiste à renseigner et conseiller les petites entreprises désireuses de vendre leurs produits aux administrations publiques. C'est ainsi que la S. B. A. aide ces industriels dans le choix des produits ou services à offrir et leur indique des débouchés éventuels. La S. B. A. fournit également aux intéressés tous renseignements relatifs au mécanisme des achats et aux formalités exigées.

Cette action est menée par les moyens suivants :

a) Consultations directes avec les entreprises et liaison avec les services d'approvisionnement ;

b) Publications : listes de produits achetés par l'Etat, listes des services d'achat, répertoires de spécifications et de normes, brochures de conseils pratiques, etc. ;

c) Conférences d'information, où fonctionnaires et techniciens compétents montrent aux petites industriels les débouchés offerts par les marchés publics et expliquent le mécanisme des achats gouvernementaux à l'aide d'échantillons, de dessins, de formulaires, etc. Cinq conférences ont eu lieu au cours du premier semestre 1956 et, en raison du succès rencontré, la S. B. A. prévoit d'intensifier ce programme au cours de l'exercice 1957.

Au cours du premier semestre 1956, les services régionaux et les représentants de la S. B. A. détachés auprès des divers

organes gouvernementaux d'achat ont donné 11.945 consultations à des petites entreprises; en outre, dans 807 cas la S. B. A. a aidé des petites entreprises à résoudre des problèmes concrets ayant trait à des marchés publics et, dans 3.231 cas, elle a donné à des petites entreprises la possibilité de soumissionner. La S. B. A. a parallèlement fourni aux fonctionnaires chargés de la passation des marchés les noms de 5.188 petites firmes pouvant répondre à des appels à la concurrence.

4° RECENSEMENT DES MOYENS DE PRODUCTION

Chaque centre régional de la S. B. A. est chargé de tenir à jour un « inventaire » exact des moyens de production représentés par les petites entreprises situées dans sa circonscription, dans le double but:

a) d'assurer une mobilisation intégrale du potentiel industriel en cas de guerre;

b) de signaler aux petites entreprises intéressées les possibilités de marchés et, inversement, de faire connaître aux grandes entreprises de la région les petites entreprises auxquelles des ouvrages peuvent être sous-traités.

Au cours du premier semestre 1956, plus de 36.000 avis de marchés ont été adressés à des petites entreprises susceptibles de soumissionner comme fournisseurs principaux; le total des adjudications connues, ayant résulté de cette publicité, s'est élevé à plus de 176 millions de dollars. Parallèlement, 1.800 avis de marchés à sous-traiter ont été adressés à des petites entreprises pendant la même période.

5° AUTRES MOYENS D'ACTION DE LA S. B. A. EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS

A. — *Passation de marchés.*

La S. B. A. est habilitée à passer elle-même des marchés avec les autres administrations fédérales en qualité de fournisseur principal, et à sous-traiter ces marchés à des petites entreprises. Ce pouvoir n'est utilisé qu'en cas d'extrême nécessité.

B. — *Pools de production.*

Les petites entreprises désirant se grouper en « pools » de production pour la défense nationale sont aidées et conseillées par la S. B. A. Cette dernière donne son approbation officielle aux actions envisagées sur accord de la Commission Fédérale du Commerce (Federal Trade Commission) et du Procureur Général (Attorney General).

II. — Aide financière.

Les prêts de la « Small Business Administration ».

Les prêts consentis par la Small Business Administration se divisent, d'après leur utilisation, en deux catégories: les prêts à l'industrie et au commerce (« business loans ») et les prêts de secours (« disaster loans »).

Les capitaux nécessaires pour subvenir à cette aide financière sont prélevés sur un fonds spécial mis à la disposition de la S. B. A. par le Congrès des Etats-Unis (1).

La politique suivie par la S. B. A. en matière de prêts est formulée par un Conseil de trois membres: l'Administrateur de la S. B. A., le Ministre du Commerce et de l'Industrie et le ministre des Finances. Le Conseil a toute latitude pour modifier cette politique suivant les circonstances et les besoins économiques de la nation.

1° LES PRÊTS A L'INDUSTRIE ET AU COMMERCE

Ces prêts ont pour but d'aider les petites entreprises soit à se constituer un fonds de roulement, soit à financer des travaux de construction ou des achats de matériels et d'outillage. Ils sont accordés à des établissements de tout genre: petits fabricants, grossistes, détaillants, firmes du secteur tertiaire, etc., *à condition que les crédits sollicités n'aient pu être obtenus par les moyens ordinaires.* En effet, la loi d'aide aux petites entreprises interdit à la S. B. A. d'entrer en concurrence avec les

(1) Ce fonds de roulement, initialement fixé à 100 millions de dollars, passé à 120 millions au cours de l'exercice 1955-1956, a été porté à 175 millions pour l'exercice en cours.

banques et autres institutions de crédit. Elle doit au contraire collaborer avec le secteur privé afin d'aider les industriels et les commerçants à faire face à leurs besoins financiers. C'est ainsi qu'environ les deux tiers des prêts accordés par la S. B. A. comportent une participation des banques (« bank participation loans »).

Mécanisme des prêts à l'industrie et au commerce.

Pour être recevable, une demande de prêt doit émaner d'une « petite entreprise » ayant fait un effort sincère pour obtenir les capitaux sollicités auprès d'une banque ou tout autre établissement de crédit privé.

a) La loi de 1953 définit la « petite entreprise » comme un établissement industriel ou commercial, à propriété indépendante et gestion autonome, n'occupant pas une place prépondérante dans la profession à laquelle il appartient. En matière de prêts, la S. B. A. complète cette définition générale par les *critères quantitatifs* suivants :

— Entreprises industrielles: Critères « effectifs ».

Jusqu'à 250 employés: petite entreprise;

Au-dessus de 1.000 employés: grande entreprise;

Entre 250 et 1.000 employés: l'entreprise peut être classée dans l'une ou l'autre des catégories selon les normes établies par la S. B. A. pour chaque secteur industriel.

— Commerce de gros: Critère « chiffre d'affaires ».

Toute entreprise dont le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 5 millions de dollars est classée « petite entreprise ».

— Détaillants et établissements du secteur tertiaire: Critère « chiffre d'affaires ».

Les entreprises dont le chiffre d'affaires n'excède pas 1 million de dollars rentrent dans la catégorie des « petites entreprises »;

b) Tout demandeur doit en outre remplir certaines *conditions pratiques*, fixées par le Conseil de la politique de crédit.

Ces conditions sont: honorabilité, compétence dans la conduite des affaires de l'entreprise, l'existence de capitaux propres et de garanties suffisantes, capacité à faire face au rem-

boursement du prêt. La loi de 1953 exige en particulier que les prêts de la S. B. A. soient assortis de garanties propres à assurer le remboursement des sommes avancées, compte tenu de l'intégrité et de la compétence du demandeur, de l'activité antérieure et des perspectives d'avenir de l'entreprise. Sont considérées comme acceptables les garanties telles que :

- hypothèques sur la propriété foncière, les immeubles ou les installations;
- gages sur des marchandises vendables (le gage sur stocks n'est en général pas admis, sauf s'ils sont entreposés dans des magasins sous contrôle officiel ou agréés);
- délégation de certains types de marchés et, parfois, de créances sur la clientèle;
- gages sur des effets mobiliers;

c) Du fait de sa responsabilité considérable en tant que bailleur de fonds publics, la S. B. A. doit veiller à ce que les prêts consentis :

- 1° Se conforment aux exigences du Congrès en matière de crédit;
- 2° Servent à des fins de première nécessité et
- 3° Soient entièrement justifiés.

Afin d'accélérer la procédure, la S. B. A. confie aux directeurs de ses centres régionaux le pouvoir de statuer sur les demandes portant sur les prêts directs ne dépassant pas 20.000 dollars et les prêts en participation jusqu'à concurrence de 50.000 dollars, à condition que la participation de la banque soit d'au moins 25 % du montant du prêt. La S. B. A. autorise en outre les responsables de ses agences locales les plus importantes à statuer sur les demandes de prêts à participation limitée.

Le délai d'examen des dossiers dépasse rarement trois semaines. La décision est prise plus rapidement lorsqu'il s'agit de prêts en participation puisque la banque a déjà effectué une enquête approfondie avant d'accepter de partager le prêt. Les demandes de prêts de faible importance, en particulier les prêts à participation limitée, sont fréquemment examinées en une semaine car les décisions, comme on l'a vu à l'alinéa précédent, peuvent être prises à l'échelon régional et local.

Lorsque, par contre, l'examen du dossier et l'enquête menée par la S. B. A. révèlent qu'un prêt n'est pas justifié, soit parce que le demandeur ne remplit pas certaines conditions, soit parce

qu'il existe d'autres moyens de résoudre les difficultés de l'entreprise intéressée, les spécialistes de la S. B. A. sont à la disposition du demandeur pour l'aider et le conseiller. Ces experts peuvent par exemple indiquer d'autres sources privées de crédit, suggérer des modifications dans la gestion financière de l'entreprise ou recommander l'adoption d'une politique commerciale différente. Cet aspect des activités de la S. B. A. s'apparente au programme d'Aide Technique qui est étudié plus loin.

*
**

Depuis la date de sa création, en octobre 1953, la S. B. A. a consenti 3.560 prêts pour un montant total de plus de 165 millions de dollars. On trouvera dans les tableaux ci-dessous différents renseignements concernant ces prêts.

TABLEAU N° 1

Récapitulation des activités de la S. B. A. en matière de prêts au commerce et à l'industrie depuis la création (octobre 1953) jusqu'au 30 juin 1956.

	NOMBRE	VALEUR DOLLARS
Demandes reçues.....	9.688	525.578.574
Demandes retirées avant décision.....	1.370	75.715.113
Demandes examinées.....	8.318	449.863.461
Demandes rejetées.....	4.275	239.779.596
Prêts approuvés (1) (2):		
Directs	1.117	45.810.447
Participation immédiate.....	1.021	51.387.313
Participation différée.....	1.422	68.493.011
	3.560	165.690.771
Réduction du montant approuvé par rapport au montant sollicité.....	»	13.543.995
Demandes en instance au 30 juin 1956.....	483	30.849.099

(1) Sur 3.560 approbations de prêts, 1.299 ont été décidées à l'échelon régional, tandis que 2.261 ont émané du siège de la S. B. A. à Washington.

(2) Sur 3.560 prêts approuvés, 610 n'ont pas donné lieu à versement de fonds S. B. A. par suite du désistement des demandeurs.

TABLEAU N° 2

Répartition des prêts accordés par le S. B. A. à des entreprises industrielles classées d'après leurs effectifs.

Entreprises industrielles. — Période du 1^{er} janvier au 30 juin 1956.

EFFECTIFS	NOMBRE DE PRÊTS	POURCENTAGE
Total	430	100
De 0 à 9 employés.....	154	35,8
De 10 à 19 employés.....	93	21,6
De 20 à 49 employés.....	89	20,7
De 50 à 99 employés.....	60	14
De 100 à 249 employés.....	26	6
Plus de 250 employés.....	8	1,9

Observation. — Plus de 50 p. 100 des prêts ont été accordés à des firmes de moins de 20 employés, tandis que moins de 2 p. 100 ont été consentis à des entreprises ayant plus de 250 employés.

TABLEAU N° 3

Répartition des prêts accordés par la S. B. A. à des entreprises non industrielles classées d'après leur chiffre d'affaires.

Entreprises non industrielles. — Période du 1^{er} janvier au 30 juin 1956.

CHIFFRE D'AFFAIRES (en dollars).	NOMBRE DE PRÊTS	POURCENTAGE
Total	772	100
Moins de 50.000.....	217	28,1
De 50.000 à 99.999.....	135	17,5
De 100.000 à 249.999.....	204	26,4
De 250.000 à 499.999.....	120	15,6
De 500.000 à 999.999.....	62	8
De 1.000.000 à 1.999.999.....	26	3,4
Plus de 2.000.000.....	8	1

Observation. — La répartition des prêts accordés à des entreprises non industrielles est comparable à celle indiquée pour les firmes industrielles. Toutefois, la mise en œuvre du programme de prêts limités a provoqué un certain accroissement des prêts aux petits détaillants, grossistes et fournisseurs de services: plus de 72 p. 100 des prêts ont été consentis à des entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à \$ 250.000.

2° AUTRES PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE

A. — *Prêts de secours aux victimes de catastrophes* (*Disaster loans*).

Cette activité, transférée à la S. B. A. en 1953, relevait auparavant de la « Reconstruction Finance Corporation ». Les prêts de secours sont destinés aux victimes de catastrophes, afin de permettre la reconstruction des habitations ou la réinstallation des entreprises sinistrées par suite d'inondations, tornades et autres désastres.

Les prêts de secours sont affectés à la reconstruction ou la reconstitution des entreprises sinistrées (à l'exclusion de toute extension) dans la mesure où les pertes subies ne sont pas couvertes par une assurance.

La durée des prêts de secours ne peut dépasser dix ans, sauf dans le cas de reconstruction ou remplacement des locaux d'habitation du demandeur, où l'échéance peut aller jusqu'à vingt ans. Le taux de l'intérêt, sur tous les prêts de secours, est limité à 3 %. Le remboursement s'effectue par paiements mensuels, commençant au plus tard cinq mois après l'avance des fonds. Il est toutefois possible de prévoir un échelonnement différent lorsque les activités de l'emprunteur sont saisonnières.

B. — *Prêts aux petites entreprises* *frappées par la sécheresse.*

La Small Business Administration est habilitée à accorder des prêts de secours aux petites entreprises ayant subi des dommages financiers du fait de sécheresse.

Ce programme s'apparente aux prêts de secours aux sinistrés mais il est réservé aux petites entreprises telles qu'elles ont été définies plus haut. Les demandes doivent en outre remplir les conditions suivantes :

a) Prouver que le dommage économique ou financier subi est dû à la sécheresse ;

b) Provenir d'un établissement situé dans une région déclarée zone de sécheresse par le Président des Etats-Unis ou le Ministre de l'Agriculture.

Le domaine d'application de cette aide est limité, puisque les agriculteurs et éleveurs en sont exclus; ces derniers bénéficient en effet de l'assistance fournie par un organisme fédéral spécialisé, la Farmers Home Administration.

Compte tenu des limitations énoncées ci-dessus, l'aide aux entreprises victimes de sécheresse est administrée, à tous autres points de vue (procédure, montant, taux, remboursement, etc.) dans des conditions analogues au programme de secours aux sinistrés.

C. — *Prêts aux établissements hospitaliers indépendants.*

La Small Business Administration a étendu son aide financière aux hôpitaux et maisons de convalescence privés. Cette activité de la S. B. A. complète le programme administré par le Ministère de la Santé publique, au titre de la Loi Hill-Burton, au profit des hôpitaux, maisons de convalescence et établissements assimilés fonctionnant sous les auspices d'organismes sans but lucratif ou de collectivités locales (Municipalités, Comtés, Etats).

Les prêts accordés par la S. B. A. dans ce domaine s'adressent exclusivement aux établissements privés à but lucratif, c'est-à-dire ne pouvant bénéficier du programme Hill-Burton. Ils sont destinés au financement soit de constructions nouvelles, soit d'extensions ou d'améliorations d'installations existantes.

Ces prêts sont consentis soit en participation avec des banques, soit, à défaut, directement par la S. B. A. Quel que soit le mode utilisé, la participation de la S. B. A. ne peut dépasser 250.000 dollars par prêt. Le montant des crédits accordés est, en règle générale, fixé en fonction de l'importance des capitaux privés investis dans l'établissement considéré.

La durée des prêts ne peut excéder dix ans et le taux maximum 6 %. Le remboursement s'effectue en général par paiements mensuels.

III. — Aide technique.

L'action de la Small Business Administration dans ce domaine peut se comparer aux services techniques que le Gouvernement Fédéral fournit aux agriculteurs par l'intermédiaire des organismes de vulgarisation du Ministère de l'Agriculture.

Cette action a pour objectif, d'une part, de mettre à la disposition des petites entreprises la documentation qui leur fait défaut dans les domaines de l'organisation, de la technique et de la formation, d'autre part, de les aider à résoudre les problèmes concrets pouvant se poser dans ces domaines. Ces deux aspects de l'aide technique, l'un théorique, l'autre pratique, se traduisent par les activités suivantes :

Sur le plan théorique, l'activité de la S. B. A. s'exerce par la publication de brochures et l'organisation de programmes de formation.

Les publications portent sur les méthodes d'organisation et de direction et fournissent aux petites entreprises industrielles ou commerciales des conseils en ce qui concerne les questions de besoins en capitaux, d'études de marchés, de mécanisation des services de bureau, de formation commerciale des grossistes, de choix d'emplacement des établissements de vente, et traitent également des procédés de fabrication et de questions relatives aux matières premières, à l'équipement et à l'entretien.

La S. B. A. publie également des manuels d'organisation et de direction tels que « la comptabilité industrielle dans les petites entreprises », « les relations humaines dans les petites industries », « manuel de gestion financière pour les petites entreprises ».

En outre, la S. B. A. organise dès programmes de formation aux techniques d'organisation et de direction.

Sur le plan pratique, la S. B. A. fournit une aide directe aux petites entreprises et, par son service d'information en matière de recherche et de développement, par des consultations techniques.

En outre, elle apporte aux petites entreprises une aide en matière de spécifications en ce qui concerne les marchés de fournitures de l'Etat, également en matière d'achats de matériels et d'approvisionnement, et en matière de fiscalité.

Enfin, elle autorise éventuellement la constitution de groupements de production de plusieurs petites entreprises d'une même profession, volontairement associées en vue de l'obtention et de l'exécution en commun de marchés de fournitures ou de services pour les besoins de la défense nationale.

CHAPITRE III

LA PRODUCTION ENERGETIQUE

Les Etats-Unis ont le premier rang dans le monde pour la production d'énergie.

Avant d'aborder les différents secteurs énergétiques, il a paru bon de dresser le bilan énergétique des Etats-Unis en 1956 et de le comparer au bilan énergétique de la France.

TABLEAU N° 4

Bilan énergétique des Etats-Unis en 1956.

	UNITES REELLES	EN MILLIONS de tonnes d'équivalent charbon.	POURCENTAGE	COEFFICIENTS de conversion (O. E. C. E.).
Houille	478 millions de tonnes métriques.	478	33,3	1
Lignite	3 millions de tonnes métriques.	0,8		0,28
Hydroélectricité	125,2 milliards de kWh.	71,99	5,2	0,575
Gaz naturel.....	286 milliards de mètres cubes.	380,38	26,5	1,33
Pétrole brut.....	386 millions de tonnes métriques.	501,8	35	1,3
Total		1.432,97		

TABLEAU N° 5

Bilan énergétique de la France en 1956.

	UNITES REELLES	EN MILLIONS de tonnes d'équivalent charbon.	POURCENTAGE	COEFFICIENTS de conversion (O. E. C. E.).
Charbon et lignite :				
Production nationale	58,8 millions de tonnes métriques.	58,2	48	Houille : 1. Lignite : 0,28.
Importations nettes.	20,3 millions de tonnes métriques.	$\frac{20,3}{78,5}$	$\frac{16,7}{64,7}$	
Hydroélectricité	25,8 milliards de kW-h.	14,83	12,2	0,575
Gaz naturel.....	343 millions de mètres cubes.	0,45	0,4	1,33
Pétrole brut :				
Production nationale.	1,2 million de tonnes métriques.	1,6	1,3	1,3
Importations nettes :				
Pétrole brut.....	25 millions de tonnes métriques.	25,9	21,4	1,3
Produits finis.....	4,4 millions de tonnes métriques.			1,5
Total		121,28		

Il ressort de la comparaison des bilans énergétiques, que les *Etats-Unis* disposent de près de 8,5 tonnes d'équivalent charbon par habitant, tandis que la *France* ne disposerait que de 1,8 tonne par habitant si elle en était réduite à sa seule production nationale, mais utilise en fait 2,8 tonnes grâce aux importations.

Cette simple comparaison fait apparaître au bénéfice des *Etats-Unis* un avantage considérable, d'autant plus que l'abondance des sources énergétiques permet de disposer d'une énergie à bon marché.

I. — Le charbon.

1° *Considérations générales.*

Sur le plan mondial, les réserves de houille sont inégalement réparties mais les réserves des Etats-Unis demeurent les plus importantes; elles atteignent 2.000 milliards de tonnes sur un total de près de 6.000 milliards. On estime qu'un septième du sous-sol des Etats-Unis contient du charbon.

Si actuellement les Etats de l'Est sont les plus grands producteurs, les mines étant installées sur une bande de 1.100 kilomètres s'étendant dans les Appalaches, de la Pennsylvanie au Nord à l'Alabama au Sud, la majorité des réserves est située à l'Ouest du Continent (Colorado, Missouri, Montana, Nord-Dakota, Utah, Washington, Wyoming).

Toutefois, si la production mondiale de houille a augmenté de 38 % par rapport à l'avant-guerre, passant de 1.210 millions de tonnes en 1938 à 1.683 millions de tonnes en 1956, la production des Etats-Unis, après avoir atteint un niveau record en 1947, a brutalement fléchi à partir de 1952.

Si l'on observe, en effet, une augmentation de production de 451 millions de tonnes de houille en 1937, à 630 millions de tonnes en 1947, on constate ensuite une régression :

595 millions de tonnes en 1948,

508 millions de tonnes en 1950,

460 millions de tonnes en 1952,

380 millions de tonnes en 1954,

puis un redressement à

448 millions de tonnes en 1955 et à

480 millions de tonnes en 1956,

la production du premier semestre de 1957 s'étant établie à 240 millions de tonnes environ.

Les principaux Etats producteurs de charbon groupés à l'Est du Mississipi sont : le West-Virginia et la Pennsylvanie, puis le Kentucky, l'Illinois, l'Ohio, la Virginie, l'Indiana et l'Alabama.

Les veines sont épaisses, régulières et peu inclinées; une partie des mines est exploitée à flanc de coteau et là où les puits sont nécessaires, ils sont peu profonds et le soutènement facile. Les conditions géologiques permettent l'emploi d'un matériel

extrêmement puissant et le mineur est surtout un mécanicien, en sorte que l'on obtient des rendements fond et jour supérieurs à 8 tonnes.

La consommation de houille a évolué sensiblement.

En ce qui concerne l'électricité thermique, elle a plus que doublé en dix ans, de 74 millions de tonnes en 1945 à 156 millions de tonnes en 1956.

Elle a également augmenté dans le domaine de la sidérurgie où la production de coke a atteint 80 millions de tonnes en 1955 contre 72 en 1950.

Par contre, les besoins en charbon des aciéries et des industries diverses: ciment, papeterie, etc., tendent à diminuer. Ils s'établissent à 100 millions de tonnes environ actuellement au lieu de 144 millions de tonnes 1945. Cette diminution est due à l'expansion de la production électrique et à l'accroissement de la consommation de mazout et de gaz naturel.

Enfin, la consommation des commerçants, des artisans et des particuliers a beaucoup diminué depuis la fin de la guerre puisque les ventes de charbon des détaillants sont tombées de 122 millions de tonnes en 1945 à 54 millions de tonnes en 1956.

Le charbon ne représente plus que 20 % environ des approvisionnements en combustibles dans ce secteur, au lieu de 70 % en 1935-1939. L'électricité, le gaz naturel, le combustible liquide fournissent les quatre cinquièmes de l'énergie dépensée pour les usages domestiques et commerciaux.

Quant aux chemins de fer, leur consommation ne cesse de décroître, de 125 millions de tonnes en 1945 à 61 millions de tonnes en 1950 et à 28 millions de tonnes en 1953. Le fuel et le gas oil constituent maintenant 70 % de la consommation totale de combustible, alors qu'ils représentaient le cinquième il y a 15 ans.

En bref, la consommation apparente de charbon, qui atteignait 560 millions de tonnes en 1945, est tombée à environ 480 millions de tonnes. Il résulte de cette situation une concurrence très dure entre le charbon et les produits pétroliers.

Toutefois, la situation en 1957 s'est nettement améliorée par rapport à 1954 et, pour l'avenir, le développement considérable des centrales thermiques doit amener une augmentation de la consommation d'environ 55 millions de tonnes d'ici à 1960

Enfin, les exportations ont beaucoup contribué à la relance de la production. Elles se sont élevées de 32 millions de tonnes en 1954 à 67 millions de tonnes en 1956 et il est vraisemblable qu'elles seront supérieures à 70 millions de tonnes en 1957. Le courant d'exportations vers l'Europe est sujet cependant à de violentes fluctuations puisqu'il est passé de 7 millions de tonnes en 1953 à 40 millions de tonnes en 1956.

En conclusion, il est difficile de mettre en parallèle le marché américain du charbon et le marché de l'Europe Occidentale, en raison des conditions géologiques beaucoup plus favorables aux Etats-Unis.

Il faut également souligner la grande élasticité de la production de ce pays qui est capable de s'adapter à une demande qui varie en fonction du développement industriel, de la concurrence des autres combustibles et également des besoins des autres parties du monde.

2° Visite de la mine Robena (dépendant de l'United States Steel Corporation).

Cette mine de charbon, située à 100 kilomètres environ de Pittsburgh, se trouve actuellement à une profondeur de 170 mètres environ.

Le puits a une production journalière de 20.000 tonnes.

1.500 ouvriers sont employés au fond et 500 au jour, plus 320 dans les lavoirs. Le rendement fond est de 15 tonnes, le rendement fond et jour de 8,6 tonnes en tenant compte du personnel des lavoirs.

L'exploitation se fait en tailles de 4 mètres de front, par « mineur continu ».

Cette machine a été construite par Joy. Elle comporte un corps mobile sur chenille et une tête d'abattage mobile constituée par un certain nombre de chaînes dont les maillons sont garnis de pics. La machine pèse environ 20 tonnes; elle est alimentée en 500 volts alternatifs. Les moteurs sont refroidis par une eau additionnée de produits mouillants qui est ensuite projetée pour abattre les poussières.

Cette machine, commandée par deux hommes, abat en deux minutes 6 tonnes de charbon qui sont déversées dans une berline automobile de 6 tonnes, maniée également par deux hommes.

Le charbon est ensuite transporté par convoyeurs et déversé dans d'autres berlines tractées par de petites locomotives électriques.

Ces berlines sont vidées par groupe de 10 dans une immense trémie. Deux systèmes permettent de vider 20 berlines en même temps, puis le charbon est remonté par convoyeur à flanc de coteau.

La journée de travail est de huit heures, comptées depuis le moment où l'ouvrier entre dans l'ascenseur jusqu'au moment où il en sort.

Le travail est payé à l'heure depuis que toute l'extraction est mécanisée.

Le salaire horaire du fonds varie entre un maximum de 3,08 dollars et un minimum de 2,75 dollars.

Celui du jour varie entre un maximum de 3,15 dollars et un minimum de 2,88 dollars.

Le gain horaire du mineur du jour est supérieur à celui du mineur du fond. On estime, en effet, que dans les conditions où cette mine est exploitée, il faut être plus expérimenté pour travailler au jour qu'au fond. Beaucoup de mineurs préfèrent travailler au fond qu'au jour.

Le personnel bénéficie de quatorze jours de congés payés par an et touche, durant cette période, une somme forfaitaire de 180 dollars.

La retraite, de 100 dollars par mois, est obligatoire à l'âge de 65 ans. Elle peut être prise à 62 ans.

Pour constituer cette retraite, les exploitations minières payent au syndicat des mineurs 40 cents par tonne de charbon extrait.

La société assume la réparation des conséquences des accidents du travail.

La société verse des indemnités au fonds de chômage. Le mineur touche 100 dollars par mois à partir de six jours de chômage.

Il y a très peu de maladies pulmonaires. En ce qui concerne les maladies professionnelles, l'enquête est conduite par les autorités de l'Etat et si elles estiment que la société est responsable de certaines maladies, les conséquences en sont à sa charge.

Quand un mineur décède, sa veuve touche 1.000 dollars une fois pour toutes.

II. — L'énergie électrique.

1° *Considérations générales.*

La production d'électricité est passée, aux Etats-Unis, de 22 milliards de kilowattheures en 1945, à 329 milliards en 1950 et à 600 milliards en 1956, c'est-à-dire que *depuis la fin de la deuxième guerre mondiale elle a été multipliée par le coefficient 2,5.*

Toutefois, ces chiffres ne concernent que les centrales fournissant principalement au réseau public, à l'exclusion des centrales industrielles privées. Si l'on tient compte de ces dernières, on arrive à un total de 682 milliards de kilowattheures en 1956 contre 388 milliards en 1950 et 271 milliards en 1945.

La production s'est encore accrue au cours de 1957 puisqu'elle a atteint, durant le premier semestre, le niveau de 352,6 milliards de kilowattheures. En juin 1957, la production a été de 59 milliards de kilowattheures, c'est-à-dire que la production mensuelle des Etats-Unis est légèrement supérieure à la production annuelle de la France.

52 % de la production d'électricité proviennent du charbon, 22 % de la houille blanche, 17 % du gaz naturel et 7 % du pétrole.

L'électricité d'origine thermique s'est développée à un rythme plus rapide que l'électricité hydraulique. La capacité de production installée s'élève actuellement à 140 millions de kilowatts au lieu de 83 millions en 1950 et de 51 millions en 1940. Mais les centrales hydrauliques ne représentent que 22 % de cette puissance installée au lieu de 30 % en 1950 et de 34 % en 1940.

Sur les 600 milliards de kilowattheures fournis en 1956 par les installations publiques, les centrales hydrauliques représentent 20,6 % de la production, soit 122 milliards. Le pourcentage s'abaisse à 4 % pour les installations des entreprises privées qui ont atteint, la même année, près de 82 milliards de kilowattheures.

C'est dire que *l'énorme potentiel hydroélectrique des régions montagneuses de l'Ouest et du versant Pacifique demeure peu exploité.*

Le coût des installations hydroélectriques est en effet fort élevé et, bien que le prix de l'électricité produite soit inférieur à celui de l'électricité thermique, les Américains ont donné la préférence aux centrales thermiques très puissantes, fonctionnant au charbon de basse qualité, au fuel oil et au gaz naturel.

Le rendement de ces centrales n'a d'ailleurs cessé de s'améliorer, la consommation de charbon par kilowattheure ayant diminué de 650 grammes en 1956, à 590 grammes en 1945, 540 grammes en 1950 et 430 grammes en 1955.

Cette évolution a compensé l'augmentation du prix des combustibles et a même permis d'abaisser le prix de vente du kilowattheure aux industriels et aux particuliers.

Finalement, la consommation globale d'électricité a augmenté dans des proportions considérables. En ce qui concerne la consommation domestique et l'agriculture, le taux d'accroissement est largement supérieur au doublement en dix ans admis en règle générale.

Un développement très fort de la consommation d'électricité est prévu pour les vingt ans à venir. Si l'économie américaine continue à se développer au rythme des dernières années, il se peut que cette capacité doive être portée au delà de 400 millions de kilowatts pour 1975. Même si l'on s'en tient aux prévisions prudentes de la « Federal Power Commission » publiées à la fin de 1955, la capacité de production nécessaire dans vingt à vingt-cinq ans serait d'environ 300 à 360 millions de kilowatts, soit deux fois et demi la capacité de production actuelle.

Certes, l'énergie atomique prendra progressivement une part importante dans cette augmentation de production, mais son rythme d'accroissement dépendra de la rapidité avec laquelle elle sera en mesure de concurrencer les combustibles classiques.

On prévoit que la capacité de production d'électricité d'origine atomique, qui serait de l'ordre de 1 million de kilowatts en 1960, pourrait atteindre 3 ou 4 millions en 1965, les prévisions pour les années postérieures variant selon les hypothèses sur

lesquelles elles sont fondées et s'échelonnant de 5 à 9 millions de kilowatts pour 1970, 20 à 45 millions de kilowatts pour 1975 et de 52 à 138 millions de kilowatts pour 1980.

2° *La Detroit Edison Corporation.*

La délégation a visité, le 13 septembre 1957, la Detroit Edison Corporation et a pu s'entretenir, au cours de la journée, avec M. Walker L. Cisler, président, et M. Harvey E. Bumgardner, vice-président.

La Detroit Edison Corporation s'occupe uniquement de production et de distribution d'électricité et dessert la partie Sud-Est de l'Etat de Michigan. Son ressort représente la moitié de la population et 13 % de la superficie de cet Etat.

Dans l'ensemble des Etats-Unis, 80 % de l'électricité sont produits par des sociétés privées et 20 % seulement par des agences gouvernementales; mais l'ensemble des sociétés privées est soumis à l'autorité des agences gouvernementales qui imposent une réglementation et se trouvent dans l'Etat ou à Washington.

La société a reçu pour trente ans l'octroi d'une autorisation de desservir la région indiquée ci-dessus. Aucune autre société ne peut donc intervenir dans cette région. Mais si les consommateurs ne sont pas satisfaits des prestations qui leur sont fournies, ils peuvent faire appel à la Commission des services publics. De même, la société peut faire appel à cette commission s'il lui paraît nécessaire d'augmenter ses prix.

La société comprend 88.000 actionnaires et 11.000 employés dont 4.000 sont syndiqués.

Les impôts payés par la société atteignent 20 % de ses revenus, ce qui est très supérieur aux 5 % payés par la Tennessee Valley Authority, qui n'est soumise qu'aux impôts municipaux.

De même, la société ne peut obtenir les capitaux dont elle a besoin que sur le marché financier, tandis que les agences gouvernementales obtiennent des capitaux à un taux d'intérêt inférieur de moitié au taux du marché.

Les prix sont comparables aux prix pratiqués par les sociétés d'électricité en général. Mais, en plus de la fourniture de courant, la Detroit Edison assure gratuitement le remplacement

des ampoules et des fils électriques usés et la réparation des petits appareils ménagers (fers à repasser, rasoirs électriques, grill-toasts...). La société assure gratuitement les branchements des particuliers.

Le rapport entre le nombre de clients et le nombre d'employés, considéré comme un bon instrument de mesure de productivité, a évolué de 76 clients et demi par employé en 1910 à 132 actuellement.

En résumé et selon les déclarations de son vice-président, M. Bumgardner, la société s'efforce de :

— offrir à ses clients un service efficace à un prix convenable;

— maintenir de bons rapports avec le personnel et payer des salaires raisonnables;

— maintenir de bonnes relations avec l'administration fédérale.

Par ailleurs, la Detroit Edison a largement participé au programme d'assistance technique; plus de 1.000 groupes ont visité la société depuis 1945, à l'un des titres suivants :

1. Groupes qui passent un ou deux jours à Detroit Edison et sont envoyés soit par une agence gouvernementale, soit par un organisme international;
2. Stage de cadres professionnels qui viennent passer six mois ou un an, suivent un programme de formation et effectuent des études;
3. Echange de professionnels entre la Detroit Edison et d'autres pays;
4. Envoi en Europe de missions qui reviennent ensuite exposer ce qu'elles ont vu.

Production.

La Detroit Edison dispose de deux centrales thermiques implantées le long du fleuve Sinclair et de quatre centrales thermiques à Detroit.

La capacité totale des usines de la société est actuellement de 2.141.000 kW et la société prévoit construire, d'ici 1960, deux centrales de 300.000 kW, une centrale de 165.000 kW et une centrale de 320.000 kW.

Consommation.

La consommation d'électricité domestique, dans le ressort de la société, est de 3.000 kWh en moyenne par an et par foyer et l'on prévoit qu'elle atteindra 6.000 kWh en 1965, et 8.100 en 1970.

Quant à la consommation industrielle, elle a atteint, en 1956, 9 kWh par homme/heure et l'on prévoit qu'en 1966 ce chiffre sera doublé.

La région desservie par la société est en effet fortement industrialisée. En 1955, on y a produit 5 millions de voitures et de camions, 20 % de la production des accessoires de machines-outils, 13 % des pièces estampées, 12 % de la quincaillerie, 9 % des produits chimiques non organiques.

En outre, cette région occupé une place honorable dans la production de produits pharmaceutiques, de produits chimiques et de vernis.

L'électrification rurale est réalisée dans la région à 99 %, la partie non électrifiée étant le fait de propriétaires qui ne veulent pas aménager leurs immeubles.

La Detroit Edison dessert ainsi 32.000 fermes qui consomment en moyenne 4.500 kWh par an.

Distribution.

La délégation a constaté avec quelque surprise, dans le ressort de la Detroit Edison, comme d'ailleurs sur toute l'étendue des Etats-Unis, non seulement l'importance des distributions d'électricité en lignes aériennes à l'intérieur même des villes, mais également l'emploi exclusif de poteaux de bois sur les lignes de transport et de distribution. La délégation ne se souvient pas avoir vu, au cours du voyage, une seule ligne de distribution établie sur poteau en béton armé.

Les Etats-Unis disposent, en effet, sur leur territoire, d'une grande abondance et d'une grande variété de poteaux de bois de qualité. L'usage de ces poteaux fait d'ailleurs l'objet de spécifications très précises basées sur la longueur et la classe.

C'est ainsi que le poteau de 40 pieds, classe 6, est employé sur les lignes de distribution urbaine: ce poteau a une hauteur de 12,20 mètres, une circonférence en tête de 43 cm et une circonférence à 1,80 mètre du pied de 81 cm; son poids est de 280 kg.

Sur les lignes rurales, on emploie plutôt des poteaux de 35 pieds, classe 6, c'est-à-dire hauts de 10,60 mètres, d'une circonférence en tête de 43 cm et à 1,80 mètre du pied de 78 cm, et d'un poids moyen de 225 kg.

En raison de l'installation d'un transformateur sur poteau tous les 100 mètres, il n'y a pas de chute de tension importante.

Lorsqu'il s'agit de placer un transformateur sur un poteau de bois, on prend ce poteau dans une classe de dimensions plus importantes.

Ces poteaux de bois qui, non seulement sont le support des lignes de distribution d'électricité aériennes mais encore reçoivent souvent plusieurs appareils: transformateurs, condensateurs, boîtes d'extrémité de câbles, etc., constituent un élément typique du paysage des Etats-Unis.

Sans doute, dans les grandes villes ou tout au moins dans leur centre, les lignes de distribution d'électricité sont souterraines. C'est ainsi que dans la ville de Detroit, les lignes aériennes sont prohibées dans les rues, à l'intérieur d'un cercle d'un demi-mille de rayon autour de l'hôtel de ville; mais partout ailleurs les lignes aériennes sont utilisées, sinon dans les rues principales, tout au moins dans les allées de service qui passent derrière les blocs d'immeubles.

Action de la Detroit Edison pour un meilleur développement économique de la région.

La société est à Detroit depuis 53 ans et doit y rester vraisemblablement pendant quelques siècles. Elle a donc intérêt à la prospérité de la région et à l'élaboration d'un programme de développement économique qui constitue pour elle une sorte de police d'assurance.

Afin d'accroître encore cette prospérité, la société participe à l'organisation de la planification des communes et des comtés à l'échelle locale. Il faut, en effet, tenir compte de l'augmentation de la population des Etats-Unis (de l'ordre de 60 millions de personnes), dans les vingt ans à venir, et prévoir l'expansion économique et la création de logements qui devront accompagner cet accroissement démographique.

Il faut, en outre, veiller à ce que la construction d'usines ne porte pas préjudice aux maisons d'habitation existantes et,

inversement, à ce que celles-ci n'empêchent pas le développement des usines. Il existe, en effet, 12 millions de pieds carrés (1) sur le territoire de Detroit où l'on trouve des bâtiments industriels abandonnés parce qu'ils ne suffisent plus aux besoins de l'industrie.

Le but de la société est donc double : développer les emplacements favorables à l'expansion et attirer les industries.

La société travaille également à ce que soit diversifiée l'industrie de la région de Detroit et à ce que soient fabriqués d'autres produits en acier que les autos.

En bref, l'objectif principal de la société est de créer la possibilité d'emplois dans la région qu'elle dessert et faire de cette région un endroit où l'on désire vivre et s'amuser.

Pour atteindre ces buts, la société a créé une division comprenant quatre personnes : deux ingénieurs, un juriste et un directeur ; et c'est le travail de cette division de convaincre les communes d'attirer l'industrie et les industriels de venir s'installer dans les communes de la région desservie par la société.

Enfin, la société a dépensé 70.000 dollars pour la publicité en six mois. Cette publicité est payante car, entre autre chose, elle attire l'attention de Wall Street sur elle et il lui est plus facile de placer ses actions et ses obligations.

Cette activité de la Detroit Edison, en ce qui concerne ce que l'on englobe généralement en France sous le vocable d'Aménagement du Territoire, a paru significatif à la délégation de l'esprit dynamique de l'entreprise américaine et de son souci de prévision coïncidant avec celui de son intérêt bien compris, à longue échéance.

La production d'électricité à partir de l'énergie nucléaire.

En décembre 1950, la Detroit Edison a demandé, de concert avec la Société Dow Chemico, l'autorisation à la Commission fédérale de l'Energie atomique d'étudier l'emploi d'un réacteur pour la création de chaleur.

En décembre 1951, ce groupe a fait un rapport à ladite commission et a demandé à créer un réacteur régénérateur ou « breeder » rapide, autorisation qui fut accordée.

(1) Un pied carré = 0,8 mètre carré.

En octobre 1954, la Société Dow Chemico s'est retirée de cette association, préférant s'occuper de l'aspect chimique du problème nucléaire.

Pendant six mois, jusqu'en mars 1955, la Detroit Edison a continué à étudier la question au sein d'une société de recherches pour la création de chaleur à partir de la fission atomique.

Actuellement, cette association englobe 46 sociétés privées et services publics, dont 34 de production, 4 de construction mécanique et 8 de matériel électrique.

Son personnel est constitué en grande partie par des personnes détachées des sociétés membres, qui financent le budget de 10 millions de dollars.

Pendant l'été 1955, la Detroit Edison a fait approuver par la Commission de l'Energie atomique la construction d'un « breeder » rapide.

En août 1955, fut créée la Société de développement de réacteurs de puissance (Power Reactor Development Company [P. R. D. C.]), dont sont membres 14 sociétés de services publics et 7 sociétés manufacturières.

Il existe, en outre, l'A. P. D. A. (Atomic Power Development Associates Cooperation) qui poursuit des recherches sur la conception du réacteur et possède des services de construction mécanique.

Enfin, sur le plan fédéral, existe l'U. S. Atomic Energy Commission Cooperation qui poursuit un travail de recherches et de développement de l'énergie nucléaire, pour lequel elle a bénéficié d'un crédit de 4 millions et demi de dollars, et dispense de tous frais les utilisateurs des combustibles nucléaires (crédit de 5 millions de dollars).

La Detroit Edison sera propriétaire d'une centrale atomique de turbo-générateurs d'une superficie de 11 acres, dont l'emplacement sera situé à 30 milles au Sud-Ouest de Detroit, sur la côte orientale du lac Erié.

La construction de ce réacteur a été commencée en août 1956. Son diamètre est de 25 mètres ; sa hauteur de 40 mètres. Les travaux ont dû être achevés fin septembre 1957. Les essais auront lieu jusqu'en décembre 1958 et l'exploitation commerciale commencera au début de 1961.

III. — La production pétrolière.

1° CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Au cours des dix dernières années, la production mondiale de pétrole brut est passée de 375 millions de tonnes en 1946 à 835 millions de tonnes en 1956, soit une hausse de 120 p. 100.

Le pourcentage d'accroissement de 1956 a été de 8 1/2 p. 100 contre 12 p. 100 en 1955, et un accroissement annuel moyen de près de 6 p. 100 durant les trois dernières périodes décennales.

On trouvera dans le tableau ci-dessous la répartition par pays ou régions du monde, de la production de pétrole brut durant les deux dernières années :

TABLEAU N° 6

Répartition de la production de pétrole brut dans le monde en 1955 et 1956.

REGIONS	1955	1956	1956 Pourcentage d'accroissement sur 1955.
Amérique du Nord.....	352.357	374.447	6,3
U. S. A.....	334.931	351.647	5
Canada	17.426	22.800	30,8
Amérique latine: (Région des Antilles)...	121.711	139.350	14,5
Vénézuéla	112.379	129.000	»
Colombie	5.768	6.200	»
Trinité	3.564	4.150	»
Amérique latine (autres pays).....	20.829	22.130	6,2
Moyen-Orient	162.468	171.817	5,7
Extrême-Orient	18.696	19.815	6
Région européenne.....	9.385	10.282	9,7
Dont France.....	875	1.261	»
Europe orientale et Chine.....	84.624	97.866	15,8
Dont U. R. S. S.....	70.793	84.006	»
Roumanie	10.575	10.920	»

En 1956, la production aux Etats-Unis a atteint 351 millions de tonnes, soit une augmentation de 16 millions de tonnes par rapport à 1955 et un pourcentage d'accroissement de 5 %.

La totalité de l'accroissement s'est produite à l'Est des montagnes rocheuses, la production de la Californie marquant très peu de changement depuis plusieurs années. Par ordre d'importance, les Etats dont la production a été la plus forte sont : le Texas, la Californie, la Louisiane, l'Oklahoma, le Kansas, l'Illinois et le Wyoming.

Pratiquement, depuis 1913, les Etats-Unis sont les premiers producteurs mondiaux de pétrole. Toutefois, s'ils représentent encore 42 % de la production mondiale, leur prédominance tend cependant à se réduire.

TABLEAU N° 7

Production de pétrole aux Etats-Unis comparée à la production mondiale.
(En millions de tonnes métriques.)

A N N E E S	ETATS-UNIS	M O N D E (y compris U. S. A.) _z	POURCENTAGE
1913	33,1	61,2	54
1924	98	141,5	69
1929	138,1	205,5	67
1934	122,9	208,2	60
1939	170,9	285	60
1946	234,2	375	62
1950	271	524,8	51
1951	302,6	587	52
1952	308,9	621,2	50
1953	318,5	655	48
1954	312	685,8	45
1955	334,9	770	43
1956	351,6	835	42

Dans une étude récente, la Chase Manhattan Bank escompte que, d'ici 1966, la demande de produits pétroliers augmentera des deux tiers aux Etats-Unis, pour s'élever à 14,3 millions de

barils/jour (1), et doublera pour le reste du monde libre. La production américaine augmenterait moins rapidement et atteindrait en moyenne 11 millions de barils/jour en 1966, nécessitant l'importation de 3,3 millions de barils/jour. Le pétrole fournirait alors 49 p. 100 de la consommation totale d'énergie prévue pour les Etats-Unis.

Cette étude prend comme hypothèse de base une augmentation annuelle de la population de 1,6 p. 100, qui porterait la population des Etats-Unis à 197 millions en 1966. Par suite des effets combinés de cette augmentation supposée de la population, de l'élévation du standard de vie et de l'augmentation de la mécanisation, la demande totale américaine d'énergie sous toutes ses formes s'élèverait de 3,8 p. 100 par an.

Faire passer la production nationale des Etats-Unis de 7,9 millions de barils/jour en 1956 à 11 millions de barils/jour en 1966 exigera un immense effort de recherches et de forage.

L'accroissement énorme de la production exigera de vastes investissements, provisoirement estimés à 125 milliards de dollars pour les dix ans à venir.

Selon les statistiques publiées par le Département du Commerce, les achats d'essence et d'huile de graissage des automobilistes ont augmenté de quatre fois et demi depuis 1929, passant de 1,8 à 8,4 milliards de dollars en 1956, soit 5 p. 100 des dépenses totales des particuliers aux Etats-Unis.

Mais le prix de détail de l'essence a augmenté moitié moins vite que les prix de détail en général. L'augmentation des prix de détail de l'essence, soit environ 50 p. 100 de 1936 à 1956, doit d'ailleurs être attribuée surtout à l'amélioration de la qualité des essences, à l'élévation de l'indice d'octane et au doublement de la taxe sur l'essence, qui atteint 7 1/2 à 8 cents par gallon (2).

Le prix moyen au détail de l'essence ordinaire, taxe non comprise, est de 21 cents 1/2 le gallon, soit 24 F le litre. Toutefois, l'ensemble des taxes d'Etat locales et fédérales s'élève maintenant à environ 8 cents par gallon, ce qui porte le prix de l'essence à environ 29 cents le gallon, c'est-à-dire 32 F le litre.

(1) 1 baril américain = 158,9 litres.

(2) 1 gallon américain = 3,78 litres.

Avec une heure de travail, l'ouvrier américain peut se payer 7 gallons d'essence, soit 26 litres, tandis que l'ouvrier français ne peut obtenir que moins de 3 litres (exactement 2,8 litres) (1).

2° LA STANDARD OIL COMPANY OF NEW JERSEY

A. — Aperçu sur cette société.

Après la décision de la commission anti-Trust (en 1890), la Standard Oil, qui détenait tous les intérêts mondiaux en matière de pétrole, fut obligée de se scinder. Elle fut divisée en deux compagnies : la Standard Oil de New Jersey et la Standard Oil de Californie.

La Standard de New Jersey se subdivisa elle-même en trente-trois compagnies secondaires. Ainsi :

a) Au Moyen-Orient, elle possède 30 p. 100 de l'Aramco, 11,875 de l'Irak Petroleum C° et 30 p. 100 de la Trans-Arabian Pipe-Line C° ;

b) Aux Etats-Unis mêmes, elle détient 87 p. 100 de la Humble Oil et Refining C° et 50 p. 100 de l'Ethyl C°. Elle possède la totalité du capital d'un certain nombre de compagnies dont le nom contient toujours le mot « Esso » ;

c) En Amérique du Sud, elle détient 95 p. 100 de la Creole Petroleum C° (Venezuela) et 83 p. 100 de l'International Petroleum C° (qui opère au Pérou et en Colombie) ;

d) Aux Antilles, elle possède 100 p. 100 de la Panama Transport C°. Elle détient 100 p. 100 du capital d'un certain nombre de filiales « Esso » (Argentine, Brésil, etc.) ;

e) En Europe, il existe une filiale Esso dans chaque Etat, qui porte le nom et appartient en majorité à la Standard de New Jersey ;

f) Au Canada, l'Imperial Oil est détenue pour 70 p. 100 par la Standard ;

g) Il faut ajouter sa participation pour moitié dans la Standard-Vacuum Oil C°, qu'elle a créée en 1933 avec la Socony Mobil Oil C°. La Vacuum Oil produisant en dehors des Etats-Unis (de l'Inde à l'Australie dans tout l'Orient et Extrême-Orient).

(1) Sur la base d'un salaire horaire de 2 dollars 04 pour l'ouvrier américain et de 261 francs pour l'ouvrier français (salaire de l'ouvrier professionnel de l'industrie des métaux de la région parisienne).

Avec un chiffre d'affaires de 7,3 milliards de dollars et des bénéfices nets qui se sont élevés, en 1956, à 808 millions de dollars, le groupe de la Standard Oil et des sociétés qui lui sont affiliées tient la tête des grandes compagnies pétrolifères internationales.

En 1956, cette Société a eu une production de 116 millions de tonnes, soit 14 p. 100 de la production mondiale.

Sa production totale brute se répartit entre la Creole Petroleum Corporation, au Venezuela, pour 45 p. 100 ; la Humble Oil, aux Etats-Unis, pour 22 p. 100, et le groupe d'Arabie Séoudite, pour 13 p. 100.

La Standard a raffiné 122 millions de tonnes de pétrole en 1956, soit 15 p. 100 du raffinage mondial. Sa flotte de tankers, si l'on tient compte de ses filiales, dépasse 100 unités.

Les effectifs de son personnel s'élèvent à 156.000 personnes et le Département de la Recherche, dont le budget atteint 37 millions de dollars, emploie plus de 3.000 personnes.

Cette Société avait 403.000 actionnaires au 31 décembre 1956.

B. — *Visite de la raffinerie de Baton Rouge.*

La délégation a visité, le jeudi 19 septembre, la raffinerie de l'Esso Standard à Baton Rouge.

Cette raffinerie, dont la construction commença en avril 1909, raffinait à l'origine 2.000 barils (soit 280 tonnes) par jour et couvrait 213 acres (soit 86 hectares). Actuellement, sa capacité journalière est de 340.000 barils (soit 50.000 tonnes) et elle s'étend sur 1.400 acres (soit 443 hectares).

Cette raffinerie, la plus grande des Etats-Unis et sans doute du monde depuis que la raffinerie d'Abadan ne marche plus à pleine capacité, occupe 7.000 ouvriers et verse 48 millions de dollars de salaires.

Cette seule raffinerie suffirait à approvisionner la France pour sa consommation annuelle de produits pétroliers.

La délégation a visité 2 unités de première distillation dont une a une puissance de 11.000 tonnes par jour. Chaque unité coûte 7 millions de dollars et il ne faut que 3 employés pour la faire marcher.

Le pétrole brut arrive à la raffinerie de Louisiane, du Mississipi, de l'Arkansas et du Texas par pipe-lines. Les produits finis quittent la raffinerie par pipe-lines, pétroliers, transatlantiques, péniches, voies ferrées ou routes.

Au cours de sa visite de l'usine, la délégation a pu observer la mise en boîtes de l'huile pour moteur sur une chaîne fonctionnant à très grande vitesse : 400 boîtes remplies, fermées et emballées à la minute.

Comme dans toutes les raffineries visitées antérieurement, notamment en France, la délégation a observé la présence de très peu de personnel, mais a été frappée par l'immensité des installations de raffinage auxquelles sont adjointes des installations de pétrochimie.

CHAPITRE IV

LA SIDERURGIE

I. — Importance et caractéristiques de la Sidérurgie américaine.

1° Importance.

Dans la production mondiale d'acier qui a atteint 283 millions de tonnes en 1956, la Sidérurgie américaine tient une place de tout premier ordre avec 105 millions de tonnes; durant la même année, l'Europe Occidentale a produit 70 millions de tonnes d'acier; l'Europe de l'Est, 69; le Commonwealth, 35; l'Amérique latine, l'Afrique et le reste du monde, moins de 18.

On trouvera en outre, dans le tableau ci-dessous, la comparaison de l'évolution de la production franco-sarroise d'acier brut et de la production des Etats-Unis depuis 1913 :

TABLEAU N° 8

Production d'acier brut aux Etats-Unis.

(En tonnes métriques.)

ANNEES	FRANCE ET SARRE	U. S. A.
1913 (1).....	9.053.000	31.803.000
1929	11.920.000	57.336.000
1949	10.909.000	70.742.000
1952	13.690.000	84.522.000
1953	12.681.000	101.253.000
1954	13.432.000	80.117.000
1955	15.797.000	106.164.000
1956	16.817.000	104.532.000

(1) Pour avoir des chiffres comparables, la production de la Moselle et celle de la Sarre ont été ajoutées à la production française de 1913.

Par rapport à 1913, la production américaine de 1956 est en augmentation de 228 p. 100, alors que la production franco-sarroise n'a augmenté dans le même temps que de 85 p. 100, c'est-à-dire que la production d'acier des Etats-Unis a progressé en moyenne de 5,5 p. 100 par an depuis 1913, tandis que, pendant la même période, la production franco-sarroise n'augmentait annuellement que de moins de 2 p. 100.

Or, cette production considérable n'a pas eu de difficulté à trouver des débouchés et certains pensent que la consommation d'acier doit s'accroître aux Etats-Unis de 2 millions de tonnes par an durant les dix prochaines années, et que d'ici 1980 la sidérurgie américaine devra, pour satisfaire la demande, augmenter sa capacité d'environ 69 millions de tonnes métriques.

2° Structure.

La sidérurgie américaine est à la fois très concentrée et très intégrée verticalement.

Au cours de l'année 1956, la production s'est répartie entre les grandes sociétés de la façon suivante :

United States Steel : 33 millions de tonnes.

Bethlehem Steel : 18 millions de tonnes,

Republic Steel : 9 millions de tonnes,

c'est-à-dire que les trois plus grandes sociétés produisent à elles seules près de 60 p. 100 de l'acier des Etats-Unis. Viennent ensuite cinq producteurs moyens dont les productions varient entre 4 et 5 millions de tonnes (Youngstown Sheet and Tube Co, National Steel, Jones et Laughlin, Armco Steel, Inland Steel) qui représentent ensemble environ 20 p. 100 de la production. Enfin, un cinquième de la production est le fait, soit de très petits producteurs, soit de groupes de sociétés de capacité plus modeste, telles que Colorado Fuel, qui sont à l'échelle européenne.

L'industrie sidérurgique américaine est non seulement très concentrée, mais également très intégrée verticalement.

La plupart des sociétés ne se contentent pas de produire des aciers bruts de laminage, mais presque toutes font des tubes, plusieurs des produits tréfilés, et certaines ont des ateliers de construction métallique très importants (l'U. S. Steel et Bethlehem Steel produisent ensemble 50 p. 100 de la construction

métallique des Etats-Unis), des chantiers navals et fabriquent même des produits utilisés tels quels par l'industrie mécanique, ou même des biens de consommation tels que les meubles métalliques.

Cette intégration est non seulement très développée en aval vers les industries de transformation, mais également en amont puisque la plupart des sociétés sidérurgiques américaines contrôlent des mines de charbon et de fer. C'est ainsi que l'U. S. Steel est le second producteur de charbon des Etats-Unis et que les plus importantes sociétés sidérurgiques, indépendamment des mines de fer qu'elles possèdent, se préoccupent de mettre en valeur des sources de minerai extérieures (Vénézuéla, Libéria, Labrador).

En bref, la structure américaine est plus voisine de celle de la sidérurgie allemande que de la sidérurgie française dont les liens avec les mines de charbon ont été rompus par la nationalisation des houillères et qui, d'une manière générale, sont assez peu intégrées vers le bas.

3° La consommation de produits sidérurgiques aux Etats-Unis.

Les livraisons d'acier par grands secteurs d'utilisation peuvent être estimées en pourcentage de la façon suivante :

Automobile	48,4	p. 100.
Négoce	48,6	—
Construction	46,5	—
Emballages et containers.....	7,6	—
Chemins de fer.....	6	—
Machines et outillage.....	5,4	—
Equipement ménager.....	5,1	—
Exportation	3,4	—
Armée	3,4	—
Industries électriques.....	2,6	—
Forge	1,8	—
Boulonnerie, visserie.....	1,7	—
Agriculture	1,5	—
Constructions navales.....	1,1	—
Divers (dont demi-produits pour relaminage 4,5).....	6,9	—

100 p. 100.

L'essentiel de la demande provient donc à la fois des industries produisant des biens de consommation et de la construction qui comprend aussi bien les immeubles d'habitation ou industriels que la construction de ponts, l'équipement pétrolier, l'équipement portuaire, etc.

L'industrie automobile, celle des appareils ménagers et l'industrie de la conserve constituent pour la sidérurgie américaine des débouchés qui ne cessent de croître. Ainsi s'explique l'importance prise par les produits plats minces qui représentent, en tonnage, 50 p. 100 de la production totale d'acier.

En outre, l'étendue du territoire américain implique des besoins considérables pour l'équipement routier, ferroviaire et portuaire, tandis que l'existence d'une énorme industrie pétrolière explique la consommation de tubes utilisés tant pour le forage que pour le transport.

II. — La Bethlehem Steel Corporation.

1° Généralités.

La délégation a visité, le lundi 9 septembre 1937, l'usine de Bethlehem de la Bethlehem Steel Corporation

Cette société, dont la production était de 670.000 tonnes en 1914, près de 8 millions de tonnes en 1939, 10 millions de tonnes en 1946, près de 14 millions de tonnes en 1954, a produit 18 millions de tonnes d'acier en 1956, soit 40 p. 100 de plus que la France, ou 83 p. 100 de la production britannique et près de 80 p. 100 de la production de la République Fédérale d'Allemagne Occidentale. *Elle occupe ainsi la sixième place sur le plan mondial après les Etats-Unis dans leur ensemble, l'U. R. S. S., l'U. S. Steel, l'Allemagne Fédérale et la Grande-Bretagne.*

Cette compagnie fut fondée en 1850, sous le nom de Bethlehem Iron Works.

Son développement fut rapide : en 1901, elle fut achetée par M. Charles M. Schwab, sous le nom de Bethlehem Steel Company et, en 1910, elle produisait 538.000 tonnes d'acier. Pendant la première guerre mondiale, la Bethlehem acheta un certain nombre de sociétés et devint, en 1919, la Bethlehem Steel Corporation.

Elle poursuit ses mouvements de concentration en rachetant, en 1922, la Sackawanna Steel Company à proximité d'usines Ford et, en 1923, l'usine de Cambria à Johnston, puis elle se rendit acquéreur, en 1930, des sociétés qui forment maintenant la Pacific Coast Steel Corporation avec les usines de Seattle, San Francisco et Los Angeles.

Enfin, en 1931, elle racheta la Mc Clintic-Marshall Corporation spécialisée dans les grandes constructions en acier comme le pont George Washington. Elle devint ainsi la plus grande organisation du monde pour les aciers destinés à la construction métallique, en sorte que, de 1940 à 1945, la Bethlehem a construit seule 40 % des navires de guerre et tient maintenant une place très importante dans la construction de la flotte pétrolière.

Depuis la seconde guerre mondiale, la Bethlehem, pour faire face à la demande croissante d'aciers, augmenta la capacité des usines existantes, solution préférée à la construction de nouvelles usines en raison de son prix de revient moins élevé.

Enfin, afin de faire face à la diminution de production de minerai de fer des mines du Minnesota, la Bethlehem a développé la production de mines de fer au Venezuela, participé à la mise en exploitation du gisement du Labrador et s'intéresse à certains gisements africains.

8.300 tonnes de charbon sont utilisées par jour dans les usines de la société.

La mise au mille est de 6.300 tonnes de coke pour 8.300 tonnes de fonte.

Au cours de l'exercice 1956, les recettes totales de la Bethlehem Steel ont atteint 2.343 millions de dollars affectés à concurrence de :

- 43 % aux achats ;
- 8 % aux impôts ;
- 4,4 % aux amortissements ;
- 3,8 % aux actionnaires ;
- 4 % au paiement d'intérêts ;
- 36,7 % aux salaires directs.

La valeur comptable des investissements utilisés actuellement s'élève à 1.650 millions de dollars, mais la valeur réelle de ces investissements est trois fois supérieure.

En 1956, le revenu net de cette société a atteint 161 millions de dollars, tandis qu'elle a payé 182 millions de dollars d'impôts.

96 % de la production sont vendus aux Etats-Unis et plus de 2 % au Canada ; moins de 2 % donc, dans le reste du monde, mais les exportations indirectes sous forme d'automobiles, locomotives, matériels, peuvent atteindre 10 %.

Un centre de recherches doit être construit, centralisant tout ce qui existe actuellement au sein de la Société. Vingt-cinq millions de dollars sont prévus pour son financement et 600 ingénieurs y travailleront.

La Bethlehem Steel Corporation a 110.000 actionnaires dont 52 % de femmes. Les membres du conseil d'administration, qui sont souvent des employés de la société, élus annuellement par les actionnaires, tiennent une réunion de travail deux fois par semaine.

2° L'usine de Bethlehem.

La délégation a visité l'usine située à Bethlehem, à l'endroit où se trouve le siège social de la Société.

Cette usine a une longueur de 4,50 miles (soit 7,2 kilomètres) et emploie 25.000 personnes plus 4.000 employés au bureau central ; une ligne de chemin de fer comprend 250 kilomètres de voies normales et de voies étroites.

Elle comprend :

7 hauts fourneaux ; 6 fours Martin basiques d'une production, chacun, de 140 tonnes par coulée (il y a 3 coulées par jour) ; 2 fours Martin acides ; 1 four électrique de 25 tonnes ; 4 fours électriques de 50 tonnes, et 1 batterie de four à coke ; 16 fours Martin basiques produisant 3 coulées de 160 tonnes d'acier par jour et par four ; 4 fours Martin acides produisant 235 à 245 tonnes d'acier par jour et par four.

La consommation de minerai de l'usine est de plus de 4 millions de tonnes par an, 60 % provenant du Minnesota, tandis que l'on achète du minerai de haute qualité au Venezuela, au Chili, en Afrique, en Suède...

La capacité des hauts fourneaux a été doublée par leur modernisation :

- le troisième a une production de 1.300 tonnes/jour ;
- le quatrième a une production de 1.600 tonnes/jour ;
- le cinquième a une production de 900 tonnes/jour ;
- le sixième et le septième ont une production de 700 tonnes/jour.

L'usine produit deux qualités de fonte : fonte de moulage et fonte destinée à la production d'acier.

Cette usine est la sixième du monde mais la plus diversifiée dans ses productions.

Elle dispose de fonderies pour fabriquer des cylindres de laminoirs, des lingotières, des moulages.

100 millions de dollars d'investissements ont été effectués dans l'ensemble de l'usine au cours des deux dernières années.

CHAPITRE V

INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

I. — L'industrie automobile.

1° *La place de la production automobile des Etats-Unis dans la production mondiale.*

Le nombre des véhicules automobiles en service dans le monde a dépassé 100 millions au début de 1957, à raison de 78,8 millions de voitures particulières, de 23,2 millions de camions et de plus de 700.000 autocars.

Le parc automobile mondial étant estimé à 44 millions de véhicules au début de la dernière guerre mondiale, le taux d'accroissement moyen annuel a été, depuis 1939, d'environ 5 p. 100 pour tous véhicules.

Dans les trois dernières années écoulées (1954, 1955 et 1956), l'accroissement mondial des véhicules automobiles a atteint 8 p. 100.

En supposant qu'il revienne au taux moyen annuel de 5 p. 100, il y aurait 200 millions de véhicules dans le monde en 1970.

Avec leurs 170 millions d'habitants, les Etats-Unis possèdent un peu plus de 54 millions de voitures et 10 millions et demi de camions et autocars, soit 63 p. 100 du parc automobile mondial, c'est-à-dire qu'il y a aux Etats-Unis une voiture particulière pour un peu plus de trois habitants. (En France, le parc automobile de voitures particulières étant voisin de 3 millions et demi, il y a environ une voiture pour douze habitants.).

Malgré ce développement, l'extension du parc automobile des Etats-Unis est assurée par l'accroissement de la population qui est environ de 1,6 p. 100 par an et par la propension des familles américaines à acquérir une seconde ou même une troisième voiture.

On trouvera dans le tableau ci-dessous l'évolution du parc automobile mondial comparé à celui des Etats-Unis dans les trois dernières années par rapport à 1940 :

TABLEAU N° 9

Evolution du parc automobile mondial et de celui des Etats-Unis
(En milliers d'unités au début de l'année.)

	1940	1955	1956	1957
Etats-Unis	30.294	58.050	62.040	64.601
Monde	44.629	88.311	95.467	102.823
Dont:				
Voitures	36.200	67.007	73.117	78.815
Camions et cars.....	8.429	21.067	22.304	23.961
Véhicules non spécifiés.....	»	237	46	52

Quant à la production mondiale des véhicules automobiles, elle a atteint son maximum en 1955 avec 13 millions et demi de véhicules, dont 10.917.000 voitures particulières et 2.625.000 camions et cars.

TABLEAU N° 40

Production de véhicules automobiles dans le monde
et dans quelques grandes puissances industrielles en 1955 et 1956.
(En milliers d'unités.)

	VOITURES particulières.		CAMIONS et cars.		TOTAL	
	1955	1956	1955	1956	1955	1956
Total pour le monde.....	10.917	8.925	2.625	2.570	13.542	11.495
Dont:						
Etats-Unis	7.920	5.816	1.249	1.104	9.169	6.920
Allemagne occidentale.....	706	845	203	228	909	1.073
Royaume Uni.....	897	707	341	299	1.238	1.006
France	560	663	164	164	724	827
U. R. S. S.....	107	98	337	367	444	465

En 1956, la production automobile mondiale n'a atteint que 11 millions et demi de véhicules, soit une diminution de 2 millions par rapport à la production de 1955. Cette diminution est essentiellement imputable au vif recul enregistré aux Etats-Unis où la production est tombée de 9.200.000 en 1955 à 6.900.000 en 1956. Ce recul semble être la conséquence de la forte production de 1955 et des stocks pléthoriques qui en ont résulté.

2° *L'organisation de la production automobile aux Etats-Unis.*

Pour les voitures particulières, il existait encore aux Etats-Unis, en 1953, huit producteurs; les trois grands: General Motors, Ford, Chrysler, ainsi que les sociétés Nash, Hudson, Studebaker, Packard et Kaiser Motors Corporation.

En 1954, Nash et Hudson se sont regroupés dans l'American Motors Corporation et Studebaker et Packard ne forment plus qu'une seule société. Enfin, la Kaiser Motors Corporation a arrêté sa production en 1956.

Parmi les sociétés qui restent en présence :

— la General Motors a assuré en 1956 plus de la moitié de la production américaine (plus de 52 p. 100);

— le groupe Ford, un peu plus de 27 p. 100;

— le groupe Chrysler, environ 15 p. 100;

— et les petits producteurs, essentiellement l'American Motors, un peu moins de 5 p. 100.

En 1957, l'ordre de grandeur restant le même, les pourcentages se seraient modifiés au détriment de General Motors et en faveur de Chrysler et de Ford.

On trouvera dans le tableau ci-dessous la production des voitures américaines selon les principales marques, en 1954, 1955 et 1956.

TABLEAU N° 11

Production des voitures américaines par marques.

	1954	1955	1956
Total	5.508.637	7.812.365	5.806.756
Dont:			
Groupe American Motors:			
Nash	63.331	109.120	17.841
Hudson	28.026	52.672	7.182
Rambler	»	»	79.162
	91.357	161.792	104.185
Groupe Chrysler:			
Plymouth	399.899	742.991	451.918
Dodge	151.764	313.038	208.820
Chrysler	101.739	176.039	105.490
De Soto	69.844	129.767	104.395
	723.246	1.361.836	870.623
Groupe Ford:			
Ford	1.394.758	1.764.524	1.373.542
Mercury	256.730	434.911	246.628
Lincoln	35.726	39.995	48.995
	1.687.214	2.239.430	1.669.165
Groupe General Motors:			
Chevrolet	1.414.257	1.830.037	1.621.018
Buick	531.463	781.296	535.364
Oldsmobile	433.810	643.460	432.903
Pontiac	370.887	581.860	332.268
Cadillac	123.746	153.234	140.873
	2.874.263	3.989.987	3.062.426
Groupe indépendant:			
Studebaker	85.252	112.391	82.955
Packard	27.593	69.667	13.432
Willys	11.023	4.778	(1)
Kaiser	5.455	1.021	(1)
	129.323	187.857	96.387
Cneckercab	»	»	3.970

(1) Ont arrêté leur fabrication.

Dans la crise que l'industrie automobile a traversée durant l'année 1936, la General Motors semble avoir mieux défendu ses positions que ses concurrents.

3° *Le marché des automobiles européennes aux Etats-Unis.*

Durant le premier trimestre de 1937, les importations américaines de voitures étrangères ont été supérieures à 51.000 contre 21.000 pour le premier trimestre de 1936 et l'on prévoit que, pour l'ensemble de l'année, 200.000 voitures étrangères seront vendues aux Etats-Unis.

Or, cette augmentation des ventes de voitures de fabrication étrangère se produit à un moment où les ventes de voitures américaines sur le marché intérieur s'avère beaucoup plus difficile. Il est en effet admis qu'en 1937, il sera vendu aux Etats-Unis environ 6 millions de voitures automobiles, soit sensiblement autant qu'en 1936 et 2 millions de moins qu'en 1935.

Sans doute, ces importations d'automobiles ne représentent qu'environ 4 p. 100 des ventes totales des constructeurs américains. Il n'en reste pas moins qu'il y a une place sur le marché américain pour la voiture européenne de petites dimensions qui représente la seconde ou même la troisième voiture acquise par une même famille.

La petite voiture européenne est en effet d'un prix généralement inférieur à celui de n'importe quel modèle américain. Son exploitation et son entretien sont plus économiques et seules les familles les plus aisées étant en situation d'acheter deux voitures d'un prix élevé, les acheteurs de voitures étrangères se révèlent appartenir à la catégorie des revenus moyens.

Dans ce marché ouvert à la voiture étrangère, deux constructeurs français ont pris une place importante : Renault et Simca, qui ont exporté aux Etats-Unis, durant l'année 1937, respectivement 35.000 et 14.500 voitures.

Il y a donc un progrès certain puisque la France n'avait exporté aux Etats-Unis, en 1935, que 1.511 voitures ; mais sur ce marché, les constructeurs français ont à lutter contre une double concurrence, celle de Volkswagen d'une part, et notamment de la Ford anglaise, d'autre part.

4° Usines visitées.

A. — *Ford*. — C'est en 1893 qu'Henri Ford commença à construire sa première automobile à deux cylindres que la délégation a pu voir au musée Ford de Detroit. Il quitta, en 1879, la société d'électricité Edison pour se consacrer à l'automobile et, le 16 juin 1903, à l'âge de trente ans, fonda la Ford Motor Company.

En 1903, il vendit 1.700 voitures dans l'année et le succès vint en 1908 avec la construction du fameux modèle T.

De 1908 à 1927, la Société Ford construisit 13 millions de ces véhicules et, dès 1913, Ford fut le promoteur de la nouvelle méthode d'assemblage à la chaîne qui permit de monter les pièces des châssis en 1 heure 33 au lieu de 14 heures et de porter la production à 1.000 véhicules par jour.

Après la première guerre mondiale, l'affaire prit un essor extraordinaire et sa production atteint près de 2 millions de véhicules en 1923.

En 1928 a été créé le modèle A puis en 1932, la Ford V. 8.

A la mort de son fils Edsel en 1943, Henri Ford reprit, à quatre-vingts ans, la présidence de la société, jusqu'à ce que son petit-fils, Henri Ford II, fût en âge de le remplacer en 1943. Henri Ford mourut en 1947. Actuellement ce sont les fils d'Edsel Ford et petit-fils du fondateur, qui président aux destinées de la société.

On peut estimer que, depuis 1903, environ 33 millions de véhicules sont sortis des usines Ford aux Etats-Unis.

La délégation a visité l'usine située le long de « Rouge River » de la Ford Motor Company près de Detroit, dans l'Etat de Michigan.

Cette usine géante s'étend sur 1.212 acres, soit 490 hectares, parcourus par 176 kilomètres de voies ferrées. Elle occupe environ 60.000 personnes et verse un montant de salaires journalier de 1.230.000 dollars.

Cette usine est un exemple d'intégration complète puisqu'on y reçoit le charbon et le fer et qu'on peut y observer le cycle sidérurgique complet avec cokerie, haut fourneau et aciérie avant de s'intéresser à la fabrication des automobiles.

Toutefois, depuis la deuxième guerre mondiale, la société a procédé à une certaine déconcentration et a créé des usines d'assemblage et de fabrication de pièces détachées au nombre de vingt dans différents Etats.

Aux usines d'assemblage s'ajoutent les dépôts de pièces détachées répartis sur tout le territoire des Etats-Unis, qui constituent un vaste réseau permettant aux vendeurs de s'approvisionner facilement en pièces détachées.

La division visitée par la délégation sort 1.050 voitures par jour de seize heures, soit une voiture toutes les cinquante-cinq secondes. L'assemblage de la voiture dure une heure dix et la fabrication entière vingt et une heures.

L'ensemble des usines Ford produit 10.000 véhicules par jour, dont 80 p. 100 environ d'automobiles de tourisme.

La chaîne que la délégation a vue en fonctionnement ne se différencie pas de ce que l'on peut voir chez les grands constructeurs d'automobiles français, avec toutefois une complication supplémentaire due, non seulement aux nombreuses couleurs de carrosserie, mais également au nombre de types de carrosserie différents devant s'adapter sur un même châssis.

La délégation a également visité une partie de la chaîne d'usinage des moteurs et, là également, il ne lui a pas semblé que les procédés employés fussent, techniquement, plus évolués que ceux qu'elle avait pu observer en France, notamment à la Régie Renault. Toutefois, la délégation n'a passé que relativement peu de temps dans les usines Ford et il est possible que d'autres ateliers soient plus avancés sur le chemin de l'automatisation.

B. — *General Motors*. — La délégation a visité le Centre technique de General Motors et a pu voir, notamment, les deux automobiles expérimentales Fire Bird I et II exposées dans le hall du bâtiment central, et qui avaient d'ailleurs été présentées publiquement, soit en France, soit aux Etats-Unis, soit dans d'autres pays depuis une ou plusieurs années.

En raison des consignes très strictes, notamment pendant la période qui précède la sortie des nouveaux modèles, la délégation n'a pu être informée sur l'activité du centre technique de General Motors ni voir aucun de ses éléments constitutifs.

Cette visite, intéressante sur le plan de l'esthétique industrielle, quant à la conception d'ensemble et à la réalisation des immeubles du centre technique, ainsi que par l'emploi des couleurs utilisées et l'aspect révolutionnaire de certains escaliers; n'a présenté aucun intérêt sur le plan de la technique automobile et la délégation ne peut s'empêcher de le regretter.

Il est certain qu'à l'heure actuelle, General Motors représente le plus grand des Trois Grands, ce qui n'est pas sans lui causer quelques difficultés avec le Département de la Justice en ce qui concerne l'application de la loi antitrust.

Il est certain également que General Motors a une puissance financière de tout premier ordre. Elle s'est constamment assurée, de 1948 à 1953, des bénéfices dépassant 20 p. 100 du capital investi qui ont atteint, en 1953, 2 milliards et demi de dollars avant impôts, et 1.200 millions après paiement des impôts.

En outre, General Motors fait partie d'un groupe particulièrement puissant comprenant Du Pont de Nemours qui contrôle une partie de son capital social, et l'United States Rubber.

II. — La construction électrique.

La délégation a visité, au cours de son séjour aux Etats-Unis, l'usine de la Westinghouse Corporation située près de Pittsburgh, et l'usine d'Emerson Radio and Phonograph Corporation située à Jersey City, près de New-York.

1° *La Westinghouse Corporation.*

Cette société fut fondée par George Westinghouse, troisième promoteur de l'industrie électrique américaine, à côté de Thomas Edison et d'Elie Thomson.

C'est vers 1886, alors qu'il était déjà industriel réputé comme inventeur du frein à air comprimé, que George Westinghouse se lança dans l'industrie de l'éclairage et de la force électrique, et surtout dans la technique du courant alternatif.

En France, la Westinghouse possède une participation importante dans la société « Le Matériel Electrique » qui travaille selon les brevets Westinghouse et fait partie du groupe Schneider.

Le chiffre d'affaires de la Westinghouse Corporation a atteint, en 1956, 1.525 millions de dollars, soit 6 p. 100 de plus qu'en 1955, mais 100 millions de dollars de moins environ qu'en 1954.

A la fin de 1956, le personnel employé par ce groupe atteignait 125.000 personnes contre 115.000 en 1955. Quant aux actionnaires, ils étaient 143.000 à la fin de l'année 1956.

La production de la société s'est répartie, en 1956, de la façon suivante :

- 57 p. 100 pour l'équipement ;
- 26 p. 100 en biens de consommation durables ;
- 17 p. 100 en matériels destinés à la défense nationale.

Comme beaucoup de grosses sociétés américaines, la Westinghouse achète une partie des produits nécessaires à ses fabrications à de nombreux sous-traitants. En 1956, 20.000 sociétés lui ont fourni une production d'une valeur totale de 917 millions de dollars. Parmi ces 20.000 fournisseurs, 18.000 employaient moins de 500 personnes.

Enfin dans ses 200 laboratoires, 6.000 ingénieurs, savants et techniciens recherchent la mise au point de nouveaux procédés et de nouvelles fabrications.

La délégation a visité à East Pittsburgh une usine de gros matériel électrique, et a notamment remarqué la fabrication d'alternateurs de très grosse puissance atteignant jusqu'à 300.000 kW, pour lesquels était employé le système des conducteurs creux à refroidissement par air ou par hydrogène.

L'usine visitée comprend 18.000 salariés et son chiffre d'affaires est de 250 millions de dollars par an.

Sur le plan des salaires, des congés payés, de la retraite et de l'organisation sociale en général, la délégation a recueilli les renseignements suivants :

Le salaire varie de 2,20 dollars à 3,50 dollars, avec une moyenne de 2,70 dollars, ces chiffres pouvant être augmentés ou diminués selon le rendement de l'ouvrier.

La durée des congés payés varie d'une semaine pour l'ouvrier qui a une année de présence, à trois semaines au maximum après quinze années de présence. Il existe en outre sept jours fériés payés par an.

Le personnel de bureau a deux semaines de congés payés après un an de service et trois semaines après quinze ans.

En cas de maladie, l'ouvrier n'est pas payé, mais il participe à un programme d'assurance contre les accidents et la maladie dans le cadre de la société, financé à concurrence d'un tiers par l'ouvrier et de deux tiers par la société.

En fonction de son salaire, il reçoit, en cas de maladie, une indemnité de 55 à 100 dollars par semaine, pendant vingt-six semaines.

Dans le cadre de l'usine, un service médical comprenant cinq médecins et dix-huit infirmières, soigne le personnel accidenté ou malade pendant la durée du travail, mais ce service ne s'occupe pas de la famille de l'ouvrier qui est toutefois protégée dans le cadre du programme d'assurance.

En ce qui concerne le chômage, la responsabilité en est supportée par l'Etat de Pennsylvanie, la société contribuant au fonds de chômage en versant un pourcentage déterminé (environ 2 p. 100) sur les salaires bruts plafonnés à 3.000 dollars.

La retraite est obligatoire à soixante-cinq ans mais elle peut être prise dès soixante ans.

La retraite des ouvriers de la Westinghouse a pour base 2,25 dollars multipliés par le nombre de mois de service. Il existe, en outre, un programme complémentaire volontaire pour les employés : pour chaque dollar versé par l'employé, la société verse 3 dollars.

Le salarié doit, cinq ans avant de prendre sa retraite, choisir entre une retraite pour lui seul ou une retraite éventuellement réversible sur sa veuve.

Il existe quatre syndicats au sein de la société :

— le syndicat international des mécaniciens et des électriciens I. U. E., affilié à la fédération A. F. L.-C. I. O. ; 10.500 ouvriers de l'usine sont affiliés à ce syndicat ;

— l'association des employés salariés de Westinghouse ; 4.500 membres ;

— le syndicat des ouvriers modeleurs ;

— l'association indépendante de la police.

Dans l'ensemble des Etats-Unis, la société a affaire avec cinquante-quatre syndicats.

La société a éprouvé, depuis la fin de la guerre, deux grèves ; la première immédiatement après la guerre, la deuxième en mars 1956, qui a duré sept mois.

2° *Emerson Radio and Phonograph Corporation.*

La délégation a visité, le mardi 24 septembre, Emerson Radio and Phonograph Corporation.

Cette société, qui emploie environ 4.000 personnes et dont le chiffre d'affaires a atteint, en 1956, 30 millions de dollars et le bénéfice 70.000 dollars, a pour activité la production de récepteurs courant de radio et télévision et la fourniture au Gouvernement d'équipements électroniques.

La production de récepteurs de radio atteint aux Etats-Unis près de 15 millions, dont 7 millions de récepteurs pour automobiles ; le nombre de postes en fonctionnement est d'environ 100 millions. Quant à la télévision, la production annuelle est voisine de 7 millions de récepteurs et le nombre de postes en fonctionnement est supérieur à 40 millions.

Le marché de la radio et de la télévision est un marché difficile à conquérir car la production est sensiblement plus importante que la demande. On estime, en effet, qu'en face de l'offre de 7 millions de postes de télévision, la demande n'atteint que 5 millions et demi à 6 millions, et une entreprise qui ne peut pas obtenir pour ses produits 5 p. 100 du marché n'a pas la possibilité de vivre.

Les principaux producteurs de postes récepteurs de radio et de télévision sont :

1° R. C. A. (Radio Corporation of America) ; 15 p. 100 du marché ;

2° Philco : 13 p. 100 ;

3° La branche radio de General Electric : 13 p. 100 ;

4° Admiral : 11 p. 100 ;

5° Motorola : 7 p. 100 ;

6° A égalité : Zenith : 6 à 7 p. 100, et Emerson : 6 à 7 p. 100 ;

8° Magnovox.

Vient ensuite la branche radio de Westinghouse.

Ces différentes sociétés font 94 % de la production. Il existe, en plus, une dizaine de maisons qui produisent 5 à 10.000 appareils par an.

En ce qui concerne la radio proprement dite, Emerson vient en tête avec 12 à 13 % et, ensuite, General Electric.

L'avantage de la production américaine est d'être concentrée entre 10 producteurs principaux et 20 petits producteurs. Il faut également signaler la place prise dans la production américaine par les appareils transportables, et surtout les appareils à transistors comme le nouveau poste Emerson à 8 transistors qui est vendu à raison de 1.600 exemplaires par jour. Ces appareils transportables représentent 25 % de la production de la société.

La délégation a visité une partie des ateliers d'Emerson Radio. Cette société pratique une politique totalement opposée à celle de l'intégration. Elle achète la plupart des pièces constituant les appareils qu'elle vend. Chaque approvisionnement donne lieu à 8 ou 10 appels d'offre et la société choisit plusieurs fournisseurs pour chaque pièce, afin d'avoir une sécurité absolue d'approvisionnement. Elle impose à ses fournisseurs non seulement des spécifications de qualité, mais également un échelonnement rigoureux des livraisons.

La délégation a pu observer le fonctionnement d'une chaîne de montage de récepteurs de télévision qui comporte 400 postes de travail successifs avec une cadence d'avancement de 40 secondes. A pleine capacité, cette chaîne produit 2.000 appareils par jour.

La main-d'œuvre d'exécution affectée aux chaînes de fabrication peut être aisément mutée ou remplacée. L'apprentissage d'une nouvelle ouvrière pour la chaîne de montage des récepteurs demande en effet deux jours. L'adaptation d'une ouvrière travaillant déjà sur une chaîne annexe où sont effectués les montages partiels ou des opérations de préparation de petites pièces détachées, ne demande en général que dix minutes.

La vente de la production de la société est effectuée par l'intermédiaire de 92 distributeurs et de 20.000 agents.

En outre, la société comprend un service des ventes constitué de 5 ingénieurs inspecteurs qui visitent les revendeurs et fournissent à la direction commerciale des rapports sur l'équipement et la compétence technique de ses agents. En outre, elle organise des stages de huit jours dans l'usine pour les techniciens des revendeurs.

La délégation a également visité le service des recherches et d'exploitation industrielle de la recherche. La transposition de la maquette réalisée par le service des recherches, en production de séries, s'effectue de la façon suivante :

On établit d'abord un dossier provisoire de la maquette puis on réalise deux prototypes dont l'un est envoyé pour essai chez un distributeur et l'autre essayé par le service Engineering qui doit notamment en étudier les facilités d'exploitation. Puis a lieu l'établissement des dessins de fabrication, des spécifications nécessaires et des normes de contrôle et d'essai. On passe alors la commande des outillages nécessaires et l'on procède au lancement d'une pré-série de 25 appareils en utilisant les outillages de fabrication et les pièces détachées prévus pour la série. Enfin, a lieu le lancement des séries.

III. — La production aéronautique.

L'industrie aéronautique est un domaine de l'activité humaine extrêmement récent en Europe comme aux U. S. A. Cette industrie est née en France, en Grande-Bretagne et en Allemagne.

En 1940, l'industrie aéronautique américaine n'était pas différente de celle de chacune de ces trois pays. Mais la guerre 1939-1945 a tout bouleversé et la production aéronautique américaine, qui n'atteignait encore que 12.804 avions en 1940 (6.019 avions militaires et 6.785 avions civils) s'est élevée progressivement à :

26.000 appareils en 1941 ;

47.800 appareils en 1942 ;

85.900 appareils en 1943 ;

96.000 appareils en 1944.

Durant ces trois dernières années, il ne s'est agi que d'une production militaire.

En 1945, la production est retombée à moins de 50.000 appareils et elle n'était plus, en 1954, que de 13.900 appareils dont 10.500 avions militaires et 3.400 avions civils.

Il faut signaler également une évolution de la localisation des industries aéronautiques qui, en 1940, étaient concentrées dans les Etats industriels du Nord-Est des Etats-Unis.

Actuellement, la plus forte concentration de personnel employé dans la construction aéronautique se trouve en Californie avec 29,6 % du total, l'Etat de New York gardant cependant un pourcentage de 15 % dans ce secteur.

Les usines de Lockheed sont situées à Marietta (Géorgie) avec 14.500 employés, à Burbank (Californie) avec 31.000 employés, et à Van Nuys (Californie) pour les engins télé-guidés.

Toutefois, certaines personnalités estiment que la concentration près de Los Angeles d'usines de construction aéronautique employant 185.000 personnes est un non-sens au regard de la stratégie atomique actuelle.

La délégation a visité, le mardi 17 septembre, les usines de la Lockheed Aircraft Corporation situées à Burbank, près de Los Angeles.

Ces usines, qui ont une superficie d'un millier de mètres carrés, sont bâties à la lisière d'un grand aérodrome qui était antérieurement l'aérodrome municipal de Los Angeles.

Actuellement, l'usine visitée emploie 31.000 ouvriers et employés sur un total, pour l'ensemble de la société, de 60.000 personnes.

Jusqu'à ces derniers temps, la Lockheed Aircraft Corporation ne construisait qu'un seul appareil civil : le Lockheed super-constellation, quadrimoteur à turbo-compresseur Wright, pouvant transporter de 47 à 99 passagers suivant l'aménagement, à une vitesse de croisière de 550 kilomètres à l'heure.

Depuis plusieurs mois, elle construit un nouvel appareil, le super-starliner, qui, à une vitesse de croisière de 340 miles (soit 550 kilomètres), pourra transporter 65 à 90 passagers. Le rayon d'action de cet avion varie de 5.000 à 7.000 miles (soit 8.000 à 11.000 kilomètres). Cet avion, que la Compagnie Air France possède déjà en plusieurs exemplaires, a accompli le parcours Los Angeles-Paris en 17 heures sans escale.

Au cours de sa visite de l'usine, la délégation a notamment remarqué, indépendamment des dimensions considérables des halls et des machines-outils courantes, une presse d'emboutissage de 8.000 tonnes.

Cette presse est installée dans l'un des ateliers de Lockheed. Son poids total est de 1.075 tonnes, elle a 11 mètres de hauteur au-dessus du sol, et son plateau mesure 9,12 m \times 1,82 m ; l'ouverture maximum est de 2,82 m ; la pression hydraulique atteint 204 kg/cm². Cette presse est utilisée pour le travail des tôles de forte épaisseur et pour la fabrication de panneaux à raidisseurs intégrés.

Les réservoirs des bouts d'ailes des Super Constellation sont emboutis sur cette presse ; ils sont constitués par deux coquilles de 4,62 m \times 1,12 m et la profondeur d'emboutissage atteint 56 cm. On utilise, pour cette opération une matrice en plastique à double effet de 13,5 tonnes.

Cette presse a deux vitesses, une vitesse d'approche assez grande jusqu'au contact et une deuxième vitesse au cours de laquelle s'exerce la haute pression. Elle peut être utilisée pour toutes sortes de travaux : emboutissage, découpage, poinçonnage, estampage, formage sur caoutchouc.

La délégation a également noté la présence d'un réfrigérateur à neige carbonique de 141 mètres cubes qui maintient les alliages légers à l'état mou entre chaque opération de formage. Il a 12,6 m de long sur 3,65 m de large et 3,20 m de profondeur. On peut donc introduire à l'intérieur des panneaux d'aile de Super Constellation.

Du réfrigérateur les pièces passent aux machines. Une feuille de caoutchouc interposée évite les rayures.

Enfin, la délégation a vu en fonctionnement la machine à reproduire Keller qui est utilisée pour la fabrication des matrices en acier et en kirksite. Un gabarit à commande électronique permet la reproduction des pièces à partir des modèles. La capacité de cette machine est de 3,04 m \times 1,52 m.

Signalons que la Société Lockheed construit uniquement les cellules mais ne réalise ni ses moteurs, ni ses hélices.

Enfin, la délégation a visité la maquette d'un quadri-réacteur que la société a construit à titre expérimental.

IV. — L'industrie pétrochimique.

La délégation a visité le lundi 16 septembre, à Los Angeles, une partie des installations de pétrochimie de la Shell Chemical Corporation, et également une usine de caoutchouc synthétique.

Ces installations dépendent du groupe Royal Dutch/Shell qui, en 1956, a assuré la production de 106 millions de tonnes de pétrole, soit 13 % de la production mondiale, a raffiné également 106 millions de tonnes, et disposé à la fin de 1956 d'une flotte pétrolière de 8,6 millions de tonnes dont 3 millions lui appartenant en propre.

L'ensemble des opérations et des différents revenus du groupe Royal Dutch/Shell pour 1956 a atteint l'équivalent de plus de 2.320 milliards de francs, laissant un bénéfice de 179,5 milliards.

On trouvera dans le tableau ci-dessous la comparaison des dépenses d'investissement et frais d'exploration effectuées en 1956 par rapport à 1955 par le groupe Royal Dutch/Shell.

TABLEAU N° 12

Dépenses d'investissement et frais d'exploration du groupe Royal Dutch/Shell en 1955 et 1956.

(En millions de livres sterling.)

	1955	1956	TOTAL 1952/1956
<i>Sociétés consolidées :</i>			
Frais d'exploration et droits de production de brut.....	53	86	270
Production	94	102	451
Raffineries et usines chimiques.....	86	94	361
Distribution	40	44	190
Transports maritimes.....	30	23	101
Divers	3	5	13
	306	354	1.386
Quote-part des sociétés non consolidées...	27	34	122
Total	333	388	1.508

1° *Pétrochimie.*

Le gaz de raffinerie et certains intermédiaires obtenus à partir de la distillation du pétrole brut ont ouvert la voie à une nouvelle méthode de fabrication de toute une série de produits chimiques dont le prix de revient est ainsi bien inférieur à celui résultant des procédés classiques de fabrication.

La gamme des produits de la « pétrochimie », qui s'étend chaque jour, comprend des produits de base, tels que l'alcool éthylique et les alcools butyliques et propyliques, les cétones, etc., et une grande quantité de solvants, de diluants et d'autres matières premières pour l'industrie des peintures et vernis, celle des résines synthétiques, des produits pharmaceutiques, des textiles, des produits photographiques, etc.

Les installations de pétrochimie de la Shell Chemical visitées par la délégation sont assez anciennes puisque les premières ont été construites en 1935. Comme presque toutes les usines semblables de la Shell elles sont édifiées à côté d'une raffinerie qui les alimente.

L'usine visitée a coûté 20 millions de dollars. Elle vend 30 % de ses produits sur la côte Ouest et 70 % sur la côte Est et à l'étranger. Toutefois, l'importance de sociétés comme Shell-Saint-Gobain en France a limité les exportations à l'étranger des usines américaines.

La Shell Chemical a 5 usines en Californie ; 1 à Denver, 1 à Houston, 1 à la Nouvelle-Orléans.

Elle dispose de services de vente dans toutes les régions des Etats-Unis.

Dans l'usine visitée par la délégation, il y a 240 employés, dont 80 employés de bureau ;

80 ouvriers faisant fonctionner les installations ;

80 ouvriers affectés à l'entretien.

L'usine fonctionne d'une manière continue mais la durée hebdomadaire de travail pour le personnel est de 40 heures, à raison de 8 heures pendant 5 jours.

Les ventes de la Shell Chemical atteignent 150 millions de dollars et ses bénéfices nets varient de 10 à 15 %.

Les salaires journaliers varient de 17,50 à 24 dollars pour les ouvriers. Tous les ouvriers appartiennent à un syndicat faisant partie de la fédération A. F. L.-C. I. O.

2° *Le caoutchouc synthétique.*

Depuis 1950, la consommation mondiale de caoutchouc a augmenté de 750.000 tonnes, soit d'un tiers environ, et elle s'élève aujourd'hui à quelque 3 millions de tonnes. Mais comme la production de caoutchouc naturel est restée pratiquement stationnaire depuis sept ans autour de 1,8 million de tonnes/an, l'augmentation de la demande n'a pu être satisfaite qu'en accroissant aux États-Unis et au Canada la production du caoutchouc synthétique dérivé du pétrole.

Dans les deux prochaines années, des quantités croissantes de caoutchouc synthétique viendront sur le marché en provenance, pour la première fois, de plusieurs pays européens qui vont en entreprendre la fabrication sur une grande échelle.

La France, dont la consommation de caoutchouc a atteint au total 166.000 tonnes, dont 134.600 tonnes de caoutchouc naturel et 31.600 tonnes de caoutchouc synthétique, a commencé à construire une usine de caoutchouc butyl d'une capacité de 20.000 tonnes/an, susceptible de fonctionner en 1958. Un projet de construction d'une usine de caoutchouc GR-S, d'une capacité de 40.000 tonnes, a été également élaboré.

Aux États-Unis, en 1956, la production de caoutchouc synthétique a atteint 1.100.000 tonnes, dont 875.000 furent absorbées par le marché national et 150.000 exportées. La part du caoutchouc synthétique dans la consommation totale de caoutchouc a été de 61 %.

Dans la gamme très étendue des caoutchoucs synthétiques, le type prédominant est le caoutchouc tous usages employé pour les pneus, les chaussures et la plupart des articles en caoutchouc. Appelé Buna-S ou GR-S, il est constitué surtout de butadiène et de styrène mélangés dans la proportion de trois parties du premier pour une partie du second dans des unités spéciales de copolymérisation. La charge de base pour la production du butadiène est formée de butylènes, qui sont des gaz de pétrole liquéfiés issus normalement du cracking du pétrole. Le styrène est dérivé de l'éthylène — presque invariablement extrait du pétrole — et du benzène — qu'on extrait du charbon ou du pétrole. Pour s'assurer un approvisionnement suffisant

de telles « charges », il faut disposer d'importantes installations de raffinage et de pétrochimie, dont la souplesse de marche soit grande. En Amérique, il y a, bien entendu, abondance à cet égard depuis longtemps.

Depuis 1950, la capacité de production de caoutchouc synthétique a presque triplé aux Etats-Unis, alors que la production mondiale de caoutchouc naturel est pratiquement stationnaire.

En outre, durant les sept dernières années, les prix du caoutchouc synthétique ont à peine changé, tandis que ceux du caoutchouc naturel ont violemment oscillé.

Durant les quatre premiers mois de 1957, le prix du caoutchouc naturel « disponible » a été, à Londres, en moyenne de 2 shillings 3 pence (soit 133 francs), mais a dépassé d'environ un tiers celui du caoutchouc synthétique GR-S aux Etats-Unis qui s'est constamment vendu 24 cents, soit 1 shilling 9 pence, ou 101 francs.

Il n'y a aucune perspective d'élévation sensible de la production mondiale de caoutchouc naturel au-dessus de 1,9 million de tonnes avant 1961-1962. A cette date, la demande mondiale de caoutchouc, qui est voisine actuellement de 3 millions de tonnes, aura probablement dépassé 4 millions de tonnes, en sorte qu'il faudrait un supplément d'un million de tonnes de caoutchouc synthétique pour combler le déficit.

L'usine visitée par la délégation a été fondée en 1942 par l'Etat, fermée en 1947, et rouverte en 1950. Toute la production de caoutchouc synthétique était, en effet, contrôlée par l'Etat fédéral pendant la guerre. Cette usine a été rachetée par la Shell il y a quelques années.

Le pneu de voiture est constitué actuellement de 30 % de caoutchouc synthétique et de 70 % de caoutchouc naturel.

Dans la production de caoutchouc synthétique, 30 % sont d'une qualité supérieure à celle du caoutchouc naturel, 40 % sont de qualité égale, et 30 % de qualité inférieure.

On fabrique actuellement, au stade expérimental, un caoutchouc synthétique semblable au caoutchouc naturel.

L'usine emploie 1.300 ouvriers. Il n'y a pas de syndicat.

CONCLUSION

La puissance économique des Etats-Unis saute aux yeux du visiteur le moins averti et son expansion dans les années récentes est concrétisée par l'évolution du revenu national brut qui est passé de 285 milliards de dollars en 1950 à 412 milliards en 1956, tandis que l'indice de la production industrielle s'élevait, dans le même temps, de 112 à 143 (base 100 pour la période 1947-1949).

L'inflation.

Il n'en reste pas moins qu'à l'heure actuelle l'inflation constitue une donnée permanente de l'économie américaine. Sans doute, cette inflation est modérée, ainsi qu'il ressort de la comparaison de l'indice national des prix à la consommation qui, sur la base 100 en 1939, était à 203,3 en juillet 1957, le secteur de l'alimentation se trouvant à 249, celui de l'habillement à 202, les transports à 193 et l'habitat à 164.

On peut donc estimer qu'*aux Etats-Unis les prix ont doublé depuis 1939, alors qu'en France ils ont été multipliés par un coefficient moyen voisin de 27.*

Pour enrayer l'inflation, l'Etat fédéral a adopté, depuis 1956, une politique de restriction de crédits aux entreprises et aux particuliers (1). Il est difficile d'évaluer l'efficacité de cette action déflationniste qui semble avoir toutefois contribué au ralentissement des affaires dans certains secteurs de l'économie (automobile).

Certains économistes estiment que cette inflation constitue un grave danger pour la nation car, depuis 1953, les salaires réels s'accroissent plus rapidement que la productivité. Selon eux, un niveau de chômage atteignant 4 p. 100 de la population active constituerait un moyen de lutter contre l'inflation et les augmentations excessives de salaires. D'autres économistes au contraire considèrent qu'une légère inflation est la conséquence inévitable d'une économie en pleine expansion et n'y voient pas un grave danger.

(1) Cette politique de restriction de crédit semble abandonnée depuis le 15 novembre 1957 (cf. page 33).

Evolution démographique.

Comme il a déjà été indiqué, la population des Etats-Unis s'accroît à un rythme très rapide. Actuellement, elle est d'environ 173 millions d'habitants, mais les estimations pour 1975 varient entre 207 et 228 millions, suivant les hypothèses de taux de natalité et de mortalité.

Cette augmentation de la population constitue un facteur très important pour l'avenir du pays. Toutefois, la poussée démographique sera très inégalement répartie entre les différents Etats, le Sud et l'Ouest enregistrant les plus fortes croissances.

Selon certaines estimations, la Californie deviendra, en 1975, l'Etat le plus peuplé avec plus de 25 millions d'habitants, alors que New York passerait au second plan.

Enfin, en fonction de leur évolution démographique, les Etats-Unis auront, en 1980, une pyramide des âges particulièrement chargée de jeunes et de vieux, la population adulte se trouvant relativement moins importante en raison de la faible natalité pendant les années de crise économique.

Evolution sociale.

Le programme actuel de *sécurité sociale* est déjà substantiel notamment en ce qui concerne les accidents du travail et la retraite vieillesse, quoique les régimes soient trop souvent soumis aux conditions particulières existant dans les différents Etats. Dans ce domaine, une centralisation et une unification au niveau fédéral semblent souhaitables.

Il faut d'ailleurs noter que les lacunes du régime actuel de sécurité sociale sont en partie comblées par un gros effort de sécurité sociale « privée » qui a été fait par les syndicats et les entreprises importantes.

Les ouvriers américains reçoivent pour la plupart des retraites complémentaires et sont assurés contre la maladie, sans aucune contribution de leur part. La moyenne des charges sociales, y compris les paiements des jours fériés et congés annuels, atteint, pour les entreprises, 20,3 p. 100 des salaires. Mais 103 millions d'Américains sont couverts par des polices d'assurance-vie et 140 millions par des assurances-maladie privées.

Le régime de retraite vieillesse et les pensions de veuves et d'orphelins s'améliorent constamment; 90 p. 100 des salariés sont couverts par la retraite fédérale.

Par contre, *la création d'un régime de prestations familiales paraît improbable*, le seul avantage dont disposent les familles nombreuses étant une exonération d'impôts sur le revenu de 600 dollars par an et par personne à charge.

En ce qui concerne *la main-d'œuvre*, on observe en premier lieu *la décroissance du nombre d'exploitants et d'ouvriers agricoles* qui est passé de plus de 9 millions en 1950 à moins de 8 millions en 1956. Au cours de cette dernière année, chaque agriculteur américain nourrissait 21 personnes et la population rurale ne représentait plus que 13 p. 100 de la population totale.

Sur les 53 millions (environ) de personnes au travail dans le secteur non agricole, *le nombre des personnes employées à la production des biens* est depuis 1957 moins élevé que celui des personnes employées à d'autres activités telles que le commerce, les différents services, les compagnies de services publics, la finance, la banque, les transports et les administrations publiques.

Cette situation est toute récente puisque, jusqu'à l'année 1956, on pouvait constater le phénomène inverse.

Une autre caractéristique de *la main-d'œuvre aux Etats-Unis est d'être extrêmement mobile*: 9 millions d'Américains déménagent chaque année et, le plus souvent, s'éloignent considérablement de leurs anciens lieux de travail. Cette mobilité de la main-d'œuvre constitue un gros atout pour une société industrielle en plein essor et elle est considérée par certains économistes comme étant l'un des facteurs qui permettra le reclassement des ouvriers déplacés en raison de l'automatisation.

Enfin sous l'aspect qualitatif, il est nécessaire de souligner *la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et de techniciens*. Au cours des 25 dernières années, le nombre des ingénieurs et du personnel scientifique et technique a triplé, passant de 261.000 en 1930 à plus de 950.000 en 1956. On estime qu'il existe, à l'heure actuelle, un déficit de plusieurs milliers d'ingénieurs et que ce déficit risque d'atteindre le chiffre de 100.000 en 1967.

A l'heure actuelle, sur 1.000 étudiants qui terminent leurs études, 186 sont licenciés ès sciences ou reçoivent un diplôme d'ingénieur. Pour faire face aux besoins, ce chiffre devrait être porté à plus de 200.

L'industrie privée, les fondations, les syndicats et les universités accordent déjà de nombreuses bourses d'études, mais seul un programme national pourra résoudre ce problème de la pénurie d'ingénieurs et de techniciens.

Selon certaines statistiques, l'Union Soviétique forme, à l'heure actuelle, deux fois plus d'ingénieurs et de 30 à 40 fois plus de techniciens que les Etats-Unis.

L'enseignement.

En raison de la poussée démographique, les Etats-Unis connaissent, dans le domaine de l'enseignement, des *problèmes analogues aux problèmes français*.

A la rentrée scolaire de septembre 1957, les écoles élémentaires publiques et libres comptaient 30.670.000 enfants, soit 959.000 de plus qu'en 1956;

— les écoles secondaires 8.424.000 enfants, soit 804.000 de plus qu'en 1956.

Quant à l'enseignement supérieur, il compte en 1957, environ 3.200.000 étudiants, soit 36 p. 100 des jeunes gens qui seraient susceptibles de suivre les cours.

L'enseignement relève de la compétence de chacun des Etats qui se méfient d'une ingérence fédérale dans leurs programmes scolaires. Les municipalités et les Etats consacrent d'ailleurs une grosse partie de leur budget à la construction d'écoles modernes.

Les particularités de l'industrie.

Il n'est pas nécessaire d'insister sur la puissance industrielle des Etats-Unis; qu'il suffise d'évoquer certaines de ses caractéristiques et le sens de son évolution.

En premier lieu, l'évolution scientifique a fait de *l'électronique*, en 1956, la 6^e industrie des Etats-Unis par la valeur de sa production, après l'automobile, la sidérurgie, l'aéronautique, les produits chimiques et le matériel électrique.

L'industrie électronique emploie actuellement 1 million et demi de personnes dont 100.000 ingénieurs. Son chiffre d'affaires est passé d'un peu plus de 1 milliard de dollars en 1947, à plus de 6 milliards en 1956 et l'on estime qu'en 1960 il atteindra 16 milliards de dollars.

Certes, la production de cette industrie en ce qui concerne la défense nationale est considérable puisqu'elle atteint la moitié du chiffre d'affaires; mais la production civile est également en pleine croissance puisque, par exemple, la valeur de la production de téléviseurs est passée de 51 millions de dollars en 1947 à 908 en 1956.

L'industrie des Etats-Unis se transforme également sur le plan de la *localisation géographique*. La délégation a été particulièrement frappée par le *développement extraordinaire de la côte Ouest*, et notamment de *Los Angeles*. Mais ce développement n'est que le plus spectaculaire; il en existe d'autres, notamment d'exode de l'industrie textile de la Nouvelle-Angleterre vers le Sud.

Ces nouvelles localisations, qui sont grandement facilitées par le bon marché de l'argent et la mobilité de la main d'œuvre (1), ont des motifs variables. Elles peuvent tenir à l'exonération d'impôts ou aux avantages particuliers que certains Etats ou municipalités accordent aux nouvelles industries s'installant sur leur territoire; elles peuvent également être influencées par le climat. De nombreuses sociétés se sont installées dans des régions jouissant d'un climat particulièrement favorable afin de diminuer l'absentéisme du personnel. Elles peuvent être dues également aux disponibilités en main-d'œuvre ou à la fuite devant les syndicats. En outre, certaines industries ont trouvé intérêt à se fixer près des lieux de consommation plutôt que de devoir payer d'importants frais de transport. Ainsi, il existe à Los Angeles des usines de montage automobiles produisant 500.000 voitures par an.

Enfin, la présence d'eau constitue déjà un facteur prépondérant dans le choix de l'emplacement de nouvelles usines en raison de la pénurie d'eau, dans certaines régions, due à l'accroissement de la consommation industrielle. En effet, les Etats-Unis consomment actuellement 1.043 milliards de litres d'eau par jour dont plus de la moitié pourvoit aux besoins de l'industrie.

Dans les bassins de la Tennessee et de la Colombia, l'offre d'énergie électrique à des tarifs inférieurs aux tarifs normaux constitue également un moyen d'attirer de nouvelles industries.

(1) On rencontre fréquemment de vastes rassemblements de grandes roulottes qui appartiennent à des ouvriers dont elles constituent souvent l'unique domicile. Ainsi, ces derniers sont à même de s'embaucher là où une situation avantageuse leur est offerte, sans avoir à se préoccuper du problème du logement.

Une autre caractéristique de l'industrie est la *concentration des moyens de production entre les mains d'importantes sociétés*. Cette concentration s'est accentuée au cours des dernières années.

En 1956, les 500 sociétés industrielles les plus importantes représentèrent environ la moitié de la production industrielle et minière des Etats-Unis et les 2/3 des bénéfices nets dans ces deux branches d'activité.

Dans la sidérurgie, 3 sociétés possèdent 55 p. 100 de la capacité de production, l'une d'elles (United State Steel) en possédant 30,5 p. 100 à elle seule et l'on ne rappelle que pour mémoire l'exemple de l'automobile où, en 1956, la General Motors a représenté 55 p. 100 de la production, Ford 27 p. 100 et Chrysler 15 p. 100. Mais cela n'est pas incompatible avec l'existence de très nombreuses entreprises, petites ou moyennes, qui fournissent aux grandes entreprises des pièces détachées ou des ensembles (pneus, phares, carburateurs). C'est ainsi que General Motors a 29.000 fournisseurs. Nous avons déjà noté cette particularité à propos de l'industrie électronique.

Enfin il faut noter que *l'Etat fédéral joue de plus en plus un rôle direct dans l'économie du pays, et ce malgré une profession de foi de libéralisme et de respect total de la « libre entreprise »*. Sans parler, en effet, d'une fiscalité déjà lourde (les impôts fédéraux et locaux représentent 27 p. 100 du revenu national) qui réduit l'initiative des particuliers et des entreprises, on peut observer que, dans le domaine du crédit, le Gouvernement fédéral accorde ou garantit des prêts notamment à la construction, à l'agriculture, aux petites et moyennes entreprises, dans la proportion de 20 p. 100 de la masse totale des crédits.

Dans le domaine de l'énergie électrique, les sociétés privées, qui détenaient 94 p. 100 de la puissance électrique installée, n'en possédaient que 76 p. 100 en 1956, l'Etat fédéral en détenant 14,8 p. 100, les sociétés municipales ou coopératives 5,5 p. 100, le reste étant aux mains des Etats ou d'organismes mixtes.

Enfin, si l'utilisation de l'énergie atomique à des fins militaires est sous le contrôle total du Gouvernement fédéral, l'utilisation de cette même énergie à des fins pacifiques se trouve sous un contrôle indirect mais efficace, le Gouvernement contrôlant à la fois les matières premières (uranium enrichi, plutonium, isotopes) et les subventions.

On ne saurait parler de l'industrie des Etats-Unis sans évoquer *l'automation*. A la vérité, l'automatisation qui n'est possible que grâce à l'électronique, est à peine appliquée à l'heure actuelle. Son plein essor ne devrait commencer qu'après 1960.

Une automatisation partielle existe dans certaines industries (automobile, aéronautique, électronique, pétrole et pétrochimie, produits chimiques) et on estime que 16 p. 100 de toutes les industries de fabrication et de transformation sont susceptibles d'être automatisées avec profit.

En outre, l'automatisation a déjà trouvé des applications dans la gestion des entreprises et des administrations.

L'extension de l'automatisation nécessitera des investissements considérables, la fabrication en très grande série et une standardisation très poussée, un personnel qualifié, et posera des problèmes d'adaptation de la main-d'œuvre dont le mouvement syndical s'est déjà préoccupé.

En outre, l'automatisation risque d'accentuer le mouvement de concentration industrielle, donc de poser avec encore plus d'acuité le problème de l'existence des petites et moyennes entreprises.

Caractéristiques du commerce.

La vente par *libre service*, maintenant assez répandue en France, a connu aux Etats-Unis depuis 1950 un essor considérable. *Actuellement 75 % du commerce alimentaire se fait par libre service, et les « drug-stores » qui se sont convertis au libre service, ont vu leur chiffre d'affaires augmenter en moyenne de 30 % sans augmentation correspondante des frais généraux.*

Cette méthode de vente, qui répond au goût du consommateur, présente en outre l'avantage d'économiser le personnel et la présentation et l'abondance des étagères amènent le client à acheter davantage qu'il n'avait prévu. Cette méthode de vente est d'ailleurs répandue aussi bien dans de petits magasins que dans les grands magasins appelés « *super-markets* ».

Il y avait aux Etats-Unis, en 1954, 21.440 super-markets contre 14.217 en 1950. Ces super-markets, qui représentaient 6 % seulement de l'ensemble des magasins alimentaires, réalisaient 53 1/2 % du chiffre d'affaires.

On assiste à une centralisation du commerce de détail alimentaire et à sa concentration entre les mains de grandes chaînes commerciales qui contrôlent des centaines de super-markets répartis sur plusieurs Etats ou même sur tout le territoire. De 1950 à 1956 le chiffre d'affaires des chaînes alimentaires a augmenté de 33 %, tandis qu'au cours de la même période, la population des Etats-Unis ne s'est accrue que de 10 %.

Un autre phénomène de la distribution commerciale aux Etats-Unis est la création de « shopping centers » ou centres commerciaux implantés dans une zone spécialement prévue à cet effet à la sortie des grandes villes. Cette création est la conséquence de la congestion des grandes villes et de la très grande difficulté que l'on éprouve à y stationner.

Ainsi, les grands magasins sont amenés à créer, dans la banlieue même de la grande ville, un centre de distribution commercial qui comprend, non seulement des magasins de toutes sortes, mais également des restaurants, des parcs d'attractions pour enfants, et surtout un très grand parc de stationnement pour les voitures.

La délégation a visité, près de Detroit, un tel centre commercial très bien organisé et d'un esthétisme très agréable. Le parc de stationnement de ce centre commercial pouvait recevoir jusqu'à 15.000 voitures.

Le succès de cette organisation s'affirme chaque année puisqu'on estime qu'il y aura 2.200 shopping-centers aux Etats-Unis à la fin de 1957 contre 1.000 à la fin de 1955.

Enfin, s'exerce dans le commerce américain une *libre concurrence* qui se manifeste dans *les prix pratiqués*. Ceux-ci varient très facilement de 10 à 20 % pour le même article selon les magasins, les rabais se pratiquant également dans des secteurs comme celui de l'automobile où il n'est pas rare que le prix de vente réel soit inférieur de 4 à 500 dollars au prix de vente « conseillé ».

En outre, il faut signaler l'existence de magasins de vente au rabais ou « discounts » qui pratiquent ostensiblement des prix inférieurs aux prix des autres magasins.

Les moyens de transport.

Il a été indiqué au cours du rapport qu'il y avait *aux Etats-Unis, en moyenne, une voiture particulière pour trois habitants*; plus précisément, 73 % des familles possèdent une voiture et

14 % en possèdent deux, tandis que 85 % des transports de voyageurs s'effectuent en voitures particulières.

On estime le parc automobile à 54.000.000 de voitures particulières, 10.600.000 camions et 255.000 autocars.

Ainsi, l'automobile façonne la manière de vivre aux Etats-Unis et nécessite une extension croissante du réseau routier.

Bien que ce dernier atteigne une longueur de 5 millions 1/2 de kilomètres, certaines régions sont de plus en plus congestionnées et, en 1956, un programme routier a été promulgué qui prévoit, au cours des 13 prochaines années, la construction de 66.000 kilomètres d'autoroutes, 320.000 kilomètres de routes départementales et 813.000 kilomètres de routes cantonales, soit près de 1.200.000 kilomètres.

Ce programme doit coûter 50 milliards de dollars fournis à concurrence de 36 milliards par l'Etat fédéral et de 14 milliards par les différents Etats.

Il existe actuellement 4.000 kilomètres d'autoroutes à péage, ce dernier atteignant en moyenne 1 cent 1/2 pour 1,6 kilomètre.

La route attire continuellement de nouvelles entreprises commerciales telles que les cinémas en plein air, les restaurants où l'on est servi dans sa voiture et les « motels » dont le nombre est actuellement de 56.000.

A côté de l'automobile, l'avion connaît aux Etats-Unis une vogue considérable. Le trafic est passé de 9.600 millions de passagers/kilomètre en 1946 à 36.200 millions en 1956.

Quant au trafic marchandises, il s'est élevé à 770 millions de tonnes/kilomètre en 1955 et augmente très rapidement.

Actuellement, il existe 20.000 avions privés et 1.500 appareils appartiennent aux compagnies de transports.

Une telle circulation aérienne nécessite un contrôle très strict des routes aériennes. Ce dernier a été particulièrement resserré depuis la tragique collision du grand Canyon. Entre Washington et New-York, il existe 25 passages directs dans chaque sens, sans compter les avions qui desservent en outre des villes intermédiaires.

Le spectacle de l'aérodrome de Chicago, plaque tournante du trafic aérien aux Etats-Unis, est inoubliable; sans interruption, les avions se posent ou décollent et, au bord de la piste d'envol, il est courant de voir 5 ou 6 avions attendre leur tour.

En face de ce développement remarquable de l'automobile et de l'avion, *les chemins de fer se trouvent dans une situation difficile*. De 1946 à 1956, le nombre de voyageurs/kilomètre empruntant le chemin de fer a baissé de 56 %, alors que la population avait augmenté de 18 %.

Le trafic marchandises est resté stationnaire depuis 1945, bien que le volume physique de la production industrielle ait augmenté de 50 %.

Il n'est pas impossible que, d'ici une dizaine d'années, les chemins de fer abandonnent presque totalement les transports de voyageurs.

La radio et la télévision.

Enfin, on donnerait une idée incomplète des Etats-Unis si l'on n'évoquait pas l'importance que tiennent dans la vie américaine ces instruments de transport du son et des images que sont la radio, la télévision et le téléphone.

Il existe dans ce pays près de 60 millions de *téléphones*, soit *un poste pour moins de trois habitants* (France: 3 millions de postes téléphoniques, soit un poste pour quatorze habitants).

Mais surtout la radio et la télévision exercent une emprise sur la vie américaine qui peut être mesurée par le nombre de postes en usage. Il existait aux Etats-Unis, en juillet 1956, 39 millions de postes de télévision et, comme la production annuelle est de 7 millions de postes, on peut estimer qu'il y a actuellement environ *un poste de télévision pour quatre habitants*.

De même il existait, fin 1955, 139 millions de postes de T. S. F. et, comme la production annuelle est voisine de 14 millions de postes, on peut estimer que *le moment n'est pas loin où il y aura aux Etats-Unis un poste de radio par habitant*.

A la vérité, on assiste depuis quelques années à un développement considérable de la production de postes de radio pour l'automobile et de postes de radio portatifs à transistors.

Il est en outre incontestable que la télévision exerce une influence plus grande que la radio. (76 % des foyers sont équipés d'un poste). Trois chaînes nationales et près d'un demi-millier de postes émetteurs locaux fournissent une variété de programmes de valeur diverse, entrecoupés d'annonces publi-

citaires. La retransmission de matches de base-ball semble tenir, dans les programmes, une place de toute première importance.

La télévision en couleurs en est encore au stade de la mise au point, ainsi que la délégation a pu s'en rendre compte en visitant Emerson Radio.

*
* *

Cet aperçu sur l'économie américaine prouve que le niveau de vie moyen de la population de ce pays est sensiblement plus élevé que le nôtre. De là à penser que cette supériorité de la vie matérielle n'est qu'un aspect d'une supériorité absolue dans tous les domaines, il y a un pas que certains franchissent vite.

Or, cette réussite matérielle est fonction de facteurs favorables: ressources naturelles et puissance financière qui font qu'avec 6 % de la population mondiale, les États-Unis consomment 40 % des matières premières du monde entier, situation démographique et densité de population qui laissent à ce pays une large marge d'expansion industrielle et agricole; elle est fonction également du travail, du sens de l'organisation et de la mise en valeur des richesses disponibles.

Mais, si la France peut s'inspirer de certaines méthodes de travail, du souci de créer un climat d'entente entre patrons et ouvriers, de certaines réussites techniques, il n'en reste pas moins que certaines réussites françaises font l'admiration des industriels américains. Ce sont donc les échanges qui sont féconds et chacun peut tirer bénéfices, quoique d'une manière différente, de la fréquentation de l'autre.

On doit également reconnaître que dans ce pays, où les richesses naturelles sont abondantes, le souci de les économiser n'est pas aussi vif qu'en France et qu'il peut en résulter une différence de méthode de production, indépendamment de l'échelle également différente des entreprises et de l'ensemble de l'économie.

Or, il est curieux de trouver dans ce grand pays, qui produit 40 % des biens et services disponibles dans le monde, des relents d'isolationnisme alors que, par ailleurs, ses importations ne représentent guère que 3 % et ses exportations de 4 à 5 % de son produit national brut.

Mais, par rapport au commerce mondial, la part du commerce extérieur américain représente environ 17 %. En sorte que les variations du volume des échanges extérieurs des Etats-Unis sont beaucoup plus fortement ressenties dans le reste du monde que sur le marché intérieur de ce pays.

Ainsi, l'essor considérable des exportations américaines depuis le début de 1956 n'ayant pas été accompagné d'un développement comparable des importations, il en est résulté, à partir du 4^e trimestre, une aggravation de la pénurie de dollars dans le monde, situation qui constitue un des principaux problèmes économiques depuis la seconde guerre mondiale.

Ce « dollar Gap » ou écart entre la demande et l'offre de dollars, a été réduit à la fois par la réduction des importations de produits américains et dans le passé surtout par l'existence de l'aide américaine. Il subsiste cependant avec beaucoup d'acuité et, sur le plan des échanges commerciaux, il sera peut-être atténué par la modernisation du tarif douanier hautement protecteur de 1930 qui doit intervenir au début de l'année 1958.

Enfin, l'actualité nous oblige à évoquer le *développement de la recherche aux Etats-Unis*. De ce que le niveau de vie moyen de la population de l'U.R.S.S. est 7 à 8 fois inférieur à celui de la population des Etats-Unis, certains avaient cru pouvoir en déduire que le rapport des forces était le même dans la plupart des domaines.

Telle n'était pas l'opinion de la Commission sénatoriale de la Production industrielle dont une délégation s'était rendue en U.R.S.S. en 1956. Cette délégation avait pu mesurer l'effort considérable accompli essentiellement dans les secteurs de base de l'énergie, de la sidérurgie, de la grosse construction mécanique et dans celui de l'électronique. Elle avait également été frappée des informations qu'elle avait recueillies sur le développement de la recherche scientifique.

Aussi, la réussite des savants russes dans le domaine des satellites artificiels n'a pas constitué, pour notre Commission, un sujet de grand étonnement. Sans doute, cette réussite a-t-elle eu des répercussions considérables aux Etats-Unis et amènera-t-elle ce pays à reviser sa politique générale de la recherche scientifique.

Il semble en effet que, dans les laboratoires placés sous le contrôle direct du Gouvernement des Etats-Unis, *la recherche fondamentale ait été quelque peu négligée au profit de la recherche*

appliquée puisqu'elle n'a reçu que de 6 à 7 % des crédits. Mais il est vraisemblable surtout que l'opinion américaine, entretenue dans la certitude de la supériorité scientifique des Etats-Unis et croyant par ailleurs que toutes les grandes découvertes ont été faites, estimait que l'on était arrivé dans l'ère de la seule application des découvertes fondamentales antérieures.

Ainsi s'était créé un état d'esprit peu favorable à la recherche pure, entraînant, comme le déplorait M. Walter Lippmann, un manque d'égards et même une suspicion pour les intellectuels et ceux qui ont une originalité de pensée.

Cet état d'esprit a peut-être eu plus de conséquences que l'insuffisance des crédits affectés à la recherche car le National Research Council dénombrait, en 1947, 2.450 laboratoires industriels employant 133.000 personnes, soit le double de l'effectif de 1940 et un effectif 15 fois supérieur à celui utilisé à la fin de la première guerre mondiale.

*
* *

Dans le monde où deux blocs s'affrontent, les Etats-Unis ont été amenés, par leur puissance économique, à prendre la tête du monde libre. Il leur a fallu, de ce fait, lutter contre un isolationnisme naturel et leur tendance à l'égoïsme national.

Sans doute, les progrès de l'aviation tendent à réduire sinon à supprimer les distances, et constituent un élément non négligeable de rapprochement des peuples.

Il n'en demeure pas moins que des différences importantes de manière de vivre et de comportement subsistent, que seul un effort de compréhension mutuelle dans le respect de la position de l'autre, peut empêcher de se transformer en motifs de discorde.

Nous pourrions exiger beaucoup de nos amis d'outre-Atlantique dans la mesure où nous leur ferons comprendre les raisons de nos difficultés; encore faudrait-il que nous n'aliénions pas nos amitiés en faisant preuve d'une instabilité politique dont nous n'apercevons peut-être plus la nocivité mais dont les conséquences pour la solution des problèmes fondamentaux sont extrêmement graves.

ANNEXES

ANNEXE I

Données de base sur l'économie des Etats-Unis.

DESIGNATION	ANNEE 1950	ANNEE 1956
Population (en millions).....	151,7	168,2
Population active (en millions).....	60	65
Chômeurs (en millions).....	3,1	2,6
Production industrielle (1947-1949 = 100).....	112	143
Prix de gros (1947-1949 = 100).....	103,1	114,3
Prix denrées agricoles (1947-1949 = 100).....	97,5	88,4
Indice coût de la vie (1947-1949 = 100).....	102,8	116,2
Salaires horaires dans l'industrie (dollars).....	1,465	1,980
Production par heure de travail (1949 = 100).....	112	133,6
Revenu national brut (milliards de dollars).....	285,1	412,4
Dépenses de l'Etat fédéral (milliards de dollars).....	39,6	66,5
Exportation (milliards de dollars).....	10,27	18,98
Importation (milliards de dollars).....	8,85	12,59

Source: Service d'analyse industrielle de l'ambassade de France aux Etats-Unis.

ANNEXE II

Principales activités industrielles et minières.

ACTIVITES	ANNEE 1950	ANNEE 1956
Production d'avions civils.....	3.520	7.205
Production automobiles (en milliers).....	6.666	5.806
Production cars, camions (en milliers).....	1.337	1.104
Construction (milliards de dollars).....	28,7	44,2
Charbon (millions de tonnes métriques).....	504	480
Energie électrique (milliards de kWh).....	280,5	529,1
Pétrole brut. — Production (millions de tonnes).....	274,4	363,7
Pétrole. — Importations (millions de tonnes).....	19,9	43,5
Acier. — Production (millions de tonnes).....	87,83	104,50
Acier. — Capacité de production (millions de tonnes).	90,15	121,04 (1957)
Postes de télévision (en milliers).....	7.464	7.387

ANNEXE III

Quelques données sur l'agriculture.

PRODUITS	ANNEE 1950	ANNEE 1956
Production blé (millions de tonnes).....	27,14	27,14
Production maïs (millions de tonnes).....	84,60	93,94
Fruits, légumes congelés (millions de tonnes).....	0,62	1,36
Utilisation d'engrais (millions de tonnes).....	16,2	17,1
Production viande (millions de tonnes).....	19,86	25,25

ANNEXE IV

Prix de divers produits et temps nécessaire pour les acquérir (1).

(Comparaison entre mars 1954 et mars 1957.)

ARTICLES	PRIX 1954	PRIX 1957	TEMPS 1954	TEMPS 1957
	(en dollars).	(en dollars).		
	Le kilogramme.		En minutes	En minutes
Pain blanc.....	0,34	0,412	12	12
Riz	0,40	0,374	16	11
Bœuf (rumsteak).....	1,76	1,920	66	56
Porc (côtelettes).....	1,72	1,794	64	52
Beurre	4,56	1,634	58	48
Lait frais (un litre).....	0,44	0,488	16	14
Pommes de terre.....	0,08	0,122	4	4
Oranges	0,92	1,092	30	32
Café (moulu en boîte).....	2,10	2,344	78	68
Sucre	0,22	0,242	8	8
Poulet	»	1,058	»	30
			En heures	En heures
Machines à coudre électriques (avec tous les accessoires).....	189,00	174,37	104,35	85,5
Ampoule électrique (60 watts).....	0,18	0,20	0,6	0,6
Femme de ménage (huit heures de travail)	7,40	7,28	4,8	3,33
Complet deux pièces, laine peignée, qualité moyenne.....	45,00	46,10	25,8	22,29
Souliers de ville homme box-calf, semelle cuir.....	13,95	14,04	7,48	6,51
Pneu automobile 6,70 x 15.....	24,40	22,76	13,38	11,06
Essence auto, super-carburant, 3,785 litres	0,32	0,34 (2)	0,41	0,40
Consultation médicale au foyer.....	5,00	5,27	2,48	2,43
Coupe de cheveux homme.....	1,25	1,55	0,42	0,45
Téléviseur, 54 cm, modèle simple..	199,95	200,09	111,42	97,36

Automobile neuve: Chevrolet, Ford ou Plymouth: 29 semaines environ.

Automobile d'occasion, modèle 1952: 10 semaines environ.

(1) Les prix des produits alimentaires correspondent aux moyennes pondérées des prix dans 46 villes d'au moins 5.000 habitants réparties sur l'ensemble du territoire. Les autres prix cités représentent les moyennes pour les 10 grandes villes suivantes: New-York, Chicago, Philadelphie, Los Angeles, Détroit, Baltimore, Saint-Louis, San-Francisco, Cincinnati, Atlanta.

(2) Les prix varient de 26 à 34 cents selon les régions et la qualité de l'essence.

ANNEXE V

Montant de l'impôt sur le revenu frappant un salaire moyen.

Les impôts sur le revenu de l'ouvrier moyen représentent, sur la base d'un salaire de 4.300 dollars par an :

CELIBATAIRE	MARIE sans enfant.	UN enfant.	DEUX enfants.	TROIS enfants.	QUATRE enfants.	CINQ enfants.
(En dollars.)						
674	530	410	290	170	50	0

Ces impôts sont retenus par l'employeur sur la fiche de paye, ainsi que la sécurité sociale (2,25 p. 100 du salaire jusqu'à 4.200 dollars par an).

A noter également que 31 Etats imposent en outre leur propre impôt sur le revenu (environ 2 p. 100).

ANNEXE VI

Répartition des différents postes de dépenses du budget familial urbain.

POSTE DE DEPENSES	POURCENTAGE en 1952.	POURCENTAGE en décembre 1956.
Alimentation	31,82	28,7
Habitat (loyer, gaz et électricité, combustibles, mobilier)	27,68	33,1
Habillement, chaussures.....	10,04	9,2
Transports	12,08	11,2
Soins médicaux.....	5,10	5,4
Soins personnels (coiffeur, lame de rasoir, pâte dentifrice, etc.).....	2,26	2,2
Loisirs	5,67	5,1
Divers (cigarettes, cigares).....	5,35	5,1

ANNEXE VII

Equivalence des unités américaines en mesures françaises.

Longueurs :

- 1 pouce = 2,5 centimètres.
- 1 pied = 12 pouces = 30,5 centimètres.
- 1 yard = 3 pieds = 0,9 mètre.
- 1 mille = 1.760 yards = 1,6 kilomètre (5 milles = 8 km.).

Surfaces:

- 1 pouce carré = 6,5 centimètres carrés.
- 1 pied carré = 0,8 mètre carré.
- 1 acre = 4.840 yards carrés = 0,4 hectare.

Volumes et capacités :

- 1 pinte = 0,4 litre.
- 1 quart = 2 pintes = 0,9 litre.
- 1 gallon U. S. = 4 quarts = 3,8 litres.
- 1 bushel (*) = 35 litres.

Masses :

- 1 once = 28 grammes.
- 1 livre = 7.000 grains = 16 onces.
- 1 tonne courte = 907 kilogrammes.
- 1 tonne longue = 1.016 kilogrammes.

Température :

- a) 1 degré Fahrenheit = $\frac{5}{9}$ degré centigrade.
- b) 0 degré centigrade = 32 degrés Fahrenheit.

(*) Pour le grain.